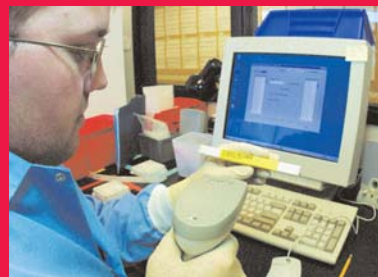


Politis,
P

CHAQUE JEUDI

www.politis.fr

DOSSIER



Résister au fichage

VERTS

En attendant Voynet

VENEZUELA

**Chavez vers
un troisième mandat**

THÉÂTRE

**« Vive la France »,
de Mohamed
Rouabhi**

IDÉES

**Il y a cent ans,
Dreyfus réhabilité
Entretien avec
Stéphane Hessel**

ACTION

**Sida : une politique
discriminatoire**

M 03461-0928 3,00 E



n° 928

3 €

Politis,

GAUCHE ANTILIBÉRALE

Et si c'était lui ?

Jean-Luc Mélenchon analyse l'évolution
du parti socialiste. Il évoque son rapport
avec la « gauche de la gauche »,
toujours en quête d'un candidat.



Sommaire

Au fil de la semaine 4 à 19

GROS PLAN
Entretien avec Jean-Luc Mélenchon « Je serai là où le devoir commande. ».
Pages 4 à 6

FRANCE
POLITIQUE. Inacceptable accord.
Page 6

SOCIAL. Derrière les chiffres de l'Insee. Page 7

ÉCONOMIE. « Ségolène Royal et les désordres du travail », par Thomas Coutrot. Page 7

EUROPE
ITALIE. Prison pour innocents. Page 8

SOCIAL. Urgence poussive. Page 8

MONDE
VENEZUELA. Chávez vers un troisième mandat. Page 10

CULTURE
THÉÂTRE. « Vive la France », de Mohamed Rouabhi. Page 16

« On vous écrira », au Studio-Théâtre de Stains. Page 17

CINÉMA. « Football en Israël, le conflit hors-jeu ? », de Rami Lévi, au Forum documentaire israélien. Page 16

MUSIQUE. Dédé Saint-Prix au festival Africolor. Page 18

RAP. « Ihda », de Dam. Page 18

TÉLÉVISION. « La Vie à crédit », de Jean-Thomas Ceccaldi et Olivier Wlodarczyk. Page 19

Idées 20 et 21

ENTRETIEN avec Stéphane Hessel : « Dreyfus, un homme modeste et juste ».
Pages 20 et 21

ESSAI. « Un mur en Palestine », de René Backmann. Page 21

Action 22 à 28

SIDA
Une politique injuste envers les malades étrangers.
Pages 22 et 23

BABIL WEB
Concentration. Page 25

ÉCONOMIE SOLIDAIRE
Original Dub Master, pour une charte du commerce équitable musical. Page 27

ÉCOLOGIE
« Écologie de la raison », par Pierre Rabhi. Page 28

Courrier 29

Bloc-notes 30 et 31

Couverture : AFP

Documentaire sur Grand Ecran
présente

à voir et à manger

Un cycle de films documentaires

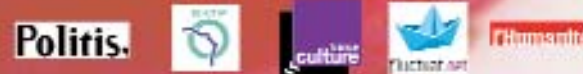
DIMANCHE 3 DÉCEMBRE :
JOURNÉE PARTICULIÈRE : CARTE BLANCHE AUX CAHIERS DU CINÉMA. Séances présentées par Emmanuel Burdeau. 11 h : *Les Hommes d'Ariane Michel*. 14 h : *L'Arc d'Iris* de Vincent Barré et Pierre Creton, *Le Voyage à Vézelay* de Pierre Creton, et *Paysage Imposé* de Pierre Creton. 18 h : *Should we never meet again* de Gregg Smith, *Interview...* d'Agnès Geoffray, *True Love* de Teboho Edkins, et *Le nombre i* de Dominique Perrier. 20 h : **AVANT-PREMIÈRE : En avant, jeunesse !** de Pedro Costa – débat avec Pedro Costa

DIMANCHE 10 DÉCEMBRE :
11 h : *Meat* de Frederick Wiseman – Présentation par Philippe Pilard. 14 h 30 : *.nl/jnoK* de Leo Wentik et *Ananas d'Amos Gitaï*. 18 h : **SÉANCE EXCEPTIONNELLE : LECTURES** par Catherine Dewitt et *Une Semaine en cuisine* de Jean-Louis Comolli – débat avec le cinéaste. 20 h 30 : **SOIRÉE HORS THÉMATIQUE : Du soleil en hiver** de Samuel Collardey et *Noël à la chaîne* de Cyprien Barbe – débat avec les cinéastes

DIMANCHE 17 DÉCEMBRE :
11 h : *La Grande bouffe* de Marco Ferreri – présentation par Noëlle Chatelet. 14 h 30 : *La Ricotta* de Pier Paolo Pasolini et *Italianamerican* de Martin Scorsese. 18 h : *Zusammengebacken* de Susanne Schulz, *Le Jour des frites* de Thomas Sipp, et *Esprit de bière* de Claudio Pazlenza – débat avec les cinéastes. 20 h 30 : *Le Kugelhof* de Glnette Lavigne et *Temps d'hiver* de Marie André – débat avec les cinéastes

Cinéma des Cinéastes

7 avenue de Clichy Paris 17^e
01 53 42 40 20 / 01 40 38 04 00



Politis,

Fondateur : Bernard Langlois.

Politis est édité par Politis, société par actions simplifiée au capital de 446 000 euros.
Actionnaires : Association Pour Politis ; Christophe Kantcheff, Denis Sieffert ; Pascal Boniface, Laurent Chemla, Jean-Louis Gueydon de Dives, Valentin Lacambre.
Président, directeur de la publication : Denis Sieffert.
Conseil de direction : Pascal Boniface, Laurent Chemla, Jean-Louis Gueydon de Dives, Christophe Kantcheff, Valentin Lacambre, Patrick Piro (président de l'association Pour Politis) et Denis Sieffert.

Directeur de la rédaction : Denis Sieffert.
Chef des informations : Michel Soudais (politique).
Économie et social : Thierry Brun (chef de rubrique), Dante Sanjurjo.
Écologie-Nord-Sud : Patrick Piro.
Société : Marion Dumand.
Culture-Idees : Christophe Kantcheff (chef de rubrique).
Gilles Costaz (théâtre), Jean-Pierre Jeancolas (cinéma), Denis-Constant Martin (musiques), Frédérique Pelletier (BD), Jean-Claude Renard (arts plastiques, littérature), Jacques Vincent (rock), Jacques Vassal (chanson), Olivier Doubre (essais).
Médias : Marie-Edith Alout.
Premier rédacteur graphiste et webmestre : Michel Ribay.
Rédactrice graphiste : Claire Le Scanff-Stora
Rédactrice correctrice : Pascale Bonnardel.
Conception graphique : Frédérique Goursolas.
Administration-comptabilité : Isabelle Péresse.
Secrétariat : Brigitte Hautin.

Publicité-promotion : publicite@politis.fr

Impression : Imprimerie du Monde, 12, rue M. Gunsburg 94852 Ivry Cedex.



Relation abonnés. Tél. : 01 49 60 10 39 Fax : 01 49 60 10 55. politis@abocom.fr
Diffusion. NMPP. Inspection des ventes et réassort : K.D. Éric Namont : 01 42 46 02 20 Numéro de commission paritaire : 69830. ISSN : 1290-5550
Politis, 2, impasse Delaunay 75011 Paris Tél. : 01 55 25 86 86 Fax : 01 43 48 04 00 www.politis.fr redaction@politis.fr

ÉDITORIAL

PAR DENIS SIEFFERT

La hauteur de l'événement

Que cela soit bien clair : si l'on devait s'en tenir aux qualités personnelles de chacun, nous n'aurions pas de préférence. Clémentine, Marie-George, José, Patrick et Yves feraient à nos yeux d'excellents candidats. Elles et eux seraient parfaitement capables de faire entendre la voix de la gauche antilibérale, de parler sans afféterie de la vie des gens, de l'organisation de nos sociétés, des désordres du monde, et de proposer sinon des solutions, du moins une ligne de conduite claire qui inspire la confiance. Il n'y en pas un ni une parmi ces candidats à la candidature dont la sincérité puisse être mise en doute. Ici, pas de sourires de commande, pas (trop) de frivolité médiatique, mais de la politique, au bon sens du mot. Donc, les candidats sont de qualité, et c'est peu dire que la situation est favorable. La gauche antilibérale vibre encore de sa victoire fondatrice, un certain 29 mai 2005. Depuis ce jour, nous savons que ses idées constituent un courant puissant qui ne demande qu'à être structuré. Et, depuis une semaine, il existe une autre bonne raison de croire que c'est à la fois urgent et possible. Le parti socialiste vient de faire mouvement vers la droite dans un registre à la fois libéral et personneliste qui le rapproche davantage de la démocratie chrétienne que d'une tradition sociale issue du marxisme. Du coup, nos collectifs « pour une candidature unitaire » ont devant eux un boulevard. Il est d'ailleurs significatif que l'un des plus importants rassemblements politiques de ces derniers mois (4 000 à Montpellier) ait été leur œuvre.

Un signe encore, venu des Pays-Bas : quelque chose qui ressemble d'assez près à nos collectifs, avec l'avantage (ou l'inconvénient) d'être déjà un parti, et fort justement dénommé Parti socialiste, vient de recueillir 16,6 % des voix aux élections législatives, triplant son score, obtenant 26 sièges dans le nouveau Parlement, et talonnant un Parti travailliste (l'équivalent de notre PS) en chute libre. Apparemment, donc, les oracles sont favorables. Et pourtant, il s'en faut de beaucoup que la bataille ne soit gagnée, c'est-à-dire que cette gauche nouvelle, synthèse de socialisme authentique et d'écologie, ne se hisse à la hauteur des enjeux. Il est vrai que pour des mouvements de ces obédiences la compétition présidentielle est un piège. Elle finit par précipiter les uns contre les autres des femmes et des hommes qui partagent les mêmes valeurs. Et voilà



qu'à dix jours de la réunion qui doit désigner le champion de la gauche antilibérale, le vent tourne au pessimisme. Première manifestation de dépit : le brusque retrait, vendredi, de José Bové. Un vrai-faux retrait qui a surtout les allures d'une mise en demeure. L'ire de José Bové vise principalement le parti communiste, qui, dit-il, veut « imposer par tous les moyens la candidature de Marie-George Buffet ». Et nul ne saurait le contredire. Il ne s'agit d'ailleurs pas tant de la secrétaire nationale du PC que de cette satanée logique d'appareil qui fait monter au créneau les élus du parti qui songent déjà à leur réélection et lorgnent sur les alliances utiles à cette cause. Disons entre parenthèses que la LCR a joué bien plus « perso » dans cette affaire que les communistes. Mais on peut imaginer à tort ou à raison que la Ligue ne tiendrait pas longtemps sa position si le PC se fondait finalement dans le creuset unitaire. C'est donc naturellement vers celui-ci que convergent les regards et les critiques.

Car, au-delà de sa personne, Marie-George Buffet a un lourd handicap : elle représente ès qualités une composante des collectifs et ne peut guère prétendre en même temps à les représenter toutes. Elle ne peut permettre le nécessaire

dépassement qu'en s'effaçant. Et c'est ici que se profile l'ombre d'un personnage qui n'est pas (encore) dans la compétition. Si ce n'est que son discours autorise quelques conjectures... Jean-Luc Mélenchon – c'est de lui qu'il s'agit – est assez malin pour savoir qu'il ne peut être un candidat de plus là où il y en a déjà trop. En revanche, il peut penser que son profil politique est de

L'événement – faut-il le redire ? –, ce n'est pas tant pour nous la présidentielle que la recomposition politique qui doit en sortir.

nature à rassurer des communistes peu enclins à déléguer leur pouvoir à un écologiste, même antilibéral. D'où notre interrogation : « Et si c'était lui ? » Après tout, voici tout juste un an, un confrère sur papier glacé titrait avec un certain succès : « Et si c'était elle ? » Mélenchon a été le seul responsable socialiste à fouler les mêmes estrades que les leaders de la gauche antilibérale. Un pied à l'intérieur du PS, un autre à l'extérieur. Sauf que si son appel d'offres à peine déguisé venait à intéresser ses nouveaux partenaires, il lui faudrait sérieusement choisir. Mais achevons comme nous avons commencé. Le principal dans cette affaire, c'est que l'accord se fasse. Et que toutes les forces politiques qui se sont tellement rapprochées dans cette forte aventure des collectifs sachent se montrer à la hauteur de l'événement. L'événement – faut-il le redire ? –, ce n'est pas tant pour nous la présidentielle que la recomposition politique qui doit en sortir.

ENTRETIEN AVEC JEAN-LUC MÉLENCHON

« Je serai là où le devoir commande »

Sévère sur la victoire de Ségolène Royal et l'évolution du PS, l'ancien ministre Jean-Luc Mélenchon soutient la tentative d'union de la gauche antilibérale, à laquelle travaillent déjà ses amis de PRS au sein des collectifs. Peut-il être le candidat qui incarnera ce rassemblement en 2007 ? S'il ne dit pas « oui », le sénateur de l'Essonne n'exclut pas non plus cette hypothèse.

La désignation de Ségolène Royal est-elle un événement banal dans l'histoire de la social-démocratie française ou marque-t-elle un changement de nature ?

Jean-Luc Mélenchon : C'est un changement d'époque. Aucune formation politique ne pourra l'ignorer. Car cela découle de changements fondamentaux dans le champ politique lui-même. Le cadre de la V^e République a changé avec le quinquennat. C'est plus que jamais autour de l'élection présidentielle que la vie politique s'organise, et cette exagération est l'antichambre de toutes les dictatures. Celle de l'opinion des sondés, celle de la personnalisation de la politique et ainsi de suite. Surtout, la France est en état d'urgence politique. Le décrochage de la représentation politique est criant. Depuis le référendum, nous sommes à un paroxysme. Chirac a réussi ce tour de force de dire au peuple français : ce que vous décidez n'a aucune espèce de conséquence, ni pour moi ni pour le monde. Il n'a pas retiré la signature de la France au bas du traité ; il est resté et a nommé un autre Premier ministre, qui a approfondi un cours libéral en contradiction absolue avec le vote du suffrage universel. Dès lors, tout le reste suit : une volonté irrépressible de renouveau. Parfois pauvre en contenu. C'est le cas de l'idée qui voudrait que le renouvellement passe par le changement de sexe à la tête de l'État. Enfin, la forme de la désignation tourne aussi une page interne parce que si, au bout du compte, l'affrontement des idées se concentre sur les personnes au moment de l'investiture, à quoi servent les congrès ? Quelle est la signification des anciens courants ? Ils sont allés en quelque sorte au bout d'eux-mêmes. Ce n'est pas l'écurie qui fait le cheval, mais le cheval qui fait l'écurie.

Est-ce qu'on peut charger cette désignation d'un contenu politique dans le sens de plus de libéralisme ?

Absolument. Qu'ils le veuillent ou non, les vainqueurs participent d'un processus politique qui renforce les bases du libéralisme : peu pour la loi, tout pour le contrat ; adieu la République une et indivisible, vive les régions ! Les corps représentatifs ne sont plus pertinents pour exprimer l'intérêt général, des jurys y suffisent ; la démocratie de délégation est un frein, mieux vaut la démocratie de l'instantané, convocable à tout moment sous

forme de panels. Certes, tout moyen qui explose les corps représentatifs pour raccourcir la distance à celui qui veut parler peut donner l'apparence d'une plus grande transparence et d'une plus grande efficacité. En réalité, c'est une dépossession du pouvoir citoyen : le pouvoir de prendre une décision tous ensemble et de la voir s'appliquer à tous.

Le schisme au sein de la gauche française entre une gauche qui se veut encore antilibérale et le parti socialiste ne s'est-il pas aggravé ?

C'est le risque majeur du moment. Il existe au PS des gens dont la stratégie toujours pensée, jamais dite, consiste à organiser un partage des rôles entre une gauche de gestion et une gauche de protestation. La gauche de gestion se trouvant incapable à elle seule d'atteindre la majorité, il lui faudra alors trouver des alliés disponibles ailleurs. Pour cela, il faut en face un autre pôle de gauche qui accepte cette coupure et joue le rôle de la protestation impuissante. Il faut absolument empêcher cela. C'est la raison pour laquelle je me suis battu pour l'union des gauches sans exclusive. J'ai compris chemin faisant que l'union serait déséquilibrée avec un PS tout puissant et une poussière de partis autour. Il faut donc une candidature commune de l'autre gauche.



Au congrès du Mans, en novembre 2005.

Cette évolution laisse-t-elle encore une place au PS à des gens qui, comme vous, considèrent que le « non » est un acte fondateur ?

Le PS a tendance à régler la contradiction entre le « non » et le « oui » de manière nominaliste. Il s'agirait de la dépasser entre gens de bonne compagnie comme si c'était une querelle de bornage de territoire. C'est risible. Il y a une décision du peuple français. Comment prendre en compte son vote et s'appuyer dessus pour modifier la donne dans toute l'Europe ? Si on ne le fait pas, la course de vitesse avec l'extrême droite sera perdue. Dans tous les pays d'Europe, l'extrême droite est en progression. Ce n'est pas un débat abstrait. Une catastrophe politique concrète est en marche.

Est-ce que des gens comme moi ont leur place au PS ? Apparemment, oui. Tout le monde peut acheter une carte au PS. Soixante-dix mille personnes ont adhéré au PS et sont venues voter. Personne ne n'est soucieux de les former ni de leur donner un vocabulaire de référence commun. On a vérifié leur identité, pas leurs convictions. Ce parti est devenu tellement froid ! Depuis trois ans, je n'ai jamais eu de rencontre avec le Premier secrétaire autrement qu'à ma demande, même aux pires moments de conflit. Des entretiens toujours courts, amicaux, souvent plaisants, mais n'ayant aucune espèce de conséquence politique particulière. Tout est rapport de force. Voyez Ségolène Royal après sa victoire. Dans le discours officiel : « Aidez-moi, j'ai besoin de vous. » Aux médias, le message à transmettre aux perdants, qui ont attendu cinq jours sa réponse à leur coup de fil, cette phrase incroyable : « Avec ce résultat, il n'y a pas besoin de réconciliation. Il n'y a pas besoin de négocier avec personne. » C'est en effet une autre façon de faire de la politique.

Vous avez été le seul au PS à garder le contact avec cette « autre gauche ». Comment en percevez-vous l'évolution ?

Cette autre gauche s'est extraordinairement homogénéisée, sans que pour autant les groupes qui la composent se soient dilués. Elle a des référents communs, avec des mots qui sont souvent les mêmes concernant la critique du libéralisme ou du nouvel âge du capitalisme, avec aussi quelques fondamentaux de ce que pourrait être une politique alternative. Elle s'est également homogénéisée



Le sénateur socialiste de l'Essonne, Jean-Luc Mélenchon, lors d'une manifestation le 13 mai 2006, à Paris, contre le projet de loi sur l'immigration du ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy.

sur l'idée que c'est dans une synthèse qu'elle pourrait jouer la grande partie. Jusqu'au référendum, elle doutait d'elle-même et, au fond, s'accommodait d'un rôle de témoignage d'autant plus sympathiquement accueilli qu'il était impuissant. Avec le référendum du 29 mai, cette autre gauche a goûté à la victoire et découvert qu'elle était aussi capable de l'emporter. Il lui reste à accomplir une rupture culturelle : accepter l'idée qu'une synthèse entre ses composantes n'est pas déshonorante, qu'elle peut accéder au pouvoir et doit s'y préparer.

Y a-t-il un avenir possible au sein de cette « autre gauche » pour des socialistes comme vous ?

J'y ai toujours été bien accueilli, parce que mon raisonnement est d'une pièce. Et je demande que chacune de ses étapes soit examinée et discutée au lieu qu'il soit raillé sottement, comme le font certains dans les deux gauches. Un seul parti peut-il gagner seul contre la droite ? Non. Dès lors, comment faire gagner la gauche ? Jusqu'à présent, et sauf avis contraire, la clé, c'est le rassemblement. De toute la gauche. Donc le PS et l'autre gauche. Mais il ne s'agit pas seulement d'ajouter des patrimoines électoraux, mais de créer une dynamique. Pour cela, il faut que l'autre gauche parvienne à une candidature unique. Raison pour laquelle il n'y a pas de contradiction à dire qu'on veut l'union de toute la gauche sans exclusive et que l'on est partisan de l'union de toute l'autre gauche autour d'une candidature commune. C'est ce que j'appelle l'union dans l'union. Allons plus

loin : l'idéal, c'est un gouvernement de toute la gauche. Mais, au minimum, c'est un accord général de désistement. Donc une forme de compétition électorale qui le rende possible. Dans les deux sens, bien sûr. Ensuite, un groupe parlementaire a beaucoup de cordes à son arc pour agir. Le choix n'est pas aussi binaire que le croit la LCR. Il ne se limite pas au soutien sans condition ou à l'opposition sans discussion. Bref : voici ma ligne d'action. Au PS, je mène la bataille contre ceux qui ne veulent pas d'une union sans exclusive à gauche. Et pour un programme de gauche comme l'a présenté Laurent Fabius. Dans les collectifs, mes amis qui s'y trouvent essaient d'être des facilitateurs pour la candidature commune sans *a priori*. Et leur culture les conduit à travailler pour que le programme reste un programme de gouvernement, un programme qu'on soit capable d'appliquer s'il est majoritaire. En fait, nous ne sommes candidats à rien d'autre qu'à être utiles.

Néanmoins, ils n'arrivent pas à s'entendre sur une candidature...

C'est une question humainement délicate pour moi. Je les connais tous, Marie-George Buffet, José Bové, Yves Salesse, Clémentine Autain et, dans une moindre mesure, Patrick Braouezec. Ils constituent une équipe extraordinaire. Quand vous voyez une tribune de l'autre gauche, je vous garantis qu'il s'y trouve un potentiel politique intellectuel et électoral auquel le PS ferait bien d'être attentif ! Le hasard a fait de moi leur protégé pendant la

campagne du référendum. J'ai été le seul dirigeant socialiste à rompre la glace avec eux. Ils avaient parfaitement compris l'importance de ce que je représentais à ce moment-là : la possibilité de faire basculer sans complexe toute une partie de l'électorat socialiste vers le vote « non » puisque j'abolissais la distance qui séparait les différents clans. Ce qui s'est révélé juste puisque les socialistes étaient innombrables dans ces rassemblements et encore plus dans les isolements pour voter « non ».

Les logiques d'appareil et un patriotisme de parti, au PC mais aussi à la LCR, ne sont-ils pas responsables de la grande difficulté à avoir une candidature unitaire ?

Je ne crois pas. Des questions de principes sont en cause. Premièrement, on ne peut pas mettre à distance les partis. La gauche n'est rien sans partis. Sans organisation politique, nous n'aurions ni mémoire, ni culture, ni expérience. Il ne resterait que les sondages et les médias de masse, c'est-à-dire rien de bon pour nous. Deuxièmement, on ne peut pas faire de procès personnel à Marie-George Buffet, parce que toute son action comme secrétaire nationale du PCF a visé au rassemblement. Ni à Besancenot tant qu'on n'a pas, crayon en main, discuté concrètement la faisabilité de ce qu'il dit. Troisièmement, il faut bien comprendre qu'une étape transitoire devra être observée durant laquelle cette autre gauche devra se constituer en front. Dans ce nouveau front populaire, en quelque sorte, on devrait trouver tout l'arc des forces politiques, même quand elles sont toutes *suite p. 6*

Quand vous voyez une tribune de l'autre gauche, je vous garantis qu'il s'y trouve un potentiel politique intellectuel et électoral auquel le PS ferait bien d'être attentif !

suite de la p. 5 petites. Enfin, toute la question posée aux stratèges de l'autre gauche est de placer le choix du candidat à l'endroit où l'on peut capter la force politique disponible la plus grande. Il ne faudrait pas que l'origine du regroupement de l'autre gauche se fasse sur le plus petit dénominateur commun, à l'endroit où toutes les contradictions s'annulent.

Le désistement de José Bové, qui apparaissait comme un personnage au-dessus des partis, pouvant faire consensus, crée-t-il une situation nouvelle ou est-ce anecdotique ? C'est une rude perte. Il ne faut pas l'entériner. La situation est tellement contrastée ! L'autre gauche est un parti de masse sans mur. Et pour l'instant sans tête. C'était physiquement sensible à Montpellier. Les 4 000 personnes présentes n'étaient pas assimilables à un groupe particulier. Nous avons là une part significative du peuple de gauche lui-même. Gare à la déception !

Quelle est cette « force politique disponible la plus grande » qu'il faut capter ? Si je m'en réfère à ce que je peux voir autour de moi, des milliers d'électeurs socialistes occasionnels ou de longue date sont aujourd'hui assez profondément déroutés par le choix du parti. Le risque est grand que cette force se gèle, soit qu'elle s'abstienne, soit qu'elle formule des votes extrêmement éclatés alimentant l'éparpillement de la gauche. Et puis il y a la masse de ceux qui se sont beaucoup abstenus dans les élections, sauf au référendum. Si l'autre gauche donne le spectacle d'une cacophonie, la logique du vote PS s'imposera comme une évidence. Qui pourra lui en faire reproche ? Pas moi ! Mais si l'autre gauche fait une proposition en résonance avec cette identité socialiste, une dynamique peut s'enclencher vers cette candidature. Toute mon action politique consiste à faire que, quoi qu'il arrive, la coupure entre les gauches actuelles ne se fasse pas, à faire en sorte que, même si des votes socialistes se déplacent, au bout du compte, le rassemblement contre la droite s'opère.

Certains de nos confrères ont fait état d'un regard qui pourrait être positif au PC sur une hypothèse Mélenchon. Pour empêcher cette coupure, iriez-vous jusqu'à envisager d'être candidat ? Je suis parfaitement conscient d'être à l'intersection des plaques tectoniques de la gauche. C'est vrai aussi que je suis plus proche de la France des révoltes et des rébellions que de la social-démocratie des régions et des contrats. Je ne veux pas jouer les timides ou les faux modestes. Mais je suis aussi conscient de la fragilité de ma position dans un dispositif qui se durcit tous les jours par la combinaison de tous les sectarismes. Je ne suis pas seulement un observateur, je suis un acteur. J'ai bousculé tant de tabous ! Cela m'a valu moins d'affection qu'à d'autres. J'ai agi pour empêcher la coupure des gauches. Le résultat m'apparaît incertain. Situation étrange : je fixe ma partition, mais ce sont les autres qui fixent mon rôle. Que ce soit au PS ou dans l'autre gauche. Et je serai là où le devoir commande.

PROPOS RECUEILLIS
PAR DENIS SIEFFERT ET MICHEL SOUDAIS

Je suis parfaitement conscient d'être à l'intersection des plaques tectoniques de la gauche. C'est vrai aussi que je suis plus proche de la France des révoltes et des rébellions que de la social-démocratie des régions et des contrats.

Inacceptable accord

POLITIQUE. Le PS et le PRG projettent de faire revenir par la fenêtre la Constitution européenne rejetée par référendum.

CANDIDATE DU PS, Ségolène Royal est aussi celle du Parti radical de gauche (PRG) depuis l'accord scellé entre les deux formations, le 19 octobre. Sur la question européenne, le texte de la « plate-forme de gouvernement » signée entre les deux formations, au terme de tractations au sommet, contredit le projet socialiste. Ce dernier, approuvé par l'ensemble des adhérents du PS, le 1^{er} juillet, affirme « *refuser une ratification du traité constitutionnel européen tel qu'il a été rejeté le 29 mai, même [...] accompagné d'un nouveau préambule* ». « *Nous proposerons*, affirme-il, *l'élaboration d'un traité strictement institutionnel qui organisera efficacement les pouvoirs, avec un Parlement européen exerçant ses pléines responsabilités législatives et budgétaires, un président de la Commission élu au Parlement, un Conseil européen, avec à sa tête un Président de l'Europe. Une fois renégocié, un tel traité sera soumis au peuple par référendum.* » Sensiblement différent, le texte PS-PRG est ainsi rédigé : « *Le futur gouvernement devra proposer à ses partenaires européens : la substitution*

au projet de Constitution d'un simple projet de traité reprenant les parties I (adaptation des institutions) et II (Charte des droits fondamentaux) du projet de Constitution. »

Trois reculs sont immédiatement perceptibles. Il n'y a plus ni « élaboration » ni renégociation d'un nouveau traité, mais une simple « substitution ». L'idée d'un Parlement européen de pleine responsabilité disparaît de fait ; dans la partie I, que l'accord suggère de reprendre, le Parlement n'a pas l'initiative des lois et ne dispose que d'un pouvoir restreint en matière budgétaire. L'idée de soumettre le nouveau traité à référendum est oubliée. En creux, l'accord PS-PRG, adopté dans le dos des militants socialistes, propose tout bonnement d'avaliser le fonctionnement non-démocratique des institutions européennes : Parlement bridé, Commission toute puissante, non-séparation des pouvoirs, etc. C'est une curieuse interprétation du vote des Français.

MICHEL SOUDAIS

En attendant Voynet

POLITIQUE. Le congrès des Verts, à Bordeaux, menace de reconduire l'alliance stérile des motions qui avaient fusionné il y a deux ans à Reims.

DES TRACTATIONS TOUTE LA SEMAINE, la nuit de vendredi agitée, et plus encore celle de samedi, dans l'espoir de parvenir, le dimanche, à une motion de synthèse totalisant au moins 60 % des forces en présence, permettant statutairement au parti d'élire une direction quinze jours plus tard : voilà le scénario le plus probable à l'approche de l'assemblée fédérale (le congrès) des Verts de Bordeaux les 2 et 3 décembre. Huit motions sont en présence – un record –, et des rapprochements à peine ébauchés. Arrivés en tête lors des assemblées régionales du 12 octobre, les amis de la candidate verte à la présidentielle, Dominique Voynet (25,8 % des voix), devraient s'allier avec le député Yves Cochet (16,4 %), le député Noël Mamère et l'eurodéputé Alain Lipietz (13,4 %), tous favorables à un accord électoral avec les socialistes en vue des législatives. Mais trop court pour faire 60 %. La motion menée par Cécile Duflot (17,5 %), porte-parole, apparaît donc au centre du jeu, exigeant plus du PS, notamment la signature d'un accord programmatique. « *La synthèse à quatre ? C'est résolument "non"* », prévenait-elle lundi dernier, rejetant la motion Cochet, tentée par la constitution d'un large front de l'écologie politique au-delà des seuls

Verts. Une combinaison Voynet-Mamère-Duflot avec la motion de la députée Martine Billard (10,4 %) ? Mais les amis de cette dernière doutent de la volonté de Dominique Voynet d'aller « *jusqu'au bout* » de sa candidature en 2007, menacée d'un score ridicule (1,5 % des intentions actuellement). Ambitionnant d'être le pivot de la synthèse, la motion Duflot pourrait bien se voir accuser de bloquer le jeu.

Tout au rafistolage de courants dont la signification politique échappe au commun des électeurs, ce congrès risque surtout de consacrer l'actuelle invisibilité politique des Verts. Pour sauver les meubles, Dominique Voynet n'aura plus qu'à prendre ses responsabilités, alors que le fond de commerce écologiste est convoité par tous les courants politiques, sans parler d'une possible candidature de Nicolas Hulot. Le discours de la candidate, dimanche, devrait constituer le principal repère du congrès. Avec la clarification du paysage politique à gauche – la désignation de Ségolène Royal, le retrait de José Bové –, Dominique Voynet estime que va enfin pouvoir émerger « *le débat* » qui permettra aux Verts de faire entendre leur petite musique.

PATRICK PIRO

Derrière les chiffres

SOCIAL. La pauvreté est en recul, selon les statistiques de l'Insee. Pas si simple...

UNE ÉTUDE PRODUITE par la statistique publique sur « *les revenus et les patrimoines des ménages* » (1) n'a ni provoqué de séisme dans le pays ni suscité l'émotion des grands partis politiques. Pas plus de débat sur la vision officielle des inégalités présentée par l'Insee, alors que le pouvoir d'achat des plus modestes s'annonce comme un des thèmes centraux de la campagne électorale. L'organisme public a en effet dressé un état des lieux édifiant de la pauvreté et des inégalités entre 1996 et 2004, d'où ressort un chiffre de nature à marquer les esprits : en 2004, 6,9 millions de personnes sont considérées comme pauvres, c'est-à-dire vivant avec moins de 788 euros par mois, et près du quart de la population est touché par la pauvreté entre 1996 et 2004. Les auteurs de l'étude relèvent une répartition des revenus très inégalitaire : les 20 % des individus aux niveaux de vie les plus faibles détiennent 9,6 % de la masse des revenus, contre 37 % pour les 20 % des individus les plus aisés. Mais ils constatent une surprenante progression « *assez nette du niveau de vie, de 12 % en moyenne* » sur la période 1996-2004. Ce qui fait dire aux statisticiens que la pauvreté a reculé, et que cette évolution est liée à une conjoncture « *très favorable* » à la fin des années 1990 et au début des années 2000.

Dans un autre chapitre consacré au patrimoine des ménages sur la période 1992-2004, les auteurs notent des inégalités « *stables depuis 1992* ». Cette dernière analyse a fait réagir Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités (2) : « *Nous vivons une période d'accroissement net des écarts absolus des revenus, et très probablement une hausse des écarts relatifs si l'on prenait en considération les revenus du patrimoine.* » Louis Maurin souligne qu'entre 1996 et 2004, « *le revenu minimum des 5 % les plus riches est passé de 56 264 à 62 095 euros, selon les données de l'Insee. Au cours de la même période, le revenu maximum des 10 % les plus pauvres est passé de 10 327 à 11 477. Les premiers ont touché 5 831 euros en plus, les seconds 1 150. Conséquence, l'écart s'est accru de 4 682 euros. Ce chiffre n'est publié nulle part !* » Pour lui, cet exemple est une « *illustration du brouillard qui règne sur les revenus en France* ». Le conseil scientifique d'Attac a également pointé cette « *lacune de la statistique officielle* » en ce qui concerne la pauvreté (3). Ainsi, une grande partie des revenus du patrimoine, majoritairement détenus par les plus riches, ne sont pas intégrés, et le coût du logement est mal évalué. L'Insee note toutefois que les ménages les plus modestes ont vu leur patrimoine diminuer de 1 350 euros en 1992 à 1 000 euros en 2004, alors que celui des ménages aisés est passé de 60 000 à 90 000 euros. Conclusion, les inégalités n'ont jamais été aussi élevées, et c'est sans doute ce qui a laissé sans voix la classe politique.

THIERRY BRUN

(1) « *Les revenus et les patrimoines des ménages* », novembre 2006, collection Insee-Références, téléchargeable sur www.insee.fr
(2) Consulter le site www.inegalites.fr
(3) *Lire Pauvreté et inégalités, ces créatures du néolibéralisme*, Mille et une nuits, 2006.

À CONTRE-COURANT

Chaque semaine, un économiste à « contre-courant » du libéralisme dominant propose son analyse de l'actualité.

Ségolène Royal et les désordres du travail



THOMAS COUTROT
Membre du conseil scientifique d'Attac

Il faut bien le reconnaître : Ségolène Royal a convaincu l'opinion publique puis les adhérents du PS grâce à un discours direct, exempt de langue de bois. La description que propose son « *livre en ligne* » concernant les « *désordres du travail et de l'emploi* » (1), pourrait être signée de Gérard Filoche ou d'Attac.

Licenciements boursiers, délocalisations abusives, précarisation croissante, patrons voyous, exigences exorbitantes des actionnaires, recherche effrénée de plus-values financières : tout y est, ou presque. Seules manquent à l'appel... des propositions concrètes pour inverser la tendance. Les belles formules foisonnent (« *le problème est non pas d'abattre mais de dompter le tigre du marché* »), mais les solutions brillent par leur absence, si l'on excepte quelques allusions à « *l'investissement socialement responsable* » ou à une « *charte d'engagements réciproques* » pour les entreprises bénéficiaires de subventions publiques. Ainsi, la dégradation des conditions de travail et l'épidémie de maladies professionnelles sont décrites de façon convaincante : « *Travailler à la chaîne, dans l'ancienne organisation tayloriste, c'était répétitif et fatigant, mais seuls le corps et les réflexes étaient mobilisés. Aujourd'hui, l'ouvrier doit se concentrer et s'adapter en permanence : toutes ses capacités cognitives et physiques sont mobilisées dans une contrainte de temps et de qualité renforcée. Même chose pour la caissière de supermarché qui manipule quotidiennement deux tonnes de marchandises et doit chercher l'emplacement des codes barres, répondre et sourire aux clients, éviter les vols.* »

Comparée avec le désert de propositions concernant l'emploi et le chômage, la partie sur la santé au travail semble même une oasis. Puisant abondamment dans les travaux de

Philippe Askenazy (*les Désordres du travail*, Seuil), Ségolène Royal vante les politiques menées aux États-Unis qui auraient permis de faire reculer les maladies professionnelles (« *de 40 % par an depuis une dizaine d'années* », écrit-elle sans craindre l'exagération). La recette de ce « miracle américain » ? L'augmentation des primes d'assurance contre les maladies professionnelles a convaincu les entreprises d'investir dans la prévention, en engageant des ergonomes et en développant la formation. L'Inspection du travail a publié sur Internet le résultat des inspections les plus calamiteuses, et les syndicats ont diffusé des listes noires d'entreprises où il ne fait pas bon travailler. Les maladies ont reculé, la productivité a augmenté. Conclusion : « *On peut améliorer à la fois la santé des travailleurs et celle des entreprises.* » Si les choses continuent à empirer chez nous (+ 7 % pour les maladies professionnelles en 2005, après + 20 % par an dans les années 1995-2000), c'est donc faute d'imagination, pas à cause de la course aux rendements financiers.

Malheureusement, cette thèse ne tient pas la route. Certes, les mesures évoquées ont eu une certaine efficacité : les troubles musculo-squelettiques ont reculé aux États-Unis, passant de 300 000 nouveaux cas en 1994 à « seulement » 200 000 en 2003. Mais les partisans du « miracle américain » oublient qu'il y avait moins de 30 000 cas par an jusqu'en 1986 : le recul réel des dix dernières années n'efface en rien l'explosion des années 1986-1995. En outre, une des causes majeures de l'amélioration relative est la délocalisation des emplois les plus exposés vers les pays à bas salaires. Phénomène général en matière de risques professionnels, comme l'a

encore spectaculairement rappelé le scandale du Clemençeau et des chantiers indiens de désamiantage. Le gouffre entre le sérieux du diagnostic et la faiblesse des propositions sera donc difficile à dissimuler. Cela renforce notre responsabilité d'avancer les propositions crédibles et radicales (allant à la racine) qui font si cruellement défaut aux introuvables « réformistes de gauche ».

(1) www.desirsdavenir.org/pdf/chapitre2.pdf

ITALIE. Trois militants d'extrême gauche seront jugés à Paris cette semaine. Ils subissent depuis des années un harcèlement judiciaire et cumulent les mois de préventive.

ON SAVAIT, depuis la fin des « années de plomb », que militer à l'extrême gauche en Italie pouvait comporter certains risques, notamment celui d'être poursuivi pour des délits tels que « *subversion* » ou « *atteinte à la sûreté de l'État* »... La répression policière féroce qui a mis fin à la violence politique diffuse des années 1970 s'est aussi souvent étendue aux organisations de la gauche extraparlamentaire. Ainsi, le 7 avril 1979, un vaste coup de filet conduit à l'interpellation de nombreux militants et intellectuels, dont, parmi les plus célèbres, le philosophe Toni Negri et Oreste Scalzone, dirigeant de Potere Operaio, une organisation comparable alors à Lutte ouvrière ou à l'Organisation communiste internationale (OCI)...

Depuis, une culture répressive vis-à-vis de l'extrême gauche persiste chez les policiers et les magistrats italiens, tout comme certains réflexes chez les militants. *Politis* a souvent relaté des épisodes de répression, bien avant l'extradition, en août 2002, de Paolo Persichetti. Mais, depuis le revirement de la jurisprudence en matière d'extradition contre l'écrivain Cesare Battisti, l'État français, longtemps refuge des militants italiens, semble emboîter le pas à la machine judiciaire transalpine.

La dernière affaire concerne une petite organisation qui, en France, n'aurait eu sans doute que le tort (politique) d'être maoïste... Avec à peine 200 militants, le (nuovo) Parti communiste d'Italie n'a cessé d'être l'objet de tracas policiers et judiciaires. Depuis plus de dix ans, l'un de ses dirigeants, Giuseppe Maj, subit régulièrement des procédures cumulant écoutes téléphoniques et arrestations. A chaque fois, le militant est placé en détention provisoire, parfois plus d'un an. Tous ses procès débouchent sur des non-lieux. Il obtient d'ailleurs de la Cour européenne de Strasbourg la condamnation de l'État italien à des dommages-intérêts pour ses incarcérations successives. Mais, à peine une procédure est-elle refermée, qu'une autre commence... Fatigués de cette « persécution », Maj et d'autres membres du (nuovo) PCI décident de ne plus militer sous leur véritable identité et, à l'instar de nombreux gauchistes italiens, continuent « la lutte depuis la France ».

Après deux attentats des très isolées « nouvelles Brigades rouges » en Italie, les parquets transalpins transmettent à leurs collègues français les dossiers en cours contre le (nuovo) PCI. En juin 2003, Giuseppe Maj est arrêté par la Division nationale antiterrorisme (Dnat) à Paris, avec Giuseppe Czeppel. Au bout d'un an de détention provisoire, le juge Thiel, chargé de l'instruction, doit les relâcher, faute de preuves. Seule l'accusation de « *détention de faux papiers* » est retenue contre eux. Le 19 juillet 2005, un jeune sympathisant du (nuovo) PCI, Angelo D'Arcangeli, étudiant à Paris-VIII, est arrêté à son tour par la Dnat. Alors que son



soul « crime » est d'avoir relevé le courrier de la Délégation (publique) en France du petit parti italien, il est mis en examen pour « *association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste* », et placé quatre mois en isolement à Fresnes. Puis il est relâché faute d'éléments sérieux. L'incarcération de ce militant de 22 ans a ému très largement en Italie, où des députés interrogent le gouvernement sur son sort, et en France, où il reçoit le soutien du député PS André Vallini (vice-président de la commission parlementaire sur l'Outreau), qui lui rend visite en prison, de Nicole Borvo (PCF), de Mgr Gailliot ou de l'écrivain Henri Alleg... Alors que le gouvernement italien a toujours assuré réclamer des précisions à son sujet par la voie de son ambassade à Paris, il est probablement bien mieux informé qu'il ne le prétend. En effet, cette affaire a révélé la présence, très discrète, d'un « *magistrat italien de liaison* », Stefano Mogini, chargé auprès du ministère de la Justice à Paris de « *coordonner* » depuis plusieurs années les poursuites contre les militants trans-alpins réfugiés dans l'Hexagone. Un mode de coopération judiciaire qui semble se développer.

Les trois militants italiens seront jugés le 1^{er} décembre par le tribunal correctionnel de Paris. Ayant déjà été détenus, ils devraient, au vu des minces accusations retenues aujourd'hui contre eux, ressortir libres. Mais cela ouvrirait la voie à leur possible extradition. Avec, en perspective, près de deux ans de détention provisoire au pays... Deux ans à tirer avant un très probable nouveau non-lieu.

OLIVIER DOUBRE

SOCIAL. Une pétition dénonce les retards dans la mise en place du numéro d'urgence européen.

EN FRANCE, quand cela fonctionne, le 112 mène directement au 18. Le numéro d'appel d'urgence européen encombre le standard des pompiers, et cette situation perdure depuis plusieurs années, expliquent les deux bénévoles de l'European Emergency Number Association (EENA), une association installée à Bruxelles. Ces derniers mènent en effet depuis huit ans une bataille pour la mise en place de ce service gratuit méconnu, tant le 112 est marqué par les embrouilles. Au point que la modeste association a déposé plusieurs plaintes auprès des instances européennes et vient de lancer une pétition (1).

L'initiative lancée en 1991 par la Commission européenne devait permettre aux citoyens d'utiliser un numéro d'appel d'urgence unique, gratuit et multilingue, permettant une localisation rapide et l'envoi de secours. La mise en place de cette mission d'intérêt général, bien que réclamée en particulier par les urgentistes français, n'a cessé de rencontrer des obstacles. Il faut attendre 1998 pour qu'une première directive sur « *l'application de la fourniture d'un réseau ouvert à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service universel des télécommunications dans un environnement concurrentiel* » voie le jour. En 2002, une autre directive est adoptée pour fixer la réglementation du fameux « service universel ». Les États membres sont ainsi contraints à la gratuité, ils doivent informer de l'existence de ce numéro et transmettre les données de localisation des usagers victimes aux services d'urgence.

Depuis, rien n'est venu, ou si peu. La directive dite « service universel », certes transposée dès 2003, est loin d'être appliquée dans les États membres. Dans une lettre adressée au ministre de l'Intérieur, l'EENA relève que « le taux de connaissance du 112 parmi les Français demeure bien en deçà des 10 % ». Et « 15 % à 30 % des appels d'urgence reçoivent une réponse inappropriée, voire pas de réponse du tout ». Les propres statistiques de la Commission européenne sont alarmistes et indiquent que, depuis 2003, dans l'Europe des 15, « 500 personnes meurent chaque mois car elles n'ont pas été localisées » par le 112, et font état, entre autres, de l'absence de réseau ou de langue commune entre la victime et l'opérateur. Mais une plainte déposée en 2004 par l'EENA auprès de la Commission reste lettre morte. D'autres plaintes suivront, dont une a été jugée recevable et a obligé la Commission à lancer une procédure d'infraction à l'encontre de douze États membres.

En France, on frôle la caricature. Interrogé, le délégué français au Comité de gestion des protections civiles déclare en 2004 que « *la France est contre le 112, ce n'est la décision que d'un lobby industriel* », raconte Olivier Paul-Morandini, président de l'EENA. Mais, quand la Commission publie les résultats d'un « formulaire 112 » envoyé en 2005 aux ministres de l'Intérieur des pays membres, le ministre français répond que tout va bien. « *Or, des services d'urgence se demandent encore en 2006 quelles seront les procédures à mettre en place en vue de la localisation* », témoigne Olivier Paul-Morandini.

THIERRY BRUN

(1) La pétition est disponible sur le site www.112petition.org, voir aussi le site de l'EENA : www.eena.org

11€
PAR MOIS
au lieu de
12,55 €



☐ **OUI**, je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle et **je m'abonne à Politis en durée libre, au prix de 11 euros par mois**. Je recevrai Politis chaque semaine ainsi que les hors-série. Je serai libre de suspendre mon abonnement à tout moment par simple courrier adressé au journal. La somme de 11 euros sera prélevée sur mon compte, chaque fin de mois sans frais supplémentaires. **Je remplis l'autorisation de prélèvement ci-dessous.**

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom _____
Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal

| | | | | |
|--|--|--|--|--|
| | | | | |
|--|--|--|--|--|

 Ville _____

N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____

N° national d'émetteur : 492 091

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements établis à mon nom qui seront présentés par l'organisme créancier Politis SAS, 2, impasse Delaunay, 75011 Paris.

Date : Signature obligatoire

| établissement | guichet | N° de compte | clé RIB |
|---------------|---------|--------------|---------|
| | | | |

Important : joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.

Mi-novembre, l'association Pour *Politis* avait reçu 650 000 euros, de 6 500 souscripteurs ! Elle détiendra les deux tiers du capital de la nouvelle société éditrice de *Politis*. Une très solide garantie de son indépendance. Avec l'apport de quatre autres gros contributeurs, l'ensemble des sommes collectées atteint presque un million d'euros.

Vous nous l'avez réaffirmé en masse, et avec quelle force : ce journal est le vôtre ! Un tel plébiscite rappelle une évidence vitale le premier capital d'un journal, c'est son lectorat. Nous lui porterons, comme à vos dons, la plus jalouse considération. Comment ? En ouvrant les portes de l'association aux amis du journal. Ils constitueront le second collège de ses adhérents (le premier est formé du personnel de *Politis*), d'où seront élus trois nouveaux membres du conseil d'administration, au cours d'une prochaine assemblée générale. Ils rejoindront les 13 autres administrateurs, issus du personnel de *Politis*.

Nous définirons ensemble le programme de travail de l'association : jouer pleinement le rôle d'actionnaire de référence de *Politis*, assurer le rayonnement du titre (conférences, débats, partenariats culturels), etc.

Peuvent adhérer des individus ou des personnes morales (associations, coopératives, etc.). Le conseil d'administration se prononce sur les demandes d'adhésion (voir les statuts sur le site www.pour-politis.org). N'omettez pas d'indiquer une adresse électronique, c'est une économie très importante à l'heure de contacter les adhérents.

PATRICK PIRO, PRÉSIDENT

N. B. : la souscription au sauvetage de Politis ne donne pas automatiquement le statut de membre de l'association. Cette adhésion est volontaire, laissée à la discrétion de chacun. Pour les souscripteurs, la cotisation 2007 est facultative ; ils doivent cependant remplir le bulletin d'adhésion.

Bulletin à renvoyer à : Pour *Politis*
2, impasse Delaunay, 75011 Paris

* Je souhaite adhérer à l'association Pour *Politis*

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :
.....
CODE POSTAL :
VILLE :
PAYS :
TÉLÉPHONE :
ADRESSE COURRIEL :@.....

* Je règle le montant de mon adhésion annuelle (pour 2007) :

5 euros (facultatif pour les souscripteurs)

☐ par chèque, à l'ordre de Pour *Politis*.

☐ par virement bancaire :

Intitulé : « adhésion Pour *Politis* »

Domiciliation : CREDITCOOP PARIS NATION

RIB : 42559 00008 21029405309 15

IBAN : FR76 4255 9000 0821 0294 0530 915

BIC : CCOPFRPPXXX

Ces informations resteront confidentielles et n'auront pas d'autre usage que les besoins de l'association.

Chávez vers un troisième mandat

VENEZUELA. Grâce à un excellent bilan social, le Président devrait être réélu le 3 décembre. Reste maintenant à construire une véritable démocratie participative. Reportage.



Hugo Chávez pourrait recueillir 60 % des suffrages.

« CHÁVEZ VA GAGNER, IL A LE PEUPLE AVEC LUI ! » Alidio Urbina, habite Charallave, une cité-dortoir. À une vingtaine de kilomètres de la capitale vénézuélienne, mais à plus de trois heures de camionnette pour Alidio, qui s'y rend quotidiennement pour aller travailler. Un cauchemar, pour les 450 000 habitants de cette vallée de l'État de Miranda, qui a pris fin le mois dernier avec l'inauguration d'une ligne de train. Une première, dans un pays dépourvu de réseau ferroviaire. « Trente minutes, pour Caracas. Avec Chávez, on voit à quoi sert notre pétrole ! », s'enthousiasme Alidio. Pour des millions de Vénézuéliens, Hugo Chávez reste, après sept ans au pouvoir, l'indiscutable allié des secteurs populaires, largement majoritaires dans la population. Il pourrait être réélu avec 60 % des suffrages.

Un attachement auquel a contribué une politique de grands travaux, tout comme les « missions », ces programmes sociaux lancés par le gouvernement à partir de 2003 – accès à la santé, à l'éducation, à des aliments bon marché, à des logements dignes, etc. Le bilan du premier mandat de Chávez affiche des résultats incontestables : de 1999 à 2005, la proportion de Vénézuéliens en état de « pauvreté extrême » est tombée de 17 % à 8,3 % (Pnud), l'indicateur de développement humain (IDH) est passé de 0,69 (moyen) à 0,81 point (élevé), la mortalité infantile a chuté de 24,4 à 17 pour 1 000, et l'Unesco a déclaré le Venezuela « territoire libéré de l'analphabétisme ».

« Notre pays montre aussi la voie d'une nouvelle forme de solidarité internationale », souligne avec fierté Jesus Infante, venu en cette veille d'élections participer à une marche de soutien à « son Président » dans les rues de Caracas. Le rejet en 2004 de l'Accord de

libre échange des Amériques (Alca) défendu par les États-Unis, la solidarité énergétique internationale (via des projets comme Petrosur ou la vente de pétrole à bas prix dans les Caraïbes), l'entrée en 2005 du Venezuela dans le Mercosur (marché commun d'Amérique du Sud) ont permis à Chávez de marquer des points en matière de politique internationale et d'intégration régionale. « Mais il reste beaucoup de choses à faire pour construire la plus importante, une véritable démocratie participative », concède Jesus Infante, venu « montrer au Président que le peuple sera là pour le soutenir dans les transformations radicales qu'il reste à apporter ». Nombreux sont en effet les défis que devra affronter Chávez s'il est réélu. « À partir de 2007, commencera une nouvelle ère pour l'État vénézuélien », a-t-il annoncé en octobre dernier, lors de la remise de financements aux banques communales, ces nouvelles entités gérées par les communautés et qui, avec les conseils communaux, constituent un des principaux outils censés forger cette démocratie participative. Ce que demandent les organisations de base, en effet, c'est une restructuration complète de l'État et de ses institutions, jusqu'à présent contournés par une sorte d'administration parallèle instaurée par Chávez, avec ses « missions » et programmes sociaux. « Tant que les institutions ne seront pas au service de la population, alors il n'y aura pas de véritable révolution », assure Jesus. Le Président semble en être conscient, qui désigne la bureaucratie et la corruption, présentes à tous les niveaux, comme les obstacles majeurs à la poursuite du changement social. Autant dire que les défis restent immenses.

JOHANNA LÉVY

Le jeu de l'opposition

L'opposition politique vénézuélienne se serait-elle enfin décidée à jouer le jeu de la démocratie ? Après avoir applaudi au coup d'État (éphémère) contre le Président en avril 2002, piloté fin 2002 un blocus patronal responsable d'une crise économique majeure, et tenté à plusieurs reprises de révoquer frauduleusement Chávez, elle s'est illustrée lors des législatives de décembre 2005 en retirant ses candidats pour discréditer le scrutin. Mais, considérablement affaiblie par l'échec de ces stratégies successives, l'opposition politique semble aujourd'hui vouloir jouer le jeu du scrutin. La fulgurante et mystérieuse poussée de son candidat Manuel Rosales dans certains sondages « pro domo », qui prédiraient même sa victoire, laissent néanmoins planer de sérieux doutes sur son adhésion au verdict des urnes...

J. L.

À lire : *le Venezuela de Chávez, Maurice Lemoine, Alternatives, 142 p., 20 euros. Un bilan de l'expérience chaviste, et de nombreuses (très bonnes) photos, dont certaines sont des documents historiques.*



Rafael Correa entend coopérer avec Caracas.

Un de plus !

ÉQUATEUR. Après le Venezuela et la Bolivie, le pays s'est choisi un président antilibéral.

« CHÁVEZ EST MON AMI PERSONNEL, mais, dans ma maison, ce ne sont pas mes amis qui commandent ; celui qui commande, c'est moi. » À peine élu président de la République équatorienne, le nationaliste de gauche Rafael Correa a tenu, dimanche soir, à rassurer ceux qui le soupçonnent d'être en dette envers son homologue vénézuélien. Les premiers résultats donnaient à cet économiste de 43 ans, qui a reçu le soutien appuyé d'Hugo Chávez au cours de sa campagne, quelque 15 points d'avance sur son adversaire du second tour, le milliardaire conservateur Alvaro Noboa. « Je ne suis pas une nouvelle version de Chávez ou de Fidel Castro », a ajouté Correa, précisant cependant qu'il entendait « coopérer avec Caracas sans compromettre la souveraineté du pays ». L'Équateur devrait ainsi rejoindre et renforcer l'axe bolivarien en Amérique latine, qui réunit déjà le Cuba de Castro, le Venezuela de Chávez et la Bolivie d'Evo Morales. L'opposition à l'hégémonie étasunienne et à l'expansionnisme libéral de Washington est le ferment des relations qui unissent ces différents chefs d'État.

Cependant, les intérêts économiques sont également importants. La manne financière que représente le pétrole pour le Venezuela permet à Chávez de tisser des liens avec des pays de la région. « Ce serait merveilleux si le gouvernement de Caracas pouvait aider l'Équateur à éponger sa dette extérieure de 11 milliards de dollars », déclarait déjà, dimanche, Rafael Correa. Comme Evo Morales, qui vient, la semaine dernière, de mener à bien la nationalisation des hydrocarbures boliviens, l'ex-ministre de l'Économie entend imposer un renégociation des contrats pétroliers aux multinationales opérant dans son pays, qui est le cinquième producteur d'Amérique latine, avec 543 000 barils de brut par jour. Il envisage également de rejoindre l'Organisation des pays producteurs de pétrole (Opep), que le Venezuela cherche à mobiliser contre la domination des intérêts américains et occidentaux sur les marchés pétroliers. Après la victoire de la droite au Pérou et celle, très contestable en raison des soupçons de fraude, du conservateur Calderón au Mexique face au social-démocrate Andres Manuel Lopez Obrador, la gauche latino-américaine renoue avec le succès, et se renforce. Ces succès à répétition lui confèrent aussi une responsabilité politique et sociale nouvelle.

DANTE SANJURJO

ICI...

Bientôt représentatifs ?

Un pas de plus a été franchi en direction d'une réforme des critères de la représentativité syndicale, réclamée par la FSU, l'Unsa et l'Union syndicale Solidaires (regroupant les SUD). Saisi par le Premier ministre, le Conseil économique et social a en effet validé, dans la douleur, un texte qui préconise l'instauration d'une « représentativité nationale » assise notamment sur des élections. Ce qui mettrait fin à un arrêté de 1966 ne reconnaissant que cinq organisations (CGT, FO, CFDT, CFTC et CFE-CGC). Le texte a recueilli 18 voix en sa faveur. FO et la CFTC ont voté contre, la CFE-CGC s'est abstenue. Le Medef, qui bataille contre cette réforme, et la CGPME n'ont pas pris part au vote.

La gifle

Au lendemain des élections professionnelles de la police, Nicolas Sarkozy a martelé que la victoire de l'Unsa-Police n'était pas une défaite pour lui. Pourtant, Alliance a totalisé 36,47 % des voix, l'Unsa, 41,07 % et le SGP-FO, 15,34 %. Sachant que le SGP et l'Unsa représentent le bloc de gauche, on peut considérer que 56 % des gardiens de la paix ont voté contre Sarkozy. De plus, un séisme s'est produit du côté du vaisseau amiral du ministre. Le syndicat des commissaires et des hauts fonctionnaires, « le Schtroumpf », qui avait fait 88 % en 2003, a perdu 30 points !

Voile bilingue

Jack Palmer à la recherche d'une jeune fille voilée en terre d'Islam : telle est l'intrigue de *'Affaire du voile'*. Cette bande dessinée de René Pétillon, dessinateur au *Canard enchaîné*, est sortie la semaine dernière en langue arabe. Destination : en premier lieu, les musulmans de France, histoire de « jeter un pont entre deux cultures », selon le traducteur algérien Tahar Hani. La culture de Pétillon ? « Permettre de traiter légèrement des choses sérieuses. » Ici, la question du voile, abordée de manière « directe et frontale », mais « avec le souci de ne pas faire de provocation ». Les planches ont été inversées pour être lues de droite à gauche.

...ET AILLEURS

La vérité en farce

« Nous n'avons pas eu peur de faire une commission d'enquête, une démocratie n'a jamais peur d'une commission d'enquête », a déclaré dimanche, au sujet de l'implication française dans le génocide rwandais, notre ministre des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy. Mais la France n'a pas créé de commission d'enquête parlementaire, seulement une mission d'information, aux pouvoirs bien plus réduits. De quoi avait-elle donc peur ? Bizarrement, le juge Bruguière poursuit l'entourage du président Kagame, au moment même où son pays commence à enquêter sur le soutien de Paris aux génocidaires...

De mal en PiS

Les jumeaux Lech et Jaroslaw Kaczynski, Président et Premier ministre de Pologne, sont en difficulté. Lors des municipales de dimanche, leur parti, le conservateur PiS (Droit et justice), a perdu Varsovie et Cracovie. Il l'a emporté dans les zones rurales, mais a perdu la main dans les centres urbains (sauf à Lodz) face aux libéraux, parfois soutenus par la gauche. La participation n'a pas dépassé 37,88 %, ce qui confirme la crise politique que traverse le pays, les Kaczynski n'ayant plus de majorité au Parlement.

...ENTENDU

Voynet soulagée

Le retrait de José Bové de la course à l'investiture antilibérale pour 2007 a au moins fait une heureuse. « Je suis soulagée », a déclaré Dominique Voynet, sur RTL, dimanche. La candidate des Verts à la présidentielle, à qui José Bové donnait « l'impression [...] de privilégier le regard dans le rétroviseur », ne croit pas que « le fait de réunir des forces qui ne sont à peu près d'accord sur rien d'autre que sur le fait d'avoir voté "non" au référendum ait été très constructif pour l'avenir ». Décidément, les « ouistes » ne désarment pas.



AFP

...VU

Échange aigre-doux entre Nicolas Sarkozy et Patrick Poiré d'Arvor, jeudi 23 novembre, sur TF 1 : « À vous écouter, risque le présentateur, je peux terminer comme l'a fait une consœur ici même. C'était une interview du ministre de l'Intérieur, candidat à la présidentielle. » Cette phrase aurait valu à Laurence Ferrari d'être licenciée de TF 1 à la demande de Nicolas Sarkozy, furieux de se voir accuser d'utiliser les moyens de l'État pour faire campagne. Celui-ci réplique en ironisant sur la perspicacité, le « professionnalisme » et « l'indépendance » de PPDa avant de l'accuser de clémence envers Ségolène Royal, invitée trois jours plus tôt : « Dire que vous l'avez interviewée, c'est un grand mot. » Face au ministre candidat, PPDa accuse le coup, mâchoires serrées.



AFP



AFP

Question de perspectives

En quelques heures, dimanche et lundi, le ciel du Proche-Orient s'est éclairci. Mais nous avons été tant de fois déçus qu'il faut prendre avec une extrême prudence les quelques bonnes nouvelles venues de Gaza et de Jérusalem. Après avoir refusé l'offre de cessez-le-feu des Palestiniens, le gouvernement israélien s'est ravisé. Israël a retiré dimanche ses troupes de la bande de Gaza contre l'assurance que les roquettes Qassam ne s'abattraient plus sur Sdérot, ville israélienne proche du territoire palestinien. Pendant que le Premier ministre palestinien, membre du Hamas, Ismaïl Haniyeh, entamait une première tournée à l'étranger, qui devait notamment le conduire en Égypte, au Liban, en Syrie, en Iran et en Arabie Saoudite, Ehoud Olmert promettait un retrait israélien « de nombreux territoires en échange de la paix » et le retour à la « feuille de route » proposée en 2003 et jamais appliquée. Hélas, comme toujours, le Premier ministre israélien s'est refusé à en dire plus sur l'ampleur du retrait en Cisjordanie. Et c'est là que le bât blesse. Pour être concrète et susciter un véritable espoir, la paix doit conduire à l'amélioration immédiate de la situation sociale des Palestiniens et à l'arrêt du blocus économique imposé par Israël. Les Palestiniens doivent avoir l'assurance de la création d'un État fiable dans les frontières de 1967, et d'une reconnaissance de leurs élus – quels qu'ils soient – par la communauté internationale. Une visibilité à moyen terme doit permettre aux Palestiniens de refonder un véritable espoir. Pour l'heure, et alors que l'hypothèse d'un gouvernement d'union nationale palestinien semblait pouvoir se confirmer, l'offre israélienne ne répondait pas à cette attente. Ehoud Olmert, comme son prédécesseur Ariel Sharon, n'a d'ailleurs jamais rien évoqué d'autre que le démantèlement de quelques colonies isolées en Cisjordanie. D. S.

LE CHIFFRE

2 millions

de déplacés, c'est le chiffre le plus haut jamais atteint depuis le début du conflit au Darfour (région de l'ouest du Soudan) en 2003, selon le récent rapport du bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (Unocha). Il représente une augmentation de 125 000 personnes depuis la publication du dernier rapport en juillet. Selon l'Unocha, la situation continue d'être préoccupante avec la persistance de l'insécurité et un accès limité aux populations ayant besoin d'assistance. Le rapport constate que l'accès aux populations ayant besoin d'une assistance s'est réduit à 64 %, soit son niveau le plus faible depuis avril 2004.

...LU

Ados au boulot

« Les bornes ont été franchies. C'est un scandale de monter un réseau de distribution en faisant travailler les enfants », s'est insurgé le vice-président du syndicat allemand des services Ver.di dans le quotidien *Die Welt* (du 27 novembre). Le syndicat dénonce la campagne d'affichage du deuxième distributeur de courrier en Allemagne, TNT Post, qui recherche des facteurs âgés de 13 ans, âge minimum pour postuler à cet emploi. Les ados recrutés sont censés distribuer des catalogues et des prospectus pour empocher de 10 à 15 euros par tournée de trois heures. C'est pas cher payé !

Ambition réduite

Le 3 avril 2002, lors d'une rencontre avec les lecteurs du *Parisien*, dont nous avons retrouvé fortuitement la retranscription, Jean-Marie Le Pen annonçait son intention de construire « 200 000 places de prison supplémentaires », dans le cas très hypothétique où il accéderait à l'Élysée. Pour 2007, le président du FN avance le chiffre de 100 000 places de prison. C'est ce qui s'appelle diviser son ambition par deux.

Culte

Les images de Ségolène Royal sont un « jackpot pour les agences de photos », rapporte le *Parisien* (27 novembre). La presse étrangère, la presse people, féminine et pour adolescentes en veut. « On nous demande maintenant des photos de détail, raconte un photographe. Il faut faire ses jambes, ses chaussures, sa robe ses bijoux, sa coiffure. » Face à un tel culte, Nicolas Sarkozy peut aller se rhabiller.

Dossier

Les anticipations d'Orwell ou d'Huxley sont en train de devenir réalité. Avec les progrès du traçage électronique et de la biométrie, tout le monde peut se retrouver fiché : militants anti-OGM, demandeurs d'asile ou simples « mis en cause ». Certains résistent déjà, en refusant de se plier aux prélèvements d'ADN. Il est urgent de s'emparer du problème avant qu'il ne soit trop tard.

FICHAGE, BIOMÉTRIE...

Va-t-on se laisser suivre à la trace ?

UN DOSSIER DE LA RÉDACTION

Traçage électronique et instruments biométriques : l'ère de la surveillance générale et du fichage systématique, ce n'est pas demain, c'est aujourd'hui. Gamin, Vital, Anaïs, Ines, Eurodac, le fichier des empreintes génétiques, le fichier des demandeurs d'asile, le fichier des absences scolaires, le fichier des personnes ayant hébergé des étrangers, bientôt la carte d'identité biométrique... Les fichiers prolifèrent. Certains roulent des yeux en articulant « Big Brother ». D'autres haussent les épaules : « Quel est le problème si l'on n'a rien à se reprocher ? » Mais même ceux-là effaceront d'un ordinateur leurs données personnelles s'ils en ont la possibilité. Instinctivement, pour ne pas « laisser des traces ».

« *Contrôle et surveillance électronique au travail, on vous suit !* », titrait en octobre le magazine des salariés de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des services annexes de Force ouvrière (FGTA-FO). Un rapport de l'Union Network International alertait sur « l'utilisation de plus en plus fréquente des nouvelles technologies dans le monde de l'entreprise à des fins de contrôle et de surveillance du personnel ». À des fins, aussi, d'amélioration de la productivité. « *On ne s'en fiche pas d'être fiché* » : le 9 novembre, un communiqué des Verts dénonçait le glissement vers une société du fichage et clamait l'opposition de ce parti au croisement de fichiers sociaux avec le registre national d'identification. « *Agir fermement contre les fraudes est possible en utilisant les moyens existants.* » Le 28 novembre, VivAgora et le CCSTI de Grenoble invitaient différents industriels et scientifiques (Philips semi-conducteurs, Smart Dust, GIS Pegasus) à débattre sur le thème : « Nanocapteurs, étiquettes électroniques, mémoire connectée : protection, contrôle ou surveillance ? »

Puces RFID, implants sous-cutanés, mobiles équipés en GPS, logiciels de reconnaissance faciale : la réalité s'empare des vieux cauchemars de la science-fiction, de 1984, d'Orwell, au *Meilleur des mondes*, d'Huxley, en passant par les films *Bienvenue à Gattaca*, *Minority Report* ou *Dark City*. D'après le politologue Thierry Balzacq, cité dans *le Monde* du 5 novembre, « le 11 Septembre a entraîné le démantèlement des limites en matière de collecte de l'information [...] ». Les mesures de sécurité peuvent tout justifier aujourd'hui. [...] Rien ne pourra endiguer cette évolution sauf un changement profond des mentalités ». Le problème, c'est que la biométrie et le traçage se banalisent et que les abus sont encore largement tolérés. Mais certains veillent. Dans « Mots et mondes de la surveillance », étude parue dans *Crimi-*

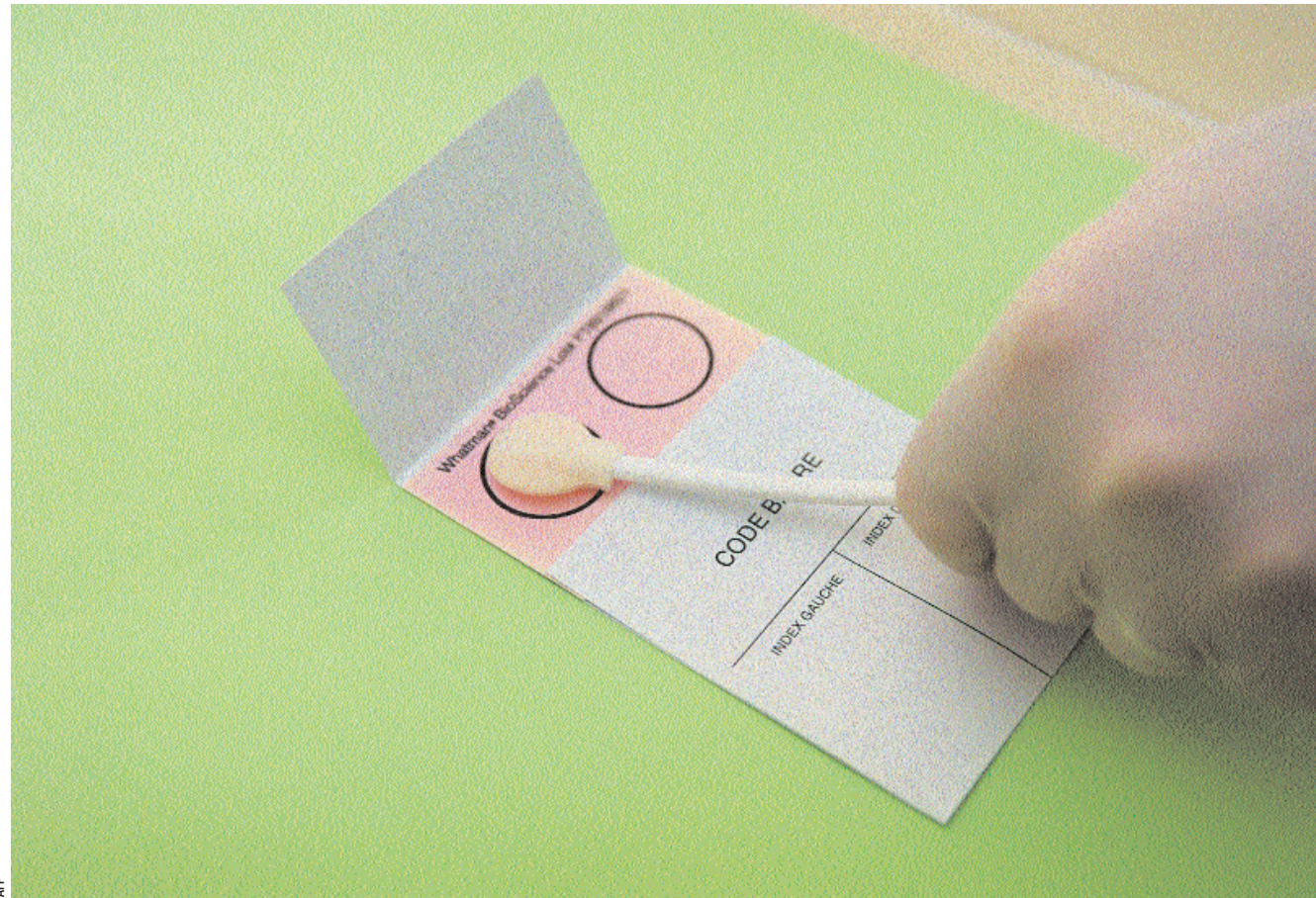
Les dispositifs de traçage

Deux technologies menacent les libertés : RFID (Radio Frequency Identification) et la géolocalisation. Lisibles à distance, les puces RFID contiennent un numéro d'identification. Elles peuvent être incorporées à un document (pass Navigo), à un objet ou à un humain, grâce à un implant sous-cutané : Scott Silverman, de la VeriChip Corporation, envisage ainsi de marquer les travailleurs immigrés (1). La géolocalisation permet, via GPS ou GSM (téléphonie mobile), de suivre un individu. Utilisée par des entreprises pour surveiller les VRP, elle est également accessible à des particuliers désireux de connaître les progressions physiques de leur rejeton. Les cadres légaux (2) et les moyens de contrôle semblent faibles en regard du danger.

(1) www.spychips.com
(2) www.cnil.fr

nologie, le sociologue Gary T. Marx avertit que, du fait des atteintes sur la santé physique et mentale des travailleurs, la « surveillance tous azimuts » risque de s'avérer contre-productive. Des associations comme la Cimade, le Gisti et Imaginons un réseau Internet solidaire s'alarment de l'usage abusif fait par le ministère de l'Intérieur du fichier Eloi, où figurent non seulement les sans-papiers mais aussi leurs enfants. Le Syndicat national de la magistrature dénonce la « montée en puissance du fichage » et « le prélèvement très systématique au stade de la garde à vue ». Et le groupe de travail mandaté par Nicolas Sarkozy pour optimiser la mise à jour des fichiers de la police a révélé de grosses lacunes dans le droit d'accès des particuliers aux données, ainsi que des dérives dans l'utilisation de ces fichiers. En réaction, des fronts s'organisent, notamment dans le domaine du refus de fichage d'ADN (voir page suivante). L'essentiel de la réflexion repose sur l'articulation entre sécurité et libertés. La loi peut-elle, suffit-elle, à maintenir l'équilibre ? (voir entretien p. 15). Le fichage est un instrument de pouvoir qui progresse au rythme des nouvelles technologies. Sa dangerosité dépend grandement de qui en maîtrise le fonctionnement. D'où l'intérêt, voire l'urgence, pour l'individu de participer à sa propre protection. Désormais, le fichage n'est plus le problème de quelques-uns, mais une question de société. Si l'on veut éviter que la France ne s'aligne sur la Grande-Bretagne, pays le plus épié du monde, qui compte en moyenne une caméra de surveillance pour quatorze personnes, ou sur les États-Unis, où 76 % des entreprises surveillent leurs salariés. Si l'on veut éviter, en définitive, que les anticipations d'Orwell et Huxley ne basculent dans le réel.

INGRID MERCKX



AFP

Une partie d'un kit de prélèvement d'ADN. Depuis la loi du 18 mars 2003, le refus de prélèvement est un délit.

Touche pas à mon ADN !

Des militants ou des citoyens accusés de fraudes refusent de se plier aux prélèvements d'empreintes génétiques, quitte à affronter des poursuites. Un mode de résistance qui prend de l'ampleur.

Les procès pour refus de prélèvement d'ADN se multiplient. Après ceux de Benjamin Deceuninck et de Bernard Coquelle, militants anti-OGM, un autre devait se tenir le 4 décembre à Orléans, avant d'être repoussé aux 26 et 27 février. Le sort de 32 faucheurs volontaires est en jeu, dont la moitié doivent également répondre de refus de prélèvement. Ces derniers risquent jusqu'à un an de prison et 15 000 euros d'amende, conformément à la loi du 18 mars 2003, qui fait de ce refus un délit. Médiatisés, les procès de ces militants en cachent bien d'autres. Pour ne pas avoir voulu figurer au Fichier national automatisé des empreintes génétiques (Fnaeg), 63 personnes en 2003, 212 en 2004 et 353 en 2005 ont été condamnées, selon les données du ministère de la Justice. Une hausse sans surprise. Les prélèvements ne cessent en effet d'augmenter. De 150 000 en 2005, le Fnaeg contient 367 330 profils génétiques au 31 octobre 2006, d'après Philippe Mallet, chef du service central d'identité judiciaire. Et les prélèvements concernent de plus en plus de militants, qui commencent à s'organiser (1).

En ces temps sécuritaires, le prélèvement des empreintes génétiques ne mobilise guère l'opinion. Le fonctionnement en est également méconnu. Un épi de maïs fauché, une poubelle brûlée, un mur graphé, et l'ADN de l'affreux criminel est répertorié pour les quarante ans à venir ! Que le condamné soit majeur ou mineur. Mais qui le sait ? Et qui sait que

les prélèvements ne concernent pas seulement les personnes condamnées mais aussi celles qui sont « mises en cause » ? À l'instar de Camille, 26 ans, en procès le 13 décembre au tribunal de Mâcon. « *J'ai refusé le prélèvement à la suite d'un contrôle routier, où la présence d'une pipe, dans la voiture de mon ami, a donné lieu, sans succès, à la recherche de drogue.* » Des « mis en cause » ? Depuis la loi pour la sécurité intérieure, il s'agit « des personnes à l'encontre desquelles il existe des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'elles aient commis l'une des infractions » prévues par le code de procédure pénale. Mais aussi « de toute personne à l'encontre de laquelle il existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis un crime ou un délit ». Dans le premier cas, le Fnaeg conservera l'ADN vingt-cinq ans. Dans le second, les empreintes seront comparées avec celles du fichier, puis effacées. Sur la totalité des ADN contenus dans le Fnaeg, seuls 115 178 appartiennent à des condamnés, contre 186 640 à des « mis en cause ».

L'État préfère, lui, insister sur certains aspects du Fnaeg considérés comme plus acceptables par l'opinion. Ainsi de sa mise en place, par la loi du 17 juin 1998, pour les délinquants sexuels. Voire de son extension, le 15 novembre 2001, aux crimes contre l'humanité, actes de barbarie, proxénétisme et autres violences volontaires aux personnes. L'extension du Fnaeg ne s'est pas arrêtée là. C'est la droite qui, en 2003, a ouvert très largement le fichier.

Peuvent alors s'y côtoyer des personnes ayant commis de graves délits, comme l'« atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation », et des délits mineurs : vols, extorsions, escroqueries, destructions, dégradations, détériorations et menaces d'atteinte aux biens. Fait étrange : cette liste couvre les articles 311-1 à 322-4 du code pénal, mais oublie le détournement de fonds et s'arrête juste avant les « atteintes aux systèmes de traitement automatisé des données »... Les « cols blancs » se protègent, les « classes dangereuses » trinquent. À cet arbitraire (qui doit être fiché selon la loi ?), ne devant certes pas éclipser la question de fond (faut-il fiché ?), s'ajoute une autre question : l'application de la loi est-elle la même pour tous ? Interrogé sur les profils prioritaires des « candidats » au Fnaeg, Philippe Mallet répond qu'« il n'y a pas de profils mais un strict respect de la loi ». Or, les chiffres permettent d'en douter : la totalité des personnes placées en garde à vue ou mises en cause excède largement la moyenne d'enregistrement au Fnaeg, qui tourne autour de 20 000 par mois, conformément au souhait de Nicolas Sarkozy. Quels sont donc les critères retenus ? On pourrait se féliciter de la différence entre les deux chiffres, si la police n'avait quelque penchant pour les délits de faciès. Cette question d'« équité » concerne également les procédures lancées pour refus d'ADN. Daté du 27 juillet 2004, un texte du ministère de la Justice invite le parquet à être vigilant sur les refus et à poursuivre

Un épi de maïs fauché, une poubelle brûlée, un mur graphé, et l'ADN de l'affreux criminel est répertorié pour les quarante ans à venir ! Que le condamné soit majeur ou mineur.

systématiquement. Mais les chiffres manquent. Et, si l'on connaît le nombre de condamnations, on ne connaît pas celui des procès.

À défaut de données précises, deux remarques s'imposent. Tout d'abord, le nombre supposé peu élevé de refus ne saurait étonner au vu des pressions subies. Samuel, interpellé lors de l'action contre Minatec, témoigne : « *Je refuse.* » « *Tu n'as pas le choix.* », s'énervait un policier. « *Si, on a toujours le choix. Je refuse.* » Menaces : « *Comme tu veux, ce soir tu seras en prison et tu payeras tes 30 000 euros d'amende !* » Ou Boualam Azahoum, de l'association Divercité : « *Bien sûr que les gamins arrêtés en novembre 2005 donnent leur ADN, quand on les menace d'un an de prison, en plus de ce qu'ils risquent !* » D'autre part, il est troublant de constater qu'en 2004, la procédure lancée à l'encontre de Charles Hoareau, responsable du comité chômeurs des Bouches-du-Rhône, a eu lieu la veille de la délibération du procès contre Assedic et Unedic.

Sans chiffres, faudrait-il croire que tout procès pour refus de prélèvement signifie condamnations ? Non. Fait méconnu, il existe une « jurisprudence corse ». Par deux fois, les 4 février 2005 et 21 mars 2006, le tribunal de Bastia a relaxé des « mis en cause ». Tandis que la chambre correctionnelle de la cour d'appel de Bastia a émis, les 30 juin et 20 octobre 2004, des arrêts favorables à des « mis en cause », déboutant l'appel du ministère public. « *Le tribunal était dans l'impossibilité de vérifier si les conditions légales pour un prélèvement, à savoir les indices graves et concordants, ou les raisons plausibles de soupçon étaient réunies* », explique l'avocat Jean-Guy Talamoni, qui a obtenu la relaxe, le 11 novembre, d'un autre mis en cause.

Cette jurisprudence servira-t-elle aux « mis en cause » de la métropole ? Peut-être. Quoique, en 2004, sur 30 personnes « mises en cause », 19 aient été condamnées à de la prison ferme pour refus de prélèvement, selon le Syndicat de la magistrature. Surtout, elle n'est d'aucun recours pour les personnes déjà condamnées à d'autres crimes ou délits, qui ont vu leurs procès pour refus de prélèvement se solder par un verdict défavorable. Avec, là encore, d'importantes variations. Selon les chiffres de 2004, sur 122 personnes condamnées, 73 ont pris du ferme.

Ces peines lourdes révèlent la sévérité de la justice, notamment face aux prisonniers qui refusent de se soumettre au prélèvement. Ces derniers subissent une forte pression. Pression d'abord légale : les peines se cumulent, les réductions de peine sont interdites. Puis flirtant avec l'illégalité : selon le rapport 2006 de l'Observatoire international des prisons, « *la direction de la maison d'arrêt d'Osny [...] a diffusé une note informant les personnes détenues [...] que "tout refus de prélèvement entraînera une sanction disciplinaire [...] Une infraction pourtant absente de la liste des motifs disciplinaires.* » Et parfois plus : « *Vexation, chantage, menace, avec tout ce que la prison permet de pressions illégales, épouvantables* », explique Jacques Lesage de La Haye, animateur de l'émission « Ras les murs » sur Radio libertaire.

Que faire alors ? Compter sur une certaine « indulgence » des magistrats ? Surtout, porter le sujet sur la place publique. Attention, toutefois : de 400 000 à 600 000 kits de prélèvement sont aux mains des forces de l'ordre.

MARION DUMAND

(1) Voir <http://refusadn.free.fr>

Une nouvelle mine d'or

Les politiques sécuritaires et les progrès technologiques font de la biométrie et des instruments de fichage un nouveau marché. Les entreprises américaines sont les premières à en profiter.



À Salt Lake City, un technicien scanne une empreinte génétique.

Qui a dit que les intérêts privés ne concordaient pas avec l'intérêt général ? Dans son « livre bleu », qui détaille les programmes de la technologie biométrique, le Groupement des industries de l'interconnexion, des composants et des sous-ensembles électroniques (Gixel) n'hésite pas à inscrire ses activités dans le cadre des intérêts sécuritaires et géostratégiques de la nation : « *Assurer la sécurité des citoyens est un rôle primordial de l'Etat et une condition de stabilité des démocraties. Le 11 septembre 2001 a été un déclic. Les moyens à mobiliser devraient prendre pour référence ceux engagés pendant la guerre froide.* » La guerre contre le terrorisme est l'occasion, pour les États, d'une révolution technologique et d'investissements importants. L'industrie biométrique serait-elle la nouvelle mine d'or prisée par les investisseurs privés ? Le marché de la biométrie se partage en deux domaines. Le premier, le plus porteur économiquement et stratégiquement, est celui de la fabrication industrielle. Le second, qui dépend fortement du premier, est le service d'analyse de prélèvements d'ADN.

Autre conséquence du 11 septembre 2001 ? Le premier domaine est monopolisé par les Américains et les Anglais, qui « *se partagent 95 % du marché* », selon Michel Savart, directeur du Laboratoire de police scientifique de Lyon. Ainsi, l'Anglais Whatman a la main sur les kits de prélèvement d'ADN, qui coûtent 9 euros l'unité. Whatman a en effet été le premier à breveter son « *FTA technology* », qui permet la manipulation et le transport des échantillons en toute sécurité et à température ambiante. Du côté des prélèvements ADN, c'est l'Américain Applied Biosystems, surnommé « le Microsoft de la génétique », qui fabrique toutes les machines nécessaires à leur analyse. Même quand des Français de la police scientifique conçoivent un outil comme l'Unité automatisée de génotypage, sa fabrication est du ressort des firmes anglo-saxonnes. Coût de la facture pour l'État français : 2,6 millions d'euros. Auxquels peuvent s'ajouter les 1 795 euros payés à Applied Biosystems pour chaque kit d'analyse de l'ADN, qui permettent le décryptage de 100 individus. Les Américains sont également les

premiers à exploiter la technologie des puces à identification radio (RFID). C'est la firme californienne Applied Digital qui a mis au point le Verichip, une puce que l'on injecte dans le bras et qui fait lien entre une personne et son dossier médical archivé sur Internet.

Les entreprises françaises essaient d'entrer dans le jeu. Ainsi, Sagem, Keynectis, Gemalto et Thalès, réunies dans un consortium dirigé par l'Imprimerie nationale, ont décroché l'exploitation des passeports biométriques. Par ailleurs, le groupe français Bodet vient de mettre au point le système Kelio, conçu pour pointer les employés grâce à des badges reconnaissant la géométrie de la main. Dépendant des industries anglo-saxonnes, le domaine du service de l'analyse ADN se partage en France à égalité entre le public et le privé. En 2005, les laboratoires de la police scientifique ont relevé l'empreinte génétique de 57 000 individus, et à peu près autant pour les laboratoires privés Codogene et l'Institut génétique de Nantes atlantique, Igna. Quand l'État s'adressait à des laboratoires publics, en 2005, l'analyse du profil d'un individu coûtait 65 euros, et l'analyse des traces sur des scènes de crime, 285 euros. Tandis que, pour les laboratoires privés, les tarifs grimpaient jusqu'à 380 euros pour les individus et 900 euros pour les traces. « *Mais, en l'espace d'un an, le marché a connu un bouleversement complet* », explique Michel Savart. En effet, grâce aux nouvelles unités automatisées de génotypage, qui permettent d'analyser 125 000 profils d'individus par an et d'alimenter rapidement le Fichier national automatisé des empreintes génétiques (Fnaeg), les laboratoires publics ont considérablement augmenté leur capacité d'analyse. En conséquence de quoi, le privé a revu ses tarifs à la baisse : le tarif du profilage d'un individu évolue maintenant entre 75 et 100 euros. « *Marché assez concurrentiel et pas très profitable* », selon Michel Savart, l'analyse ADN n'est pas encore, en France, l'eldorado espéré. Le commerce de la biotechnologie prospère essentiellement Outre-Atlantique, ce qui n'est probablement pas un hasard.

JEAN-BAPTISTE QUIOT

ENTRETIEN

« L'individu peut être acteur de sa protection »

Nathalie Mallet-Poujol* a rassemblé dans un dossier une somme de travaux relatifs aux dérives engendrées par le traçage électronique. L'enjeu, selon elle, consiste à trouver l'équilibre entre sécurité et libertés.

La biométrie accompagnera le XXI^e siècle, dites-vous. Parallèlement, les nouvelles mémoires informatiques n'enregistrent plus d'identités mais des traces. Sommes-nous en train de passer à un mode de surveillance plus insidieux ? Nathalie Mallet-Poujol : La technologie informatique actuelle facilite une forme de surveillance invisible, systématique et banalisée, fonction que ne remplissaient pas nos lourds fichiers des années 1970. Les moindres gestes de notre vie quotidienne – déplacements, consommation, téléphonie, navigation sur le web – laissent des traces, souvent à notre insu. Ces données semblent anodines, mais permettent, si elles sont rassemblées et recoupées, de reconstituer les faits et gestes des individus, voire de dresser un profil très affiné de leur personnalité. Je songe, par exemple, avec les empreintes laissées sur Internet, au profilage marchand mais aussi culturel ou politique. Les risques redoutés sont la prolifération non maîtrisée de tels stocks d'informations et l'usage liberticide qui en serait fait.

Il appartient à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil), créée en 1978, d'arbitrer les procédés de fichage. Que dire du pouvoir de cette commission et de sa capacité d'intervention ?

La Cnil, autorité administrative indépendante, veille à la stricte application de la loi. Si un allègement des procédures de déclaration des fichiers a été opéré par la loi du 6 août 2004, en revanche, les moyens de contrôle *a posteriori* ont été accrus, ce qui lui permet d'effectuer plus largement des

vérifications sur place et de prononcer désormais des sanctions administratives et pécuniaires. La question reste toutefois posée des moyens matériels et humains dont elle disposera pour mener à bien une telle mission. La Cnil joue, par ailleurs, un rôle non négligeable d'alerte et d'impulsion dans la réflexion « Informatique et libertés », notamment à travers ses recommandations ou ses avis, tranchant souvent avec un consensus mou, parfois hélas peu entendus par les pouvoirs publics.

Le dossier que vous avez coordonné rassemble de nombreux travaux relatifs aux questions de fichage et d'atteintes aux libertés. Qu'est-ce qui vous a poussée à réaliser ce travail, et quelles difficultés avez-vous rencontrées ?

Il m'a paru intéressant de s'arrêter sur les modes de traçage électronique récents les plus « en vogue », pour tenter d'en percevoir les dangers et d'expliquer la façon dont ils sont appréhendés par le droit. J'ai, pour cela, volontiers endossé l'habit du juriste pessimiste, voire paranoïaque ! Toute la difficulté a consisté à sélectionner des textes qui rendent compte tant des enjeux de société que des réponses légales ou réglementaires, lesquelles traduisent évidemment des choix politiques. Les réflexions sur ces problématiques sont relativement peu nombreuses, tandis que l'on assiste à une inflation de textes très techniques, de lecture ardue, parfois adoptés dans une grande discrétion et dispersion, ce qui rend la veille juridique fort difficile. Je songe, en particulier, aux textes votés sur les données d'identification et de connexion à

Internet, dans la cascade des lois qui se sont succédé (loi relative à la sécurité quotidienne de 2001, loi pour la sécurité intérieure de 2003, loi pour la confiance dans l'économie numérique de 2004, loi relative aux communications électroniques de 2004, loi relative à la lutte contre le terrorisme de 2006). Un de mes soucis, qui pourrait prêter à sourire, a été de ne pas oublier de textes et de m'assurer qu'ils n'étaient pas déjà obsolètes !

Qu'appellez-vous le syndrome Big Brother ? Libertés et sécurité sont-elles vouées à s'exclure ?

« Big Brother » incarne la figure de la surveillance généralisée. Depuis le 11 septembre 2001, cette surveillance a pour ressort un légitime souci de sécurité, lequel imprègne les décisions politiques et ne manque pas de se traduire dans la tonalité quelque peu sécuritaire des textes. La difficulté est de se doter d'instruments juridiques préservant les libertés individuelles. Dans la législation « Informatique et libertés », les principes de finalité et de proportionnalité constituent, par exemple, des outils conceptuels essentiels. Il s'agit, pour chaque traitement automatisé, de se demander s'il est éthiquement admissible, si la finalité en est légitime, si les données mémorisées sont pertinentes et non excessives par rapport à la finalité poursuivie, et s'il y a bien proportionnalité entre la technologie mise en œuvre et cette finalité.

Cet ouvrage affiche clairement une ambition : faire la promotion de l'individu impliqué. Comment sensibiliser l'opinion ?

Je suis frappée de la relative indifférence de nos concitoyens face à ces questions, par ignorance sans doute, mais peut-être aussi par résignation, sentiment d'impuissance aggravé par la banalisation du traçage. Or, l'individu peut être acteur de sa protection par la connaissance et l'usage qu'il fera de la loi. Je pense aux prérogatives qui lui sont reconnues (droit d'opposition, d'accès ou de rectification), dont il ne fait pas toujours grand cas. Je pense également à des réflexes de protection à encourager, frappés au coin du bon sens, comme le recours à des systèmes d'anonymisation ou le changement de prestataires techniques en cas de dysfonctionnement. Il me semble que l'internaute doit s'abstenir de diffuser sur la toile certaines informations. Ce devoir de prudence et d'anticipation des dangers préfigure un devoir d'objection de conscience numérique...

PROPOS RECUEILLIS PAR INGRID MERCKX

* Nathalie Mallet-Poujol est chargée de recherche au CNRS, directrice de l'Ercim, pôle Droit de la communication, UMR 5815, université Montpellier-I.

« *Traçage électronique et libertés* », dossier réalisé par Nathalie Mallet-Poujol, La Documentation française, Problèmes politiques et sociaux, n° 925, juin 2006, 120 p., 9,20 euros.

Haut en couleurs

THÉÂTRE. Mohamed Rouabhi présente « Vive la France », à Bobigny. Un spectacle en kaléidoscope sur l'immigration, où le montage de séquences scéniques, d'images et de sons cherche à mettre en partage, et en débat, un héritage commun.

ILS SONT AU GARDE-À-VOUS sur scène. « *Je me suis renseigné pour le demi-tour* », explique Mohamed Rouabhi à ses comédiens, avant de leur montrer comment faire, en lançant un pied en avant. Le metteur en scène, qui joue dans son spectacle, présenté à Bobigny les 1^{er}, 2, et 3 décembre, porte lui aussi la tenue des tirailleurs africains. Cette tenue que l'on connaît bien, maintenant, pour l'avoir vue s'afficher dans les rues à la sortie d'*Indigènes*, fin septembre. Difficile de ne pas penser au film de Rachid Bouchareb devant cette répétition de *Vive la France*. Notamment durant la séquence où un groupe de soldats des colonies hisse le drapeau tricolore au son de la trompette.

Pas grand-chose de commun, pourtant, entre les deux œuvres. « *Nos tenues à nous sont d'époque* », argue Mohamed Rouabhi, qui, assis dans les gradins du Canal 93, fait la moue à l'évocation du long métrage porté par Jamel Debbouze.

Loin des cuisines médiatiques, Rouabhi cherche à mettre en scène « *les visages, les noms et les voix de tous ceux qui, depuis un siècle et demi, se sont fondus dans l'asphalte du périphérique parisien*. [...] *Ouvriers, mineurs, intellectuels, soldats, paysans, résistants, des Antilles et du Tonkin, de l'Afrique occidentale française et d'Algérie*... ».

Son objectif : revenir sur « *tout ce qui a prélué aux émeutes de novembre dernier* ». La mort de deux adolescents dans un transformateur électrique à Clichy-sous-Bois n'a pas été le seul déclencheur de *Vive la France*. « *Des émeutes, il y*

en a eu d'autres : la cité des Minguettes en 1981, l'affaire Malik Oussekine en 1986... », cite Mohamed Rouabhi. « *Fils d'indigènes* », il amasse, depuis des années et des spectacles comme *De plein fouet*, *Malcom X*, *Moins qu'un chien* (Actes-Sud Papiers), toute une somme de textes, de photos et de films sur l'immigration. *Vive la France*, c'est comme une compilation. La mise en partage d'un héritage commun : cent cinquante ans de colonialisme et d'immigration.

L'histoire que retrace Mohamed Rouabhi n'est pas chronologique. *Vive la France* observe une construction « *nucléaire* ». Le spectacle rassemble une trentaine de séquences « *qui se tuilent* », un peu comme les différentes prises d'un film. La référence au cinéma plaît bien à Mohamed Rouabhi. Soucieux du « *cadrage* », il reconnaît que, « *parfois, c'est juste un objet ou un son qui fait le lien* » dans *Vive la France*. Témoin, cet enchaînement entre une séquence dans une rizière au Vietnam, « *façon Voyage au bout de l'enfer* », et une autre



« Vive la France » examine les dessous de l'éducation coloniale.

sur les bords de Seine, à Paris, où deux agents de la mairie débusquent un sans-abri. Seul rapport : un ronflement d'hélicoptère qui maintient son empreinte sonore, de l'une à l'autre, prolongeant l'état de siège. Guerre, exactions, présence de l'armée, impunité, couvre-feu, garde à vue, 11 Septembre, Algérie française, l'éducation coloniale, jusqu'à Clichy et aux propos de Nicolas Sarkozy dans l'émission « Mots croisés »... *Vive la France* glisse d'un moment de l'histoire à un autre pour en traquer moins les échos logiques que ceux, refoulés ou passés sous silence, des violences subies par les citoyens. Mohamed Rouabhi met en regard l'histoire de la colonisation et de l'indigénat avec leurs répercussions sur les enfants de l'immigration.

« **A, E, I, O, U** ». Puis « **Ba-na-ni-a**. Ca-ca-o, É-cole ». Sur scène, les soldats prennent une leçon de lecture sous une tente militaire. « *Encourage-les, sans être moqueur. Il faut montrer qu'ils apprennent vite et qu'ils sont studieux* », indique le metteur en scène à un gradé noir qui applique la méthode syllabique. « *L'enjeu, dans cette scène, c'est de dire qu'en apprenant les lettres et les mots, les colonisés forgent leurs futures armes* », précise Mohamed Rouabhi. Il laisse les tirailleurs anonner l'alphabet puis s'avance face au public pour lire un texte de Pascal Blanchard, historien de l'époque coloniale. « *La culture est au centre du projet colonial* [...], *la Métropole sera affectée par les colonies*... » Plus tôt, Mohamed Rouabhi avait écouté des voix d'enfants répéter « *Qua-tre cent qua-tre-vingt-sept* ». Un enregistrement faisant référence à un extrait de film où un Blanc demande à un ouvrier noir d'articuler ce chiffre. Suit un commentaire en voix off sur le fait d'apprendre le parler petit-nègre à un nègre.

Cette manière d'assembler différents matériaux artistiques dans *Vive la France* n'a pas comme seul effet de créer des liens par ricochets. Elle permet de dégager des espaces de questionnement. « *Il faut connaître cette histoire* ». Mohamed Rouabhi compare son dernier spectacle à une « *opération sans anesthésie* ». « *J'ouvre le corps de la République pour voir comment il est fait. Forcément, ça fait mal, ça saigne... Mais on n'en meurt pas. Après, on recoud* ». Pas question pour autant de ménager les gens. Les « *grands coups de peinture rouge* », il assume. Volubile, il se montre intarissable sur la Libération, le Karcher de Nicolas Sarkozy, Dieudonné, Benjamin Stora ou Harry Roselmack. L'esprit accaparé par l'actualité d'hier et d'aujourd'hui. « *Le théâtre se prête pourtant mal à une réaction à chaud*, déplore-t-il. *En tout cas, le théâtre subventionné, où les programmations sont fixées près de deux ans à l'avance !* » Mohamed Rouabhi voulait monter *Vive la France* en recrutant des personnes extérieures aux Acharnés, la compagnie qu'il a créée en 1991. Un espoir déçu : personne ne s'est inscrit aux ateliers. « *Du coup, on a cherché autour de nous* ». Finalement, quatre jeunes comédiens ont rejoint le spectacle, qui réunit une vingtaine de personnes, plus des musiciens. Si Mohamed Rouabhi enchaîne, presque en roue libre, sur tous les sujets que le spectacle aborde, il n'est pas évident, au sortir de cette répétition, d'imaginer la forme d'ensemble de *Vive la France*. D'autant que c'est un spectacle en évolution, voulu comme une trilogie, qui s'achèvera en 2008-2009. Mais certaines des combinaisons mises en place laissent déjà des traces.

INGRID MERCKX
Vive la France, du 1^{er} au 3 décembre, Canal 93, 63, av. Jean-Jaurès, Bobigny, 01 44 84 72 20. Puis du 24 au 26 mars 2007, à la Ferme du buisson. Site : www.lesacharnes.com



Un pamphlet dansé sur l'illusion de la gloire.

Numéros perdants

THÉÂTRE. « On vous écrira » met en scène l'humiliation des jeunes dans le show-biz.

DANS LA BANLIEUE NORD de Paris, le Studio-Théâtre de Stains est une petite lumière qui brille d'une lumière obstinée. Marjorie Nakhache et Xavier Marcheschi y forment des jeunes comédiens et, dans une salle ocre, donnent des spectacles qui touchent directement le public oublié de ces zones multiculturelles. On y a vu Goldoni et Ruzzante transposés dans le langage d'aujourd'hui et des paroles de femmes passant de la rue à la scène avec une violente vérité. *On vous écrira* est un gros plan sur le monde du spectacle et de la télévision qui fascine les jeunes des banlieues. Provoqués dans leur vie difficile par la « Star'Ac » et les réussites bluffantes des étoiles dites *people*, ces jeunes veulent être acteurs, chanteurs, danseurs. Mais le miroir aux alouettes fonctionne à plein, éliminant encore plus volontiers ceux qui ont la peau noire ou foncée.

Marjorie Nakhache a enquêté et recueilli les confidences de candidats à la gloire télévisuelle pour composer un spectacle où, la plupart du temps, des jeunes se présentent à une assistante de production et à un roi du casting. Ce dernier, que l'on ne voit pas, juge les postulants comme du bétail, les humilie, veut déshabiller les filles, pousse les futurs acteurs à la vulgarité et à la compromission. Parfois, les humiliés se révoltent, protestent qu'ils ne sont pas des imbéciles, qu'ils connaissent Barthes ou ont joué Racine. Le plus souvent, ils fuient. La machine broie ou éjecte... Le spectacle suit deux directions à la fois : composer un véritable show et dénoncer le show-bizz. Ce qui se concilie assez mal. La troupe est douée. Elle a travaillé plusieurs techniques et entend le monter. Mais ses jolis mouvements collectifs dansés forment une autre pièce et enlèvent de la force au pamphlet. Arrivé à un beau stade de professionnalisme, le Studio-Théâtre de Stains ne peut plus faire l'économie d'un auteur, ou d'une réflexion plus radicale sur le texte. *On vous écrira* ne blesse pas comme *On achève bien les chevaux* ou *Chorus Line*, et ne frappe pas assez fort. On n'en applaudit pas moins ses attachants interprètes, qui évoluent dans une scénographie ingénieuse, faite de premiers plans et de plans lointains : Jamila Aznague, Djoudi Dendoune, Nicolas Pradel, Sonja Mazouz...

GILLES COSTAZ
On vous écrira, Studio-Théâtre, Stains, 01 48 23 06 61. Jusqu'au 16 décembre.

Terrain d'entente

CINÉMA. Confluences invite à croiser les regards sur le documentaire israélien, avec notamment un film sur le foot en temps de conflit.

SI LE PSG AVAIT REMPORTÉ, le 23 novembre, le match qui l'opposait à l'Hapoël Tel-Aviv, les supporters parisiens auraient-ils sombré dans un tel déchaînement de violence ? Il est des contrées où l'issue d'une rencontre de football peut s'avérer plus cruciale encore. Comme en Israël, où la victoire nationale de l'équipe de Sahnine en 2003 a bouleversé la vie de cette ville arabe située au nord du pays. C'est ce que retrace Rami Lévi dans un documentaire au titre intéressant, *Football en Israël, le conflit hors jeu ?*, qui sera présenté au deuxième Forum documentaire israélien organisé par l'association culturelle Confluences à Paris.

Le conflit israélo-arabe peut-il être mis hors jeu quand un match de foot oppose, en Israël, une équipe juive à celle d'une ville arabe ? Ou bien le conflit israélo-palestinien est-il « hors jeu » comme l'on dirait « hors champ », c'est-à-dire forcément en lien avec ce qui se passe sur le terrain, même si cela ne se voit pas de prime abord ? Rami Lévi trotte allègrement entre ces deux pôles qui confèrent au ballon rond soit un pouvoir réconciliateur, soit un pouvoir d'exacerbation. Avec, en ligne de fuite, l'idée que le foot reste un sport, avec des enjeux socio-politiques, certes, mais pas guerriers. Appuyé sur un montage nerveux qui passe de la pelouse aux gradins, *Football en Israël, le conflit hors jeu ?* est évidemment moins un film sur le foot qu'un portrait de Sahine, ville arabo-israélienne qui a fait de son équipe une fierté locale et qui cherche à imposer sa double identité à un État qui lui a confisqué 90 % de ses terres. Le sport est-il un antidote à la prise de conscience nationale ou un vecteur de revendications identitaires ? L'affaire est d'autant plus complexe que



Sahine, ville arabo-israélienne, a fait de son équipe mélangée une fierté nationale.

l'équipe de Sahine, entraînée par un Juif, compte également des joueurs juifs et étrangers. Cette prise en compte de la complexité traverse la programmation du Forum documentaire israélien. Pas question de s'en tenir à la vision d'un « camp » : de nombreux signataires de l'appel des cinéastes israéliens contre la guerre du Liban seront présents, ainsi que des cinéastes palestiniens et arabes israéliens comme Ula Tabari, Mohamed Bakri ou Salim Dow. À noter : la diffusion de l'excellent *Pour un seul de mes deux yeux*, d'Avi Mograbi, de *Mur*, de Simone Bitton, des hommages à Amos Gitai et à Ygal Burzstin, et puis *la Grève*, d'Amir Tausinger et d'Asaf Sudri et *les Enfants d'Arna*, de Juliano Mer Khamis.

INGRID MERCKX
Forum documentaire israélien, du 2 au 17 décembre, Confluences, 190, bd de Charonne, 75020 Paris, 01 40 24 16 34.

Quelle culture pour demain ?

INTERMITTENTS. Une journée de grève pour relancer la mobilisation contre le protocole qui a reçu l'aval de la CFDT.

« **CHER PUBLIC, LES PROFESSIONS DU SPECTACLE** sont loin de défendre des privilèges », rappelle la Coordination des intermittents et précaires dans un communiqué appelant à une journée d'action le 6 décembre. Et la Coordination de poursuivre son effort pédagogique en rappelant le pourquoi de l'opposition au protocole du 18 avril 2006, qui « *prolonge et aggrave celui du 26 juin 2003* ». « *Il est assorti de mesures de traçabilité et de contrôle. Il accroît la pression sur les salaires et les conditions de travail. Les nouvelles règles d'ouverture des droits continuent à privilégier ceux qui travaillent tout le temps* ». Ce qui est contraire au principe d'intermittence et pourrait entraîner, à moyen terme, le démantèlement du tissu culturel. « *Il sera de plus en plus difficile, voire kafkaïen, de mettre en chantier des productions*

hors grands circuits, les équipes artistiques n'arriveront plus à pérenniser leur travail sur le terrain, et les jeunes talents auront de plus en plus de mal à entrer dans le métier ». Le conflit des intermittents est la partie la plus visible de la politique culturelle actuelle. Son horizon, semblable au mouvement de concentration des médias et de l'édition : l'absorption de la production artistique par les industries les mieux loties. Derrière la question des droits sociaux – près de 40 000 intermittents risquent de basculer dans la précarité –, c'est l'avenir du milieu culturel en général, et du spectacle vivant en particulier, qui est en jeu. D'où ce nouveau mouvement de grève, pour un nouvel élan.

I. M.



Sons d'histoire

MUSIQUE. Dédé Saint-Prix retrouve les maîtres anciens du Bel-Air de Martinique.

DIX-HUIT ANS D'AFRICOLOR... non sans difficultés. Car faire venir en France des musiciens d'Afrique relève désormais, comme le dit son directeur Philippe Conrath, du parcours du combattant : qui fait de la musique est vu par les autorités françaises non comme un artiste mais comme un clandestin potentiel. Africolor, pourtant, s'obstine et continue à faire connaître, en Seine-Saint-Denis, des créateurs de l'Afrique et de l'Amérique noires.

Témoignant des ponts ainsi lancés, l'ensemble El Mawsili attestera du travail accompli par l'école de musique arabo-andalouse du 93 (le 2 décembre, à Saint-Denis) alors que la soirée « autour du oud » illustrera les croisements et les inventions que ces artistes suscitent, en faisant entendre diverses manières de jouer d'un « luth arabe » (le 15 décembre, à Saint-Ouen) et que l'une des créations commandées pour Africolor 2006 associera le guitariste Titi Robin et le grand esprit du maloya réunionnais, Danyel Waro (le 3 décembre, à 16 h, à Saint-Denis).

La soirée du 1^{er} décembre (à Saint-Denis) sera plus spécialement consacrée à la Martinique. Dédé Saint-Prix y retrouvera les maîtres du Bel-Air (bèlè) de Sainte-Marie, mêlant percussions, danseurs et chanteurs. Cette commune du nord-est de l'île est considérée comme un véritable conservatoire des formes musicales les plus enracinées dans une histoire marquée par le marronnage (évasion des esclaves). Le bèlè, et plus particulièrement le bèlè de Sainte-Marie, a fourni une matrice d'où sont issus la plupart des genres musicaux de la Martinique.

Dédé Saint-Prix est né, lui, au François, un peu plus au sud, là où le quadrille était naguère très vivant. Créateur aux goûts infinis et aux immenses compétences, il travaille notamment à réhabiliter la musique *chouval bwa* (cheval de bois), qui donnait force aux pousseurs de manèges. Comme les autres musiques martiniquaises, celle-là dérivait du bèlè, à quoi Dédé Saint-Prix, pour l'enrichir, décida d'ajouter des éléments empruntés au jazz et aux musiques latino-américaines.

Dédé Saint-Prix et les Caséus ou les Grivalliers de Sainte-Marie ont en partage un langage commun et la fierté de la musique martiniquaise ; l'un veut la magnifier en l'ouvrant sur le monde ; les autres, la vivifier en puisant à son énergie intime. Leurs retrouvailles ne peuvent être que magnifiques.

DENIS-CONSTANT MARTIN

Africolor : jusqu'au 22 décembre ; renseignements/réservations : 01 47 97 69 99, www.africolor.com

Drôles de Dam

RAP. Le groupe de rappeurs palestiniens sort un nouvel album, « Ihda ». Leurs paroles se font tour à tour miroir, exutoire ou étendard de la violence qui leur est infligée.

« QUI EST TERRORISTE ? Suis-je, moi, un terroriste ? / Comment je peux être un terroriste sur ma propre terre ? / Qui est terroriste ? C'est toi le terroriste ! / Tu as pris tout ce que je possédais / Quand cesseras-tu d'être un terroriste ? [...] Tu veux que nous souffrions en silence / Pour que tu puisses vivre en paix ? » Ces paroles, très controversées, sont extraites d'une chanson, « Min Irhabi » (« Qui sont les terroristes ? »), figurant sur l'album de Dam, le premier groupe de rappeurs palestiniens, paru en 2001. Elles se sont répandues comme une traînée de poudre, en un mois, sur Internet. Téléchargées à l'époque par plus d'un million d'internautes, elles sont depuis scandées dans la plupart des manifestations propalestiniennes à travers le monde. Elles sont même étudiées dans certaines universités étrangères.

Dam est la contraction en anglais de Da Arabian MC'S. « *Dam* » signifie aussi éternité en arabe, et sang en hébreu. Curieusement, ces rappeurs ne sont jamais allés voir si ces trois lettres avaient également un sens outre-Atlantique. Ils sont bluf-fés d'apprendre que ce terme est employé de façon péjorative pour désigner les Yankees ! Le groupe est né en 1999, lorsque Mahmoud Jleri rejoint les deux frères Tamer, Suhel et Nafar. Tous trois sont nés et ont grandi à Lod, une ville ghetto située à 20 kilomètres de Jérusalem, dont les maisons habitées par les Palestiniens sont régulièrement démolies. « *Je devrais remercier la police / vos claques me gardent éveillé / En détruisant les maisons de notre quartier / vous nous aidez à trouver toujours plus de pierres* », écrit Suhel Nafar.

Quand on demande aux rappeurs de Dam ce qui leur rend le plus la vie insupportable en Israël, ils sont unanimes : « *C'est sentir qu'on ne veut pas de nous alors qu'on est nés ici. C'est d'être regardés par les Israéliens comme des terroristes en puissance*. » Mais le rap leur a donné de nouvelles raisons d'espérer. « *Depuis que je porte cette cause à travers mes textes et notre musique, je me sens de plus en plus fort* », observe Tamer, le leader du groupe. Des paroles qui se font tour à tour miroir, exutoire ou étendard de la violence qui leur est infligée parce qu'ils sont palestiniens. « *Notre album est une nouvelle Intifada, les pierres sont nos mots*. » Le titre de ce nouvel opus, *Ihda*, signifie « dévouement » (1).

Des textes de combat parce qu'ils savent que cette parole agit comme un bouche-à-bouche auprès de leurs frères et sœurs palestiniens(ne)s qui vivent dans les territoires occupés. Ces jeunes rappeurs s'emploient aussi à déconstruire les clichés « véhiculés par les médias et les États israéliens et américains ». En début de concert, ils n'hésitent pas à prendre à partie le public : « *Si tu penses que je suis un terroriste, va te faire voir. Si tu penses que je suis un misérable, va te faire voir. Si tu penses que tout ce qu'on sait faire, c'est confectionner le houmous que tu adores, va te faire voir*. » D'emblée, ils affichent la couleur et rejettent autant la

suspicion que la condescendance. Ils citent abondamment le poète Mahmoud Darwich. La référence à ce mythe vivant de la cause palestinienne est incontournable pour eux : « *D'une part, c'est un leader, mais il est aussi très important pour nous de faire découvrir notre culture. La Palestine est d'une richesse culturelle et intellectuelle rarement mise en avant*. »

La plupart des chansons de Dam relèvent d'un savant métissage entre des musiques d'Orient et d'Occident. Une fusion entre des mélodies, des rythmes et des percussions arabes, inspirés par des artistes tels que Marcel Khalifé ou Kazem Saher et des beats très urbains, qui rappellent les univers de 2PAC, IAM, NTM ou Saïan Supa Crew. Ce mélange, principe de base du hip-hop, confère toute son originalité à ce rap en provenance du Machreck. Un rap qui, malgré la gravité des messages, n'oublie pas l'humour : « *J'ai une langue si puissante qu'elle peut vaincre Van Damme*. » Et, si le rap occidental pêche



Les chansons de Dam relèvent d'un savant métissage entre Orient et Occident.

souvent par excès de machisme, rien de tel chez Dam. Au contraire, les femmes ont une place de choix dans les textes de ces artistes. La conscience aiguë de l'oppression de leur peuple ne leur fait pas perdre de vue que les femmes vivent une double oppression parce qu'elles sont palestiniennes et parce qu'elles sont femmes : « *Ce qui m'est autorisé lui est interdit. Alors qu'a-t-elle le droit de faire ? En fait, le mot droit ne figure pas dans son dictionnaire / Elle nous apprend à mettre un pied devant l'autre et nous, nous faisons reculer ses droits / Nous devons nous battre pour nos droits, laissons les hommes poser les questions / Mais laissons les femmes y répondre*. »

CLOTILDE MONTEIRO

(1) Paru le 30 octobre chez Nocturne.

Après un miniconcert au Cabaret sauvage, à Paris, début novembre, Dam est de retour en France pour quelques dates, notamment le 4 décembre à l'Élysée Montmartre, en première partie d'Oxmo Puccino ; et le 9 décembre aux TransMusicales de Rennes.

Mort à crédit(s)

TÉLÉVISION. Une galerie de portraits de personnes surendettées. Sans apitoiement.



LES UNS SONT ENFERMÉS dans des crédits à la consommation ou plombés dans la faillite de leur entreprise. L'une est RMliste, élève seule ses deux enfants. Endettée à hauteur de 6 500 euros, elle connaît les régulières coupures d'électricité. Un autre, retraité, travaille néanmoins, de nuit, comme livreur, pour rembourser 83 000 euros de dettes contractées pour aider ses enfants. De son côté, un géomètre est contraint de revendre sa voiture... achetée à crédit. Tournée en Alsace, étendue sur une année, c'est là une galerie de portraits de surendettés qui racontent leur quotidien (sans voix off), coincés entre le devoir de rembourser et la nécessité de faire vivre leur famille. Une solution à peu près raisonnable : établir un plan de surendettement auprès de la Banque de France.

JEAN-CLAUDE RENARD

La Vie à crédit, jeudi 7 décembre, 15 h 40, France 5 (3x52'). Les deux volets suivants les 14 et 21 décembre.

Par ici la sortie !

TÉLÉVISION. L'ingéniosité de détenus pour s'évader au cours de la Seconde Guerre mondiale.

LA FORTERESSE EST CÉLÈBRE, située en Saxe : Colditz. À l'origine pavillon de chasse érigé en 1014, le château a fait office de prison pour la première fois à l'orée du XIX^e siècle. Sous le Troisième Reich, il servit tour à tour de camp d'internement pour les antifascistes, de camp de travail et, à partir de 1940, d'*Ofslag*. Plusieurs centaines d'officiers alliés y furent détenus, ceux qui précisément avaient déjà tenté de s'évader d'un camp de prisonniers ordinaire. Le neveu de Churchill, captif de prestige, servait notamment de monnaie d'échange pour Hitler.

Prison d'élite, les lieux avaient surtout la réputation d'impossible évasion. C'était compter sans l'ingéniosité des internés britanniques, français, polonais, belges,

J.-C. R.

Colditz, les évadés de la forteresse d'Hitler, mercredi 6 décembre, 20 h 40, Arte (52').

À vos postes !

DÉCRYPTAGE

La France qui ne doute pas

Michel Sardou, Patrick Sébastien, Françoise Hardy, Didier Barbelivien... Casting serré, de premier choix, pur jus, première bourre. Un meeting de l'UMP ? Non, une soirée animée par Michel Drucker. Soirée spéciale, en direct, depuis la Normandie (qu'on ira revoir, comme dit la chanson), depuis Caen, une Normandie auréolée de ses plages du Débarquement. Sur le service public. Passons sur le coût d'une pareille soirée et les moyens mis en œuvre. Reste ce qui passe à l'antenne, sur le fameux petit écran. Quelque chose d'une France contente d'elle (et ses invités dans l'absence de doute ; rien de plus terrifiant que ceux qui ne doutent pas, ni de rien), une France satisfaite, carrément fière, arrogante. Se succèdent, entre deux chansons, David Douillet et, tant qu'à montrer, ses deux titres olympiques ; un navigateur, dernier vainqueur d'on ne sait quelle course de bateaux ; des promos pour tous (faut pas déconner, mais saisir l'occasion de n'importe quelle émission pour vendre, se vendre, promouvoir). Vu de l'extérieur, c'est-à-dire vu de l'étranger (parce que, probablement, l'émission sera choisie par TV 5), il y avait là de quoi rester perplexe sur le programme. Un peu plus quand il s'est tourné vers

TÉLÉVISION

DIMANCHE 3 DÉCEMBRE

Outreau, autopsie d'un désastre

France 5, câble et satellite, 20 h 45
Janvier 2006. Thierry Dausque, Alain Marécaux, Dominique Wiel, Karine Duchochois, Odile Marécaux, Pierre Martel, David Brunet, Roselyne et Christian Godard, Franck et Sandrine Lavier, Daniel Legrand (père) et Daniel Legrand (fils). Tous témoignent devant la



commission d'enquête parlementaire des années durant lesquelles ils ont été accusés à tort de pédophilie. Entre l'impossibilité de se faire entendre et la négation de leur innocence. En soulignant les moments-clés de la commission (la parole des acquittés, de leurs avocats, les explications du juge Burgaud et de ses supérieurs), le propos ici n'est pas de revenir une fois de plus sur le procès d'Outreau mais d'étudier les dysfonctionnements de la justice pour en tirer des propositions de réforme.

LUNDI 4 DÉCEMBRE

Le siècle de Verdun

France 5, câble et satellite, 21 h 35
Sombre tableau : cinq cent mille morts, plusieurs centaines de milliers de blessés, d'invalides, de veuves (et d'orphelins, forcément). Ce front ouvert par l'assaut des armées allemandes en février 1916 a fini par résumer la Grande Guerre. Avec nombre d'images d'archives, Patrick Barbéris et Antoine Prost montrent ici comment la mémoire de cette bataille a été entretenue et utilisée jusqu'à aujourd'hui. Selon les historiens de chaque côté du Rhin, au lendemain de la guerre, « pour les Français, Verdun représente la victoire d'un front uni et solidaire contre l'agression. Pour les Allemands, cela reste une boucherie inutile ». Souvenir glorieux ici, blessure indélébile là. Mais le symbole de Verdun permettra à Pétain et à Hitler d'asseoir leur pouvoir, leur crédit politique dans les années 1930. Plus tard, de Gaulle, les résistants, jusqu'à Kohl et Mitterrand, soudant l'amitié franco-allemande, sont venus chercher sur les lieux le souvenir de Verdun pour révéler la paix. Tandis que les images des ultimes poilus diffusées à l'occasion de chaque commémoration assurent l'empreinte d'effroi. Tout se passe comme si Verdun annonçait les horreurs du XX^e siècle.

LUNDI 4 DÉCEMBRE

L'Esquimau déraciné

Arte, 23 h 05
En 1897, un explorateur américain, Robert Peary, regagne New York après une mission au Groenland. À son bord, jugés issus d'une race inférieure, sans langue ni valeurs, cinq Esquimaux, parmi lesquels un petit garçon de 10 ans : véritable objet de curiosité pour les anthropologues de la fin du XIX^e siècle, seul Esquimaux aussi à survivre à la tuberculose et à la pneumonie. Il mettra douze ans avant de revenir sur sa terre natale.

« Dreyfus, un homme modeste et juste »

Ancien résistant et déporté, ambassadeur de France, Stéphane Hessel conclura le colloque* organisé par la Ligue des droits de l'homme pour le centenaire de la réhabilitation du capitaine Dreyfus par une intervention sur « l'engagement dreyfusard au XX^e siècle ».

Qu'a signifié être « dreyfusard » après la conclusion de l'Affaire ?

Stéphane Hessel : Je pense que c'est une affaire qui a un caractère très fort et très symbolique. L'intervention de quelques grands intellectuels – on pense naturellement à Zola – a déclenché un refus de rester asservi à une position d'abord présentée comme ultime, nationale et sans recours. Ce genre de choses nous est arrivé tout au long du XX^e siècle. La réhabilitation de Dreyfus intervient en 1906, nous sommes aujourd'hui en 2006. Dans l'intervalle, nous avons connu en particulier la montée du totalitarisme, qui a eu chaque fois pour effet de fermer la voie à une véritable justice aux intellectuels qui voulaient protester. Nous qui avons résisté contre le fascisme et le nazisme (et donc l'antisémitisme violent porté par ces mouvements) pensons qu'il y a quelque chose à tirer de l'expérience de l'Affaire Dreyfus. Non seulement elle ne doit pas être oubliée, mais elle doit servir de signe, de symbole de la nécessité de continuer à être en alerte contre l'injustice. À chaque fois que cela est nécessaire et à chaque fois que c'est possible, il faut se mobiliser lorsqu'une injustice est commise à l'égard d'un Juste – et le capitaine Dreyfus était par excellence un homme juste.

Dans les années 1980, une statue du capitaine Dreyfus devait être érigée, d'abord dans l'enceinte de l'École militaire puis aux Tuileries. Certaines institutions sont parvenues à s'y opposer. La mémoire de Dreyfus a-t-elle été bien honorée ?

Je crois qu'il y a un besoin constamment renouvelé de lutter contre toutes les formes d'antisémitisme. Quand on croit que le temps est passé et que l'antisémitisme n'est plus un problème en France, on s'aperçoit assez vite qu'on se trompe, car il peut toujours ressurgir avec son caractère hideux. Par conséquent, une statue ou toute autre occasion de se souvenir de Dreyfus et de la façon dont l'antisémitisme à son époque en a fait une victime innocente ont donc une fonction importante. On a également pensé au Panthéon... Toutefois, je ne suis



Le capitaine Dreyfus s'adresse au général Gillain, lors de la cérémonie de réhabilitation, le 21 juillet 1906.

personnellement pas sûr que cette mémoire doive s'exprimer sous la forme d'actions trop éclatantes autour de cet homme modeste et juste, dont la personnalité ne se prête pas tellement à des manifestations trop tapageuses. Je pense qu'il faut plutôt s'imprégner des écrits, heureusement nombreux – ceux de Jean-Denis Bredin et d'autres –, et surtout les enseigner aux enfants dans les écoles. Il m'importe davantage que l'on n'oublie pas l'Affaire Dreyfus lorsqu'on parle à l'école de la République, plutôt qu'on érige une statue ou qu'on installe un caveau au Panthéon.

Justement, après la publication du livre de Jean-Denis Bredin (1), Maurice Blanchot s'est interrogé sur le rôle des intellectuels face à l'histoire à la lumière de l'Affaire Dreyfus : « L'intellectuel est tenté d'oublier le Juste pour l'élever à la réalité d'un symbole [...], il devient un moraliste, un politique, un mystique »... Le terme « intellectuel » ne renvoie sûrement

pas à une figure unique. Mais certains – pour lesquels j'ai un respect particulier, et je pense là notamment à Pierre Vidal-Naquet – décident à un moment donné de réagir devant des situations concrètes où il s'agit de démêler le vrai du faux, et de revenir sur ce qui est inacceptable pour le pourfendre. Ceux-là sont des intellectuels engagés, militants. Mon maître Jean-Paul Sartre, quand j'étais à l'École normale supérieure, nous a enseigné l'engagement. Celui-ci caractérise une catégorie d'intellectuels, pas tous. Mais, aujourd'hui, face aux injustices, dont le nombre est énorme, nous avons besoin d'intellectuels militants, qui ne s'égarent pas dans de grandes phrases vertueuses sur le monde, mais qui se battent pour que soit reconnue l'injustice là où elle est, et faire surgir un mouvement populaire de protestation.

Pierre Vidal-Naquet se qualifiait volontiers de « dreyfusard au XX^e siècle ». Vous vous êtes

Une multitude d'ouvrages sur l'Affaire

L'Affaire Dreyfus a suscité une somme immense d'écrits. La recherche historique connaît actuellement un nouvel élan en s'intéressant notamment à l'homme Alfred Dreyfus. La Découverte vient ainsi de rééditer l'émouvant récit par Alfred Dreyfus lui-même de sa déportation sur l'île du Diable : *Cinq Années de ma vie* (1). Mais, pour découvrir l'ensemble du parcours de Dreyfus, Vincent Duclert, l'un des plus brillants spécialistes de l'Affaire, publie aujourd'hui une imposante biographie (2). En ce qui concerne les acteurs de l'Affaire, on pourra (re)lire les beaux textes que Jaurès lui a consacrés parmi un choix de ses écrits, réunis par l'historien Jean-Pierre Rioux (*Rallumer tous les soleils*, Omnibus), ainsi que les biographies de Maurras par Stéphane Gicanti (Flammarion) ou de Léon Blum par Serge Bernstein (Fayard). Quant à l'Affaire elle-même, Vincent Duclert la raconte jour après jour dans un bel ouvrage illustré : *Dreyfus est innocent ! Histoire d'une affaire d'État* (Larousse). Mais, surtout, il faut signaler le travail rigoureux sur le rôle de la Cour de cassation dans l'Affaire, effectué par des magistrats et des avocats de cette juridiction, ainsi que des meilleurs historiens comme Jean-Denis Bredin ou Marcel Thomas, *De la justice dans l'affaire Dreyfus* (Fayard). Enfin, une mention spéciale doit être accordée à la réédition en deux tomes de la monumentale *Histoire de l'Affaire* par le dreyfusard Joseph Reinach, qui, le premier, en proposa un récit exhaustif (Robert Laffont, « Bouquins »).

O. D.

(1) Préfacé par Pierre Vidal-Naquet, 280 p., 11,50 euros.
(2) *L'Honneur d'un patriote*, Fayard, 1 268 p., 30 euros.

engagé comme lui contre la guerre d'Algérie. Compareriez-vous ce combat à celui pour l'innocence du capitaine Dreyfus ?

Il faut faire attention à ne pas abuser des symboles. Toutefois, au moment de la guerre d'Algérie, des hommes comme Pierre Vidal-Naquet ou André Mandouze ont considéré qu'il était de leur devoir de s'élever contre l'injustice que consistait le maintien d'une puissance coloniale sur un peuple qui voulait sa liberté et son indépendance. Ils ont d'ailleurs fait preuve à ce moment-là d'un réel courage en témoignant contre ceux qui les considéraient comme des ennemis de la République. J'ai moi-même été très heureux, après 1962, d'aller travailler en Algérie pour renouer des relations avec un peuple qui avait lutté pour sa dignité.

Dreyfus a lui aussi été considéré comme un ennemi de la République puisqu'on l'accusait d'avoir trahi son pays. Je crois que la prise de position de nombreux intellectuels français en défense de la lutte du peuple algérien pour son indépendance s'apparente à celle contre l'injustice faite au capitaine Dreyfus.

d'un Juif dans l'armée française, que celle-ci traite à l'époque avec mépris et manque de considération. S'opposer au sort que subissent les clandestins tient pour moi du même souci de ne pas laisser bafouer des valeurs fondamentales d'humanité et de solidarité avec ceux qui sont injustement traités, et de ne pas dissimuler cela. Il faut avoir le courage de l'exprimer sans aucune réticence.

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER DOUBRE
Stéphane Hessel a récemment publié Ô ma mémoire. La poésie, ma nécessité, Seuil, 324 p., 22 euros, une « autobiographie par le détour de la poésie ».

(1) *L'Affaire*, Fayard/Julliard (rééd.), 1993.

* Ce colloque a lieu (de 9 h à 18 h) le 8 décembre à l'École militaire et le lendemain à l'Hôtel de ville de Paris. Parmi une foule d'intervenants, on doit signaler la présence de Robert Badinter, Michel Tubiana, Vincent Duclert, Françoise Blum, Lucie Aubrac, Hervé Duchêne, Benjamin Stora, Henri Leclerc et Gilles Manceron.

Vous êtes beaucoup engagé aujourd'hui pour les sans-papiers. Cet engagement s'inscrit-il dans la même lignée ?

Encore une fois, il ne faut pas tout mêler. Cependant, tout comme Dreyfus a été injustement condamné et en a subi les effets pendant des années, on peut dire que les malheureux clandestins venus en France dans l'espoir d'y faire leur vie, d'y amener leur famille et d'y être reconnus peu à peu comme des membres à part entière de la société française, sont, selon moi, les victimes d'une façon très injuste de concevoir les problèmes de l'immigration. Cette injustice se manifeste en particulier lorsque tout à coup on les recherche, on les arrête dans la rue, on les met dans des camps de détention pour les expulser de France. L'immigration est un sujet immense, et il faudrait beaucoup plus de temps pour en parler. Cependant, le fait de considérer que ces immigrés n'auraient pas droit à l'accueil de la société française s'apparente à un refus de l'étranger : c'est donc bien, à mon avis, quelque chose qui ressemble – certes de loin, mais tout de même – à la situation



Alfred Dreyfus dans les années 1930.

Vient de paraître

MÉMOIRE Harkis

Un livre pour sortir de l'ombre les souffrances et le mépris subis par les harkis. Fatima Basnaci-Lancou a rencontré « treize chibanis harkis ». « *Chibanis* » : le terme désigne des vieux, avec tout le respect qui leur est dû. Au seuil de leur vie, alors qu'il est encore temps de transmettre une histoire ignorée, ils témoignent de ce que fut leur engagement auprès de l'armée française pendant la guerre d'Algérie, puis, devant la répression dont ils furent la cible, de leur nécessaire exil dans cette France qui ne les reconnaît plus. Quand ils la servaient, pourtant, contre leurs « frères », on leur répétait jusqu'à plus soif qu'ils étaient français. Trahis, ils racontent notamment leur arrivée dans le camp de Rivesaltes, où ils furent parqués comme dans une prison. Ils décrivent la domination coloniale qui continue à peser sur eux sur le territoire français bien après 1962. De leurs paroles, il ressort aussi toutes les complexités – et les horreurs – de cette très « sale guerre » d'Algérie.

« *La douleur qu'expriment les récits de ces treize chibanis harkis est plus vaste que les territoires des deux pays dont l'affrontement a broyé leur vie* », écrit Gilles Manceron dans sa préface. Mais il a intitulé celle-ci : « *Pour que le chagrin s'arrête* ».

C. K.

Treize Chibanis harkis, Fatima Basnaci-Lancou, Éditions Tirésias, 90 p., 10 euros.

Un mur contre la paix

René Backmann raconte l'histoire du « mur » israélien en Cisjordanie.



édacteur en chef au *Nouvel Observateur*, où il dirige le service étranger, René Backmann est sans doute l'un des meilleurs connaisseurs du Proche-Orient. Il fallait son expérience du dossier israélo-palestinien pour faire un sort à une idée

reçue : non, le « mur » dit de séparation n'est pas l'œuvre politique d'Ariel Sharon. Il trouve ses fondations beaucoup plus profondément dans l'idéologie sioniste. Dans le livre qu'il consacre à cet édifice controversé, dont la construction a été entamée en 2002, Backmann rappelle que, dès 1923, l'ancêtre politique de Sharon, Zeev Jabotinsky, nourrissait le projet d'une « *muraille de fer* » destiné à protéger le futur État juif contre « *le refus arabe* ». Mais la droite sioniste n'a pas le monopole du mur. La « zone stratégique défensive » imaginée en 1967 par le travailliste Ygal Allon dessinait déjà les contours administratifs d'un enfermement des enclaves palestiniennes de Cisjordanie, à l'époque sous souveraineté jordanienne. Et c'est Yitzhak Rabin, Premier ministre travailliste, tout auréolé du succès d'Oslo, qui, en janvier 1995, a demandé pour la première fois la mise à l'étude du projet.

L'autre idée reçue (mais celle-ci n'est « reçue » que par les idéologues qui veulent bien la recevoir) que contredit l'ouvrage de Backmann, c'est évidemment l'idée d'une protection contre le terrorisme. Par une enquête de terrain minutieuse, le journaliste montre la perversité de cette fausse frontière qui empiète largement sur les territoires palestiniens, démantèle les cultures, déchire les villages et les familles. Il suffit pour s'en convaincre de suivre les pas de René Backmann dans les rues étroites de Ras a-Tira, un village proche de Qalqiliya : « *Contre le gré de ses habitants* », Ras a-Tira a été inclus « *dans la boucle de la barrière qui se referme autour de la colonie d'Alfei Menashe* ». Une partie des terres des villages alentour ont servi à construire le mur. Un habitant montre comment le tracé anticipe sur la future extension de la colonie israélienne ; « *Je vais vous montrer, dit-il, pourquoi le mur fait une aussi large boucle [...]. Pourquoi nous sommes prisonniers. Et pourquoi ils nous mentent.* » Ils mentent aussi à l'opinion occidentale. Le mur est en fait un redoutable instrument d'annexion. Sans discours ni idéologie, le livre de Backmann, à la fois enquête et reportage, en fait la démonstration.

DENIS SIEFFERT

Un mur en Palestine, René Backmann, Fayard, 307 p., 20 euros.

LA VIE
ASSOCIATIVE
ET CITOYENNE

RÉSISTANCES
À la mondialisation libérale, mouvement social, femmes, sans-papiers...

ÉCONOMIE SOLIDAIRE
Monde mutualiste, mouvement coopératif, commerce équitable...



ÉCOLOGIE
Environnement, cadre de vie...

CULTURE ALTERNATIVE
Théâtres de rue, friches, squats...

SUR LE NET
L'action citoyenne sur la toile

La séquence Action
avec Xavier Frison (Résistances), Thierry Brun, Dante Sanjurjo (Économie solidaire), Patrick Piro (Écologie), Christine Tréguier (sur le net, babilweb@politis.fr).

Contacts :
association@politis.fr

Pour la partie Économie solidaire :
Thierry Brun, 01 55 25 86 87, ecosocial@politis.fr

SANTÉ

Une politique injuste

Le 1^{er} décembre, se tient la Journée mondiale de lutte contre le sida. En France, les migrants sont les plus touchés par l'épidémie. Ils bénéficient en théorie d'un droit au séjour pour se soigner, mais les conditions de son obtention se durcissent.

Ce jeudi 30 novembre, à 18 h 30, partira de la Bastille la traditionnelle manifestation du 1^{er} décembre, organisée par l'association Act Up-Paris. Cette édition 2006 de la Journée mondiale de lutte contre le sida marquera les 25 ans de l'apparition de la pandémie. Le sida s'est répandu sur tous les continents, en particulier en Afrique, où vivent plus de 70 % des malades. Le rapport de l'Onusida de 2005 donnait le chiffre de 41 millions de personnes infectées dans le monde, avec plus de 3,1 millions de morts pour cette seule année. En 2005, 7 000 nouveaux diagnostics de séropositivité étaient recensés par l'Institut national de veille sanitaire, dont plus de 20 % des cas étaient déjà au stade « sida ». Ces données montrent le relatif échec de la politique de prévention dans l'Hexagone.

Population où elles progressent le plus depuis des années, les migrants représentaient 56 % des nouvelles contaminations en 2005. Sous la pression des associations, la loi Chevènement adoptée fin 1997 créait une carte de séjour « vie privée et familiale », avec droit au travail, pour celui qui réside « habituellement en France, dont l'état de santé nécessite une prise en charge médicale dont le défaut pourrait entraîner des conséquences d'une exceptionnelle gravité, sous réserve qu'il ne puisse effectivement bénéficier d'un traitement approprié dans le pays dont il est originaire ». Une personne vivant en France depuis au moins un an sans accès aux traitements dans son pays d'origine acquerrait donc un véritable droit de se faire soigner. En 2005, 18 572 cartes étaient délivrées, dont 6 307 pour la première fois.

Mais, depuis 2002, Nicolas Sarkozy n'a cessé d'enrager contre ce dispositif qui, selon lui, crée un « appel d'air » à l'immigration clandestine. Deux circulaires, en 2002 et en 2003, ont durci les critères de délivrance de ces titres de séjour, et les associations de malades sont de plus en plus confrontées aux tracasseries récurrentes que les préfectures font subir aux étrangers malades. Dirigé par le médecin et sociologue Didier Fassin, le Comité médical pour les exilés (Comede) est né en 1979 « pour répondre aux besoins médicaux des demandeurs d'asile arrivant en France et exclus de toute possibilité d'accès aux soins ». Il constate que, si 99 % des demandes étaient acceptées en 2002, seules 77 % l'étaient en 2003, pour tomber à 55 % en 2004, et 53 % au premier semestre 2005...

Dernière attaque contre ce dispositif, un projet de circulaire du ministère de l'Intérieur indique la création d'un « listing » sur lequel doivent s'appuyer les préfets, mentionnant l'existence (ou non) de traitements selon les



Manifestation dans les rues de Nice, le 1^{er} décembre 2005.

pays et les pathologies, en partie réalisé à partir d'un questionnaire envoyé en mai 2006 à 26 ambassades françaises à l'étranger. On y apprend que « l'offre de soins » serait « exhaustive » au Maroc, en Roumanie, en Russie ou aux Philippines, ce qui exclut les ressortissants malades de toute régularisation. Cette mesure fait d'ailleurs suite à un autre texte de 2005 qui ordonnait aux préfets de ne plus prendre en compte l'aspect financier dans l'évaluation de l'accès effectif aux traitements dans les pays d'origine : peu importe si une semaine de soins coûte deux ou trois mois de salaire !

Ce récent projet de circulaire a fait l'objet, le 9 novembre, d'une lettre ouverte de protestation à Jacques Chirac, de toutes les associations engagées sur ces questions. Les signataires pointaient en outre le fait que l'avis délivré par le médecin inspecteur (positif à 65,2 % en 2004) devrait « donner au préfet des indications suffisantes sur la gravité de la pathologie », c'est-à-dire la fin du secret médical ! Seule note d'espoir, le sida et la tuberculose sont exclus de cette circulaire. Pour cette dernière, la raison est simple : les personnes atteintes de tuberculose ne sont admises dans aucun avion ! Pour le sida, on peut penser que le ministre de l'Intérieur a pris un peu plus de précautions. Les associations de malades du sida admettent en effet que rares sont les refus de titres de séjour pour les personnes séropositives, en raison, notamment,

de la situation épidémiologique et d'accès aux soins dans les différents pays d'origine, souvent mieux documentée que celle d'autres pathologies. Surtout, très médiatisée, la lutte contre le sida a une histoire, l'opinion publique y étant sensibilisée depuis longtemps, et l'administration n'ignore pas que ces malades sont souvent bien organisés et soutenus par des militants déterminés. Toutefois, si la mobilisation paie face aux attaques les plus graves, il n'en demeure pas moins une « vraie dégradation dans les pratiques de l'administration », comme le reconnaît le responsable de la commission « Étrangers » d'Act Up-Paris, Antonin Sopena, « en particulier en ce qui concerne les autres pathologies : cela nécessite un combat au quotidien, pour chaque dossier, pour chaque personne malade ».

En outre, bénéficiant de l'Aide médicale d'État, les malades étrangers n'ont pas de carte Vitale, et les médecins sont de moins en moins nombreux à les accepter. Ils ne fréquentent plus alors que les urgences, où ils arrivent avec des pathologies à des stades plus avancés que le reste de la population, occasionnant des surcoûts pour le système de santé. Et Antonin Sopena de conclure : « Injuste, cette politique est aussi absurde du point de vue de la santé publique : [...] on voit très bien la quasi-disparition de l'usage de la médecine préventive chez les étrangers malades, qui, quand ils sont diagnostiqués, ont des virus plus résistants. »

OLIVIER DOUBRE

ENTRETIEN

« La clandestinité nuit à la prévention »

Les médecins inspecteurs de santé publique s'inquiètent de l'accueil réservé aux étrangers malades. Les explications de Bernard Faliu*.

Quel est le rôle des médecins inspecteurs de santé publique (Misp) vis-à-vis des étrangers séropositifs ou atteints du sida ? **Bernard Faliu** : En ce qui concerne le sida, les Misp assurent une veille épidémiologique au niveau des directions départementales des affaires sanitaires et sociales (Ddass) en contrôlant les déclarations obligatoires. L'analyse de l'évolution du sida relève de l'Institut de veille sanitaire. Les Misp sont également chargés d'animation départementale : contacts avec les associations, mise en place d'actions de prévention, de coordination, etc. Un travail de terrain qui dépend du nombre de cas de sida et de séropositivité, mais aussi de l'offre de soins et de la présence de partenaires dans chaque département. Enfin, les Misp travaillent avec les médecins hospitaliers sur des problématiques de prévention, de soins, de ressources. L'activité liée au sida ne représente qu'une petite partie du travail d'un Misp.

Les Misp ont entamé un mouvement de revendication le 7 novembre pour protester notamment contre un manque d'effectifs. En quoi cela affecte-t-il vos missions ?

Seuls médecins statutaires de la Fonction publique d'État, diplômés de santé publique, les Misp ont, pour 400 d'entre eux (sur 500 environ en France), une fonction d'interface, dans les Ddass et les Drass (directions régionales des affaires sanitaires et sociales), avec les professionnels de santé. Ils sont aussi garants de la déontologie médicale dans les pratiques administratives. Avec la nouvelle loi de finances, une centaine d'emplois vacants ont disparu. Nous ne sommes pas assez nombreux pour faire face aux nouvelles missions de sécurité sanitaire et d'inspection, et nous manquons de collaborateurs. Les vétérinaires inspecteurs sont deux fois plus nombreux que nous ! Nous avons beaucoup de mal à recruter : les Misp sont rémunérés 30 % de moins qu'un médecin hospitalier. En ce qui concerne le sida, par exemple, plus on est pris par d'autres tâches, moins on peut se rendre sur le terrain et impulser des politiques de prévention.

Au sujet du maintien des étrangers malades sur le territoire, le Misp relève du code de déontologie médicale et bénéficie d'une indépendance technique. Il remet un avis au préfet, qui décide de le suivre ou pas. Reste que le nombre de demandes d'avis aux Misp a beaucoup augmenté malgré des effectifs constants.

L'Inspection générale des affaires sociales (Igas) a publié en septembre un rapport sur le maintien des étrangers malades sur le territoire, qui va dans le sens de vos revendications. Qu'en pensez-vous ?

Normalement, nos missions collectives de

santé publique passent par des programmes en direction de populations. Nous n'avons pas à donner d'avis médical sur des dossiers individuels. Mais, pour les étrangers malades, on nous demande, à partir d'un rapport médical, notre avis sur des individus : quelle gravité de la pathologie ? Quels risques liés à un défaut de prise en charge ? Quelles possibilités de se soigner pour la personne dans son pays ? Si nous restons les garants du secret médical, cet avis influe forcément sur la décision de maintien sur le territoire. Or, nous ne pouvons que répondre aux questions relatives à la maladie. Nous avons beaucoup de difficultés à évaluer l'accès aux soins à l'étranger. Cette question divise beaucoup. D'autant que l'afflux des dossiers « étrangers malades » empiète sur d'autres missions. Le sida et la séropositivité sont des cas à part : une circulaire du 30 septembre 2005 précise que toutes les personnes qui en sont atteintes ne peuvent être traitées dans les pays d'origine. Par conséquent, une séropositivité asymptomatique peut à elle seule justifier un avis favorable au séjour en France. Il faudrait voir appliquer la même rigueur pour les pathologies chroniques ayant le même potentiel de gravité.

Un projet de circulaire restreignant les droits des étrangers malades, en provenance du ministère de l'Intérieur, provoque la réaction des associations de défense des étrangers. Quelle est la vôtre ?

Le Syndicat des médecins inspecteurs de santé publique (Smisp) avait déjà publié, en janvier, une motion concernant les étrangers malades et l'aide médicale d'État. Deux ans après la loi du 26 novembre 2003 sur l'immigration, la situation s'aggrave : accroissement du nombre d'étrangers déboutés du droit d'asile, très forte augmentation des demandes d'avis relatives à la procédure « étrangers malades », progression du nombre d'avis négatifs, politique restrictive d'accès aux soins des étrangers... Le Smisp est très préoccupé : le rejet des étrangers dans la clandestinité et les restrictions apportées aux conditions d'accès à l'Aide médicale d'État sont contraires à la mise en place de toute politique de prévention et de dépistage. L'existence et la disponibilité des thérapeutiques dans les pays d'origine ne sauraient être confondues avec leur accessibilité. Enfin, les médecins inspecteurs de santé publique se doivent d'être les garants de la reconnaissance et de l'application du droit des étrangers, et ne sont en aucun cas des auxiliaires de la politique d'immigration.

PROPOS RECUEILLIS PAR INGRID MERCKX

* Président du Syndicat des médecins inspecteurs de santé publique (Smisp).

Une séropositivité peut à elle seule justifier un avis favorable au séjour en France. Il faudrait voir appliquer la même rigueur pour les pathologies chroniques ayant le même potentiel de gravité.

Agenda

Paris : le 2 décembre, AC !, l'Apeis, la CGT-Chômeurs et le MNCP organisent une manifestation nationale « contre le chômage et la précarité, pour la justice sociale ». Rendez-vous à 14 h, place de la République, « pour faire entendre la parole des plus démunis et des laissés-pour-compte ». Rens. : AC !, www.ac.eu.org

Paris IV^e : le 30 novembre, à 20 h, l'association du Dialogue interculturel et interreligieux vous invite au récit du pianiste Abdel Rahman El Bacha dans les salons de l'Hôtel de ville de Paris. La contribution des participants (à partir de 20 euros) sera intégralement reversée à l'association Solidarité laïque au Liban, afin de financer un projet d'accompagnement scolaire. Rens. et inscription : 01 45 35 13 13, info@solidarite-laïque.asso.fr

Paris XIX^e : le 30 novembre, à 18 h 30, séance inaugurale de l'université ouverte de la coordination des intermittents et précaires d'Ile-de-France. Ce cycle questionnera ce que l'on entend par « néolibéralisme » en s'appuyant plus particulièrement sur une lecture du cours de Michel Foucault, « Naissance de la biopolitique » (1978-1979). Rendez-vous à la CIP-IDF, 14-16, quai de Charente. Rens. : www.cip-idf.org/article.php?id_article=3069

Ivry-sur-Seine (94) : le 30 novembre, à 19 h 30, débat du « café des sciences » sur le thème « Fallait-il réintroduire l'ours dans les Pyrénées ? Questions sur la biodiversité ». Avec notamment Alain Coléno, professeur émérite à l'Institut national agronomique Paris-Grignon, Farid Benhammou, géographe, doctorant à l'Engref, et Pierre-Henri Gouyon, professeur au Muséum national d'histoire naturelle. Café le Picardie, 1, rue Pierre-Brossolette. Merci de réserver au 01 46 72 19 77. Pour le repas servi à partir de 21 h 30, prévoir 10 euros.

Saint-Denis : les 1^{er} et 2 décembre, le Groupe de recherche sur la violence extrême organise un colloque intitulé « Denis historiques et travail de la mémoire ». Avec le soutien, entre autres, de l'Association internationale de recherche sur les crimes contre l'humanité et les génocides, et du Laboratoire d'études et de recherches sur les logiques contemporaines de la philosophie de l'Institut universitaire de France. Saint-Denis, musée d'Art et d'Histoire, www.musee-saint-denis.fr

Paris XX^e : le 4 décembre, à 19 h 30, au studio l'Ermitage (8, rue de l'Ermitage M^e Jourdain ou bus 26), rencontre et débat avec Juliano Mer Khamis, réalisateur du film *Les Enfants d'Arna* et animateur du projet du « Théâtre de la liberté » de Jénine. L'association les Amis du Théâtre de la liberté de Jénine (ATL Jénine) a été créée à l'appel de l'Union juive française pour la paix (UJFP) et de la Société des amis du théâtre Al Rowwad (du camp de réfugiés d'Aida, à Bethléem). ATL Jénine, maison des associations du XVII^e, boîte aux lettres n° 84, 15, passage Ramey, 75018 Paris, theatrejenine@yahoo.fr

Montreuil (93) : le 5 décembre, à 20 h, salle des fêtes de la mairie, grand meeting unitaire régional de la gauche antilibérale, avec Léonce Aguirre, Clémentine Autain, Hamida Ben Sadia, Patrick Braouezec, Marie-George Buffet, Éric Coquerel, René Revol, Yves Salesse. Accueil, stands des collectifs et restauration dès 18 h 30.

RÉSISTANCES

FEMMES
Directive vitale

Le Lobby européen pour les femmes (LEF) se mobilise pour les femmes demandeuses d'asile. La directive « qualification », définissant qui peut demander le statut de réfugié et bénéficier d'une protection subsidiaire dans tous les États membres de l'Union européenne, devait être transposée dans le droit national

pour le 10 octobre. Or, « *seuls six pays ont respecté ce délai* », s'étonne le LEF : l'Estonie, la Lituanie, l'Autriche, la France, la Slovénie et le Luxembourg. Et le mouvement de lancer illico une action de lobbying sous la forme d'un modèle de lettre à adresser aux gouvernements nationaux. La directive concernée « *est particulièrement intéressante* » pour les femmes demandeuses



d'asile, « *car elle contient des mesures spécifiques et reconnaît que les auteurs de persécutions peuvent être des acteurs non étatiques* ». Un point « *vital* » pour les femmes qui demandent protection sur la base de persécutions liées au genre, perpétrées par les membres de la famille ou de la communauté. **Lettre à télécharger sur : www.womenlobby.org**

ARMES

Tarir le marché de la mort

La Norvège appelle à des négociations pour faire enfin interdire les bombes à sous-munitions.

Sentiments mêlés pour ceux qui fondaient des espoirs sur la troisième « conférence d'examen de la convention de 1980 sur certaines armes classiques » (CCW), organisée du 7 au 17 novembre à Genève. Le coup de massue, d'abord : la proposition de lancer des négociations sur un nouvel instrument juridique contraignant spécifique aux bombes à sous-munitions (BASM), formulée par 27 États et encouragée par les ONG de la Coalition contre les sous-munition (CMC), a été rejetée. Malgré la prise de conscience de la société civile et de certains États des ravages que causent ces armes sur les populations civiles, « *la centaine d'États réunis au sein de la CCW n'a pas réussi à dégager de consensus* », regrette Handicap International, un membre de la CMC, en pointe dans ce combat.



L'espoir, ensuite : la Norvège a pris l'initiative d'appeler les États, le Comité international de la Croix-Rouge et les ONG à négocier hors de la CCW, afin d'aboutir rapidement à un traité d'interdiction des BASM. Estimant que, depuis cinq ans, les débats au sein de la CCW n'ont apporté aucune réponse à la mesure du drame, la Norvège a donc décidé de prendre les chemins de traverse. L'initiative s'appuie sur la déclaration de vingt-quatre États qui ont appelé, le 17 novembre, à l'interdiction

des BASM. Leur proposition pose déjà les bases d'un futur traité. Handicap International veut croire que le coup de panache de la Norvège « *préfigure un processus semblable à celui qui avait abouti, il y a dix ans, au Traité d'Ottawa d'interdiction des mines antipersonnel, actuellement signé par 151 États* ».

En attendant, les membres de la CMC appellent d'autres pays, dont la France, à se joindre à ces futures négociations. Car, pendant ces débats à Genève, « *la France s'est illustrée par son silence* », constate Handicap International : « *Elle ne s'est pas jointe aux quinze pays de l'Union européenne ayant soutenu un mandat de négociation spécifique aux BASM, et n'a fait encore aucune déclaration sur sa volonté d'aboutir à un instrument interdisant ces armes* ». Jusqu'à présent, la France s'est contentée d'indiquer que les instruments juridiques existants sont suffisants, et qu'une interdiction complète de la production, de l'utilisation et du transfert des BASM n'est pas nécessaire. Le troisième exportateur mondial d'armes voit sans doute d'un mauvais œil une nouvelle menace se concrétiser sur le si juteux marché de la mort.

XAVIER FRISON

Handicap international, 04 78 69 67 00, www.handicap-international.org

HANDICAP
Trophées

L'accès au travail et à une vie professionnelle est un droit pour tous. La Fédération des associations pour adultes et jeunes handicapés (Apajh) vient de lancer la 3^e édition des Trophées Apajh. Conçus pour « *valoriser les initiatives publiques et privées qui favorisent la participation à la vie sociale, professionnelle et culturelle des personnes en situation de handicap* », les trophées récompensent des réalisations exemplaires dans les domaines de l'accessibilité à l'école et à la culture, le service public, l'accessibilité à la ville, l'insertion professionnelle et un projet d'envergure européenne. Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 5 janvier prochain. **Fédération des Apajh, 01 55 39 56 00, federationapajh@wanadoo.fr**

LOGEMENT
Au tour des agences



Jeudi noir, le joyeux collectif contre le logement trop cher (voir *Politis* n° 926), ne se contente plus de secouer les propriétaires privés, il s'attaque désormais aux agences immobilières, grandes bénéficiaires de la guerre du logement. Jeudi noir lance un petit nouveau dans le paysage de la presse militante en Corse. *L'Acellu di l'Isula* se veut écologique, paysan, solidaire, ouvert au peuple et à la « *désobéissance civile* ». Interpellé par la société, « *qui, au nom du progrès, a fabriqué la misère* », inquiet de la disparition des travailleurs de la terre face au règne de la malbouffe et consterné par les effets de la politique néolibérale, *l'Acellu di l'Isula* entend bien « *poser des questions,*

DÉLINQUANCE

La loi en question



À l'heure où l'Assemblée nationale examine le projet de la loi sur la prévention de la délinquance, le Collectif national unitaire contre la délation exige le « *retrait de ce texte qui menace la prévention, le droit au travail, l'éducation, le soin et les libertés individuelles* ». Une opposition renforcée par l'adoption de deux amendements à l'Assemblée nationale introduisant l'obligation de transmission au maire des informations relevant des missions de protection de l'enfance. En première lecture, le Sénat « *aggravait* » déjà le projet en introduisant un article permettant de faire évacuer en trois jours, à la demande du maire et sur ordre du préfet, les gens du voyage en stationnement irrégulier, alors même que les aires prévues par la loi ne sont pas mises en place. Scandalisées par cette nouvelle disposition, une vingtaine de grandes associations signent une lettre ouverte contre l'article 12 *ter* du projet de loi. Elles regrettent que « *le nombre de places réalisées sur le territoire national pour l'accueil des gens du voyage demeure à ce jour très insuffisant au regard des besoins recensés dans l'ensemble des plans départementaux établis à cet effet par la loi du 5 juillet 2000* ». Cette pénurie, créée « *par la défaillance, voire l'opposition* » des élus locaux, réduit la possibilité pour les personnes vivant en caravane de stationner de manière régulière. Pourtant, « *aucune condamnation des maires qui refusent de se mettre en conformité avec la loi n'est prévue* ».

X. F.

Collectif national unitaire, 04 78 22 17 55, www.abri.org, CCFD, www.ccfid.asso.fr

pour recenser le plus de (mauvaises) expériences possibles. **Jeudi noir, www.jeudi-noir.org**

MÉDIAS
Nouveau journal engagé en Corse

Avec quelques amis « *d'ici et d'ailleurs* », le paysan Jean-Yves Torre lance un petit nouveau dans le paysage de la presse militante en Corse. *L'Acellu di l'Isula* se veut écologique, paysan, solidaire, ouvert au peuple et à la « *désobéissance civile* ». Interpellé par la société, « *qui, au nom du progrès, a fabriqué la misère* », inquiet de la disparition des travailleurs de la terre face au règne de la malbouffe et consterné par les effets de la politique néolibérale, *l'Acellu di l'Isula* entend bien « *poser des questions,*

débattre et concrétiser des projets ». Relais de « *toutes les poches de résistances* », le trimestriel en appelle à la contribution des citoyens engagés : « *Ce journal peut permettre à qui le veut de s'exprimer sur tous les sujets qui touchent la Corse et notre pays, la Terre* ». Longue vie à *l'Acellu di l'Isula*. **L'Acellu di l'Isula, trimestriel, n° 1 octobre-décembre, 2 euros, abonnements 10 euros, 12 euros ou plus. Courriel : [lacellu.dilisola@gm ail.com](mailto:lacellu.dilisola@gmail.com)**



TÉLÉVISION

La pub en force

Les ministres européens de la Culture, dont Renaud Donnedieu de Vabres, « *sont sur le point de liquider, en catimini, un pan de l'exception culturelle française pour s'inspirer des règles américaines en matière de publicité et de placement de produit* », révèle l'UFC-Que choisir. Selon l'association de consommateurs, le Conseil des ministres européens s'apprête à court-circuiter le débat prévu pour décembre et prépare trois décisions explosives. Il s'agirait d'abord de légaliser le placement de produit, pratique jusqu'à présent prohibée consistant à placer contre rémunération des publicités directement dans les œuvres diffusées. La multiplication et l'allongement des



coupages publicitaires, y compris lors des programmes pour enfants, sont également dans les cartons. Enfin, les ministres européens souhaitent renoncer à limiter, lors des émissions destinées aux enfants, la diffusion en masse de publicités vantant les mérites de produit alimentaires déséquilibrés. Or, « *89 % des spots diffusés en France dans ces programmes concernent des produits trop riches en sucre et en matières grasses* », rappelle UFC-Que choisir. **UFC-Que choisir, 01 44 93 19 84, www.quechoisir.org**

À lire

Récit d'exil

Un jour, Jean-Paul Dzokou-Newo quitte le Cameroun pour se rendre en Europe. Il traverse le Nigeria, le Niger, l'Algérie, la Libye puis le Maroc, où il tente de passer la barrière de Melilla. Il se blesse gravement, subit une intervention chirurgicale et doit s'astreindre à une immobilisation complète pendant trois mois. Accueilli

par le père Joseph Lepine, à Oujda, Jean-Paul lui raconte son histoire, un récit épique et dramatique relaté dans *Une marche en liberté. Émigration subsaharienne*. L'ouvrage se présente comme un témoignage poignant sur la vie et les événements quotidiens subits par les exilés, déshumanisés tout au long de leur marche et qui essayent, tant bien que mal, de résister à cette indignité. Un sort calqué sur celui de milliers d'exilés d'Afrique subsaharienne poussés par les guerres, les persécutions, les dictatures, les génocides ou la misère économique à fuir loin de leurs pays pour survivre, trouver refuge, aider leurs proches, étudier ou simplement goûter le monde. Leur malheur initial se double aujourd'hui d'un autre dont tous sont victimes, l'agressivité aveugle d'une Europe devenue forteresse, obnubilée par ses fantasmes de déferlante migratoire. Sans bien identifier l'origine politique de ce phénomène, Jean-Paul en subit les conséquences tous les jours. Un témoignage unique.

X. F.

Joseph Lepine présente le récit de Jean-Paul Dzokou-Newo, *Une marche en liberté. Émigration subsaharienne*, 15 euros, 4 euros de port, éditions Maisonneuve & Larose, 01 44 41 49 30, serveur@wanadoo.fr Détails sur : <http://terra.rezo.net/article451.html>

SUR LE NET

Interdit de crypter

La Cour de cassation vient de donner raison aux prud'hommes : un employé n'est pas autorisé, hors l'accord de son employeur, à crypter les données contenues sur son ordinateur professionnel. C'est ce qu'avait fait un attaché technico-commercial travaillant dans une société informatique. La haute cour a estimé qu'il a empêché son employeur d'y avoir accès pendant son absence, et commis de ce fait une faute grave justifiant son licenciement sans préavis. Pourtant, crypter son disque dur pour éviter les indiscretions est une pratique courante en entreprise. Mais cette précaution n'est pas du seul ressort des employés, qui doivent attendre l'ordre du patron. On en conclut que, s'il y a vol de données non cryptées, c'est le patron qui devra être licencié pour avoir omis d'ordonner le cryptage.

http://www.legalis.net/brevs-article.php3?id_article=1788

Ségo-phobie

Depuis le plébiscite de Ségolène Royal par les militants, la ségo-folie va bon train ; ça glose ferme sur l'espoir suscité par la femme providentielle, la rupture que serait une figure maternelle présidentielle... Et on en passe. À destination de ceux qui vénèrent l'icône, des petits malins ont monté un site « *qui guérit de Ségolène Royal* », baptisé Ségo Stop. Il prétend proposer des remèdes, mais, à bien y regarder, on n'y trouve guère que du diagnostic et, en guise de symptômes, des extraits de programme et des citations. Certes, ceux-ci ne sont pas à l'honneur de la dame du Poitou, mais quel homme/femme politique peut se prétendre irréprochable ?



Les auteurs se présentent comme « *des militants, certains étant adhérents dans les partis de la droite et du centre, d'autres non* », tous ségo-phobiques. Le site fait certes office de vaccin, en inoculant le doute, mais on attend encore l'antidote... **<http://www.segostop.com/>**

Doit-on sauver le soldat Cnil ?

Christian Paul (député PS rénovateur) lance sur son blog un cri d'alarme : « *Sauvons la Cnil !* » Faisant écho au président de celle-ci, Alex Turk, il aligne les motifs d'inquiétude : dossier médical (DMP) non-maîtrisé, carte d'identité biométrique, croisement des fichiers de sécurité sociale, fichier Stic toujours aussi peu crédible, fichage des étrangers et des personnes les hébergeant, manque de moyens empêchant l'autorité de faire son travail de protection des citoyens. Tout cela est malheureusement vrai. Mais ce qui est vrai aussi, c'est la dernière déclaration d'Alex Turk, interrogé par *le Monde* sur les dangers d'utilisation du NIR (le numéro de Sécu) pour l'identification du DMP : « *Le NIR est devenu une question sur laquelle les avis ne sont plus aussi tranchés qu'auparavant* ». Or, l'interconnexion des fichiers via le NIR était l'une de raisons qui ont amené en 1978 à la création de la loi Informatique et Libertés et de la Cnil. Alors, si la Cnil ne tranche plus, il faut sans doute l'aiguiser ou changer de couteau. **www.culturenumerique.net/index.php?2006/11/15/58-sauvons-la-cnil** **www.lemonde.fr/web/article/0,1-0-2-3226,36-834271@51-824239,0.html**

BABIL WEB

PAR CHRISTINE TRÉGUIER

Concentration

On assiste depuis quelque temps aux États-Unis à la convergence prédictée depuis quinze ans entre groupes médias, opérateurs de télécoms et acteurs d'Internet. Une convergence qui se solde par une concentration sans précédent. Le sujet est d'actualité, et il nous/vous concerne, puisqu'il est impératif que *Politis* perde sur papier mais aussi sur le Net, au-delà du site et du blog que vous connaissez. Observons donc les tendances. Les premiers vainqueurs de la convergence sont les Yahoo ! Google et autres gros prestataires. Ils empruntent et/ou rachètent à tout-va les contenus pour ensuite les indexer et vendre leurs outils et leurs pubs. Mais les achats récents par des fonds d'investissement de la presse papier, listés dans un excellent article de ZD Net, laissent entrevoir une réalité encore plus inquiétante. Jusqu'ici, Google et consorts s'étaient contentés de référencer les articles de presse sur des portails spécialisés, passant contrat avec certains, supprimant les sources les plus réticentes à donner sans rien recevoir en échange. Ainsi, Yahoo ! a passé un accord de partenariat avec 170 quotidiens locaux étasuniens soucieux d'arrêter la fuite des lecteurs et des annonceurs vers le Net ; et la régie publicitaire Google Ads va placer des annonces pour une cinquantaine de quotidiens via le Net. Mais, aujourd'hui, ce sont les capital-risqueurs qui se payent les plus gros groupes médias. Deux fonds, déjà propriétaires de Warner Music, ont acheté Clear Channel communication (1 150 stations de radio locales, numéro un mondial de la publicité urbaine extérieure avec plus de 800 000 points d'affichage dans le monde). Un de ces mêmes fonds associé à un autre a acquis Univision Communications, principal diffuseur étasunien en langue espagnole (11 quotidiens et 20 chaînes de télévision). Même le Reader's Digest (18 millions de lecteurs en 21 langues) s'est récemment vendu pour 1,6 milliard de dollars.

Quelle est, à votre avis, la politique éditoriale d'un fond d'investissements ? Au-delà d'un chiffre d'affaires en croissance constante, c'est sans doute de continuer à transformer les contenus (en l'occurrence l'information) en produits déclinables et vendables, puis en supports publicitaires. Et de jeter ceux qui ne se venderont pas assez. Cette tendance ne touche pas encore la presse française, plutôt aux mains des marchands d'armes et de technologies, mais ça pourrait venir. Grâce à son indépendance, *Politis* fera tout pour y échapper, tout en préservant le nécessaire équilibre financier qui lui permettra de vivre longtemps. Pas facile !

www.zdnet.fr

ÉCONOMIE SOLIDAIRE

MÉDIAS

Guides et DVD

Pour ceux qui habitent la région Paca et cherchent à placer leur argent de façon solidaire, ou à emprunter pour développer une activité d'utilité sociale et/ou environnementale, l'Agence provençale de l'économie alternative et solidaire (Apeas) vient de sortir la deuxième édition de son *Guide de l'épargne et des finances solidaires en Paca*. Vendu 10 euros, il aborde les enjeux et le

contexte de l'épargne et des finances solidaires : leur situation actuelle en France et en Paca, le contexte général du secteur de la finance, ses limites et le rôle des finances alternatives, etc. L'Apeas édite également un *Guide de la consommation responsable et solidaire en Paca*, et vient de sortir un DVD-rom, *Pour une consommation responsable*. Il comprend notamment un documentaire avec des propositions concrètes pour une consommation



respectueuse de l'homme et de l'environnement. **Apeas : 04 91 99 02 40, apeas@apeas.fr, www.apeas.fr**

INITIATIVES Basques et solidaires

L'association Hemen (« Ici », en basque) se bat depuis près de trente ans pour un développement du Pays basque créateur d'emplois, respectueux de sa culture et de son environnement. Elle est notamment à l'origine de la première société de capital-risque solidaire en France, Herrikoa. Pour faire connaître ses activités, Hemen a rénové son site Internet, avec de nombreuses informations sur la création d'entreprises solidaires dans tout le Pays basque, ainsi qu'un espace

« emploi » où se croisent offres et demandes. Désormais, l'association édite aussi une lettre d'information électronique, en basque et en français. On apprend par exemple qu'elle a participé à la création en 2004 d'un observatoire socio-économique du Pays basque nord, Gaindegia, qui regroupe chefs d'entreprise, syndicalistes, enseignants, journalistes, chercheurs, etc. Il pointe les problèmes structurels, comme l'exode de 47 000 jeunes de 1982 à 1999, le manque d'ouverture vers le Pays basque espagnol, etc., contre lesquels l'action d'Hemen, d'Herrikhoa et de leurs partenaires est utile. **Hemen, 05 59 52 56 02, www.hemen-herrikhoa.org**

TOURISME Max Havelaar voyageur ?

L'Union nationale des associations de tourisme et de plein air (Unat) a lancé une étude de faisabilité sur une certification des voyages équitables, pilotée par FLO, l'organisme certificateur de la marque Max Havelaar. Le tourisme solidaire et équitable étant en plein développement, il n'est pas étonnant que la multinationale du commerce équitable s'y intéresse. Cependant, il est déjà difficile d'organiser des voyages de groupes dans le respect de la culture des populations d'accueil, et sans effets pervers sur leur organisation sociale et l'environnement. Même petites, rares sont les structures qui s'approchent de tels objectifs. Mais quand on connaît les partenaires que choisit habituellement Max Havelaar – Leclerc, Accor, Dagrís, McDonald's, etc. –, on peut craindre que « son » tourisme équitable consiste en la certification, à partir d'un cahier des charges peu exigeant, de quelques voyages des grands tour-opérateurs qui ont mis en place et perpétuent les formes de tourisme les plus destructrices des écosystèmes et des cultures. À suivre...

Agenda

● Samedi 2 décembre, comme il le fait une fois par mois, le Centre de ressources sur la non-violence de Midi-Pyrénées proposera une matinée de découverte des jeux coopératifs. L'opération s'appelle « Jouons pour apprendre à coopérer », et s'adresse aux personnes adhérentes ou non, de 3 à 99 ans, qui viendront seules ou en famille. « *Délivrés de la tension liée à la peur de perdre, dans le plaisir de jouer avec et non contre les autres, les joueurs explorent d'autres manières de "faire ensemble"* », expliquent les animateurs : *s'exprimer, argumenter, écouter, respecter l'avis de chacun, reconnaître et apprécier ses compétences, prendre des décisions d'un commun accord, etc.* » Entrée libre. **CRNV, 11, allée de Guérande (accès av. de Monturion), 31770 Colomiers, 05 61 78 66 80, crnv.midi-pyrenees@wanadoo.fr, www.non-violence-mp.org**

● Le 7 décembre se tiendra le Meeting de l'économie solidaire à 18 h 30, à la Maison de la mutualité de Paris V^e, à l'initiative de France active, association qui milite pour l'insertion par l'économie. Organisé dans le cadre de la campagne « S'investir » menée à partir du *Manifeste de l'économie solidaire* (voir le site), il étudiera les pistes pour développer ce secteur et créer de l'emploi, un développement de qualité et du lien social. Participeront Claude Alphandéry, Edmond Maire, Catherine Barbaroux, Gaby Bonnard, Isabelle Gaggini, Martin Hirsch, Jean-Louis Laville, Philippe Lemoine, Agnès Naton, Pierre Rosanvallon, Christian Sautter et Hugues Sibille. **Inscription gratuite au 01 55 87 55 72 ou sur www.sinvestir.org**

CONSOMMATION

Enquête sur le prix des fruits



Le groupe de travail « Économie sociale et solidaire » du Parti communiste français a publié une enquête analysant les prix des fruits dans la grande distribution. Menée dans le cadre d'une campagne de sensibilisation « pour une filière équitable fruits et légumes en France et en Europe », l'enquête analyse les prix, relevés de juin à septembre, des pêches, des nectarines, des tomates et des melons. « *Nous avons étudié 600 magasins, en 8 points européens*, indique Sylvie Mayer, ancienne députée européenne, responsable du commerce équitable et de l'économie sociale et solidaire au PCF. *Et l'analyse nous a poussés à faire des propositions, notamment sur la création d'un observatoire "transparence et équité" et de comités de vigilance locaux du commerce.* » L'Indecosa-CGT, la Confédération paysanne, la Fédération nationale des producteurs de fruits (FNPF) et le Modéf ont participé à cette action. Un classement comparatif entre les années 2005 et 2006 a été établi pour 16 grandes enseignes de la distribution, et l'étude sur les écarts de prix entre les magasins les plus chers et les moins chers est sans doute la plus spectaculaire. On s'aperçoit que des enseignes qui font campagne en faveur de prix bas, en particulier Leclerc, sont dans les derniers rangs. Et « *certaines enseignes ont vendu les produits importés plus chers que les produits français* », relève aussi l'enquête. Dans une pétition intitulée : « Grande distribution, qu'en pensez-vous ? », le groupe de travail du PCF s'est aussi interrogé sur ces résultats : « *Pourquoi des écarts de prix de 2 à 3 entre magasins pour un même fruit ou légume ? Pourquoi des prix plus élevés dans les quartiers au niveau de vie et d'habitat le moins élevé ? Pourquoi des promotions plus chères que les prix les plus bas dans d'autres magasins ?* » Ces questions seront posées au cours de prochaines rencontres avec les associations de consommateurs et les syndicats de salariés des grandes surfaces.

THIERRY BRUN

Pour obtenir l'enquête, groupe de travail « Commerce équitable et économie solidaire », 01 40 40 12 12, www.pcf.fr/solidaire, solidaire@pcf.fr

CAMPAGNE Les syndicats s'imposent

C'est le 300^e appel du Réseau Solidarité de la fédération Peuples solidaires, qui milite pour la défense des droits économiques, sociaux et culturels. Et il revêt un caractère « exceptionnel » puisque cette vénérable organisation s'est associée à la CGT pour défendre les droits syndicaux dans les plantations de bananes de la multinationale américaine Dole, en Amérique latine. Les deux organisations travaillent avec Colsiba, qui rassemble l'ensemble

des syndicats des ouvriers des plantations de bananes d'Amérique latine pour obtenir de la multinationale qu'elle prenne enfin des mesures concrètes. **Campagne « Dole, la liberté syndicale s'impose, et ça se respecte ! », Réseau Solidarité de Peuples solidaires, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes, 02 99 30 60 53, reseau-solidarite@peuples-solidaires.org, www.peuples-solidaires.org**



MUSIQUE

Rebelle et équitable ?

Les producteurs du nouveau label Original Dub Master tentent, non sans mal, d'élaborer une charte du commerce équitable musical pour promouvoir leur premier album.

LE COMMERCE DU DISQUE deviendra-t-il équitable ? Le label Original Dub Master a décidé de relever le gant. Son premier album, *Désert Rebel*, est vendu suivant certains principes du commerce équitable. Si ce disque est paru depuis un mois, la charte devant régir les activités de ce nouveau label est toujours en cours d'élaboration. La négociation collective entamée avec deux autres maisons de production indépendantes (1) est, pour l'instant, ralentie par le sujet qui fâche : travailler ou pas avec la grande distribution ? Les producteurs de *Désert Rebel*, Farid Mérabet et François Bergeron, ont en effet décidé de vendre également leur disque à la Fnac et dans la grande distribution.

Ce premier album (2) est le fruit d'un métissage musical réalisé, côté Afrique, par le groupe touareg du Niger, Takrist N'Akal, porte-parole emblématique de la rébellion touareg, et, côté français, par un collectif d'artistes. Daniel Jamet, de la Mano Negra, Guizmo, de Tryo, Amazigh Kateb, de Gnawa Diffusion, Sally Nyolo, du groupe Zap Mama, et Imhotep, du groupe IAM, se sont lancés dans l'aventure, qui a débuté en 2004. Farid Mérabet et François Bergeron découvriraient alors dans le désert marocain un groupe de musiciens touaregs jouant sur des guitares électriques branchées sur la batterie d'un 4X4. Ces

deux producteurs, issus du milieu musical alternatif, imaginent, après cette rencontre, un échange artistique alliant expérience musicale et engagement politique entre ces bluesmen des sables et des artistes venus de France. La rencontre aura lieu à Agadez, au Niger, en mars 2005. Au cœur du désert, dans les dunes du nord du pays, les musiciens des deux continents mettront en commun leur savoir-faire artistique, leur sensibilité et leur inspiration. Leurs chansons, aussitôt testées en public, connaissent un succès immédiat. La même année, le collectif Désert Rebel fait un tabac à Québec devant 6 000 personnes, ainsi qu'aux TransMusicales de Rennes (3).

Mais, soucieux de prolonger leur engagement auprès du peuple touareg par des actions concrètes de développement local, les deux producteurs se tournent vers certains acteurs du commerce équitable, tels que la Plateforme pour le commerce équitable (PFCE) et l'association Minga, qui réunit une centaine d'adhérents. À l'issue de ces échanges, Farid et François décident d'appliquer certains critères équitables à leur petite entreprise. Ils optent, par exemple, pour la transparence des comptes, la distribution (impérative mais non exclusive) du disque dans le réseau alternatif et indépendant, et l'instauration d'une taxe de

6 %, reversée localement (après amortissement des frais). Celle-ci devant permettre à Abdallah Ag Oumbadougou, le leader de Takrist N'Akal, de poursuivre son projet de création d'écoles de musique au Niger. Dans cet esprit, les deux producteurs décident de créer leur propre label et confient la distribution de leur disque à un indépendant, l'Autre Distribution. Ils décident aussi de privilégier le bouche à oreille à la publicité, pour laquelle aucun budget n'est prévu. L'album sera le premier d'une collection musicale engagée, « Culture et résistances », déclinant un CD et un DVD.

Du succès de la démarche collective entamée pourrait découler, à terme, une adhésion à la PFCE. C'est ce qu'espèrent Original Dub Master et ses deux partenaires. L'adhésion à l'association Minga étant exclue, puisque celle-ci se positionne en dehors de la grande distribution. Mais les discussions entre les trois protagonistes sont loin d'avoir abouti,

car, comme le dit Franck Olivier Trombetta, le gérant d'Original Dub Master et représentant de l'association Croq'Nature (4), au conseil d'administration de la PFCE, « *lorsqu'on se réunit, on a tendance à débattre sans fin sur le fait que nous avons choisi d'être présents à la Fnac et dans la grande distribution* ». Franck Olivier Trombetta ne désespère pas de convaincre ses

partenaires de faire abstraction du critère de la distribution dans leur charte commune. La responsable de la communication du réseau de boutiques équitables Artisans du Monde, Charlotte Dudignac, très au fait des débats entre ces trois pionniers, insiste pour sa part sur l'importance d'un cahier des charges bien défini et établi collectivement : « *On ne peut pas se permettre de diffuser des produits qui ne répondent pas à des critères précis d'équité. Nous avons cette responsabilité vis-à-vis de nos clients* », précise-t-elle. Pour Franck Olivier Trombetta, être présent dans le réseau de la grande distribution n'est pas antinomique avec l'idée d'un commerce équitable du disque : « *Je reste persuadé qu'on peut aussi faire bouger les mentalités de l'intérieur, à la Fnac ou chez Leclerc, en travaillant avec eux.* » Les paris sont donc ouverts...

CLOTILDE MONTEIRO

(1) Fairplay list et Dyade, Art et Développement.
(2) L'album *Désert Rebel* est disponible. Le DVD paraîtra au début de l'année 2007.
(3) Les musiciens de *Désert Rebel* seront aux TransMusicales de Rennes les 7, 8 et 9 décembre, www.desertrebel.com.
(4) Association de tourisme équitable, dont 6 % des bénéfices sont reversés à l'association Anitiit franco-touareg.

PRESSE

Nature et équité

La revue « Nature & Progrès » aborde les questions essentielles qui se posent aujourd'hui au commerce équitable.

Certains acteurs de la bio sont plus crédibles que d'autres quand il s'agit de parler de commerce équitable. La fédération internationale d'agriculture biologique Nature & Progrès en fait partie. Déjà très exigeante dans le domaine de la bio, elle fait preuve du même sérieux quand elle s'engage dans le combat pour rendre tout commerce le plus équitable possible. Cette fédération est l'une des rares grandes organisations alternatives françaises à avoir signé l'« Appel pour un commerce équitable partout », lancé par la fédération bretonne du commerce équitable Breizh ha Reizh, l'association Minga et la Confédération paysanne, pour que soit amendée la loi du 2 août 2005 qui promeut un commerce équitable au rabais. Désormais, Nature & Progrès participe pleinement aux débats qui concernent le commerce équitable, et se pose les bonnes questions. Pour preuve le dernier numéro de sa revue trimestrielle, *Nature & Progrès*, qui consacre son dossier à la question suivante : « Quel commerce pour une société équitable ? » La rédaction des articles a été assurée par des membres de la fédération, de Minga, du réseau Semences paysannes, etc.



Impossible de rendre ici toute la richesse des réflexions proposées dans ce dossier, qu'il faut lire dans son intégralité. Emmanuel Antoine, administrateur de Minga et directeur de l'agence de formation Quatre Mâts développement, souligne que pour rendre le commerce équitable il faut réhabiliter le commerçant et démythifier les « labels » : « *Ces "labels" sont en effet la pointe avancée du consumérisme ; ils reposent sur la déresponsabilisation du client, considéré comme un être passif qui a besoin de repères pour guider ses achats. Valoriser le produit, son histoire et sa filière, construire une relation de confiance, inviter le client à comprendre le monde à travers ses achats sans pour autant être dépendant des symboles, des marques et autres totems, tout cela implique de s'assumer*

DANTE SANJURJO

Nature & Progrès, n° 60, novembre 2006-janvier 2007, 6 euros, 04 66 03 23 40, www.natureetprogres.org

L'obole aux déchets



Combien de dizaines d'heures de négociations pour cette malheureuse « étiquette vérité » jaune ? Elle affiche l'écocontribution du consommateur au traitement du déchet qu'un jour cette gazinière deviendra, comme tous les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), et dont la collecte et le recyclage (partiel) sont rendus obligatoire pour tous les commerçants qui les mettent, neufs, sur le marché. De quoi effrayer le client : un centime d'euro de contribution pour un téléphone mobile, 3 euros pour un écran d'ordinateur, etc. Au total, chaque Français produit 16 kg de DEEE par an, 3 % d'augmentation triomphante par an. La France, avec quinze mois de retard dans l'application de la directive européenne DEEE, a lancé sa filière de collecte le 15 novembre. Au grand dam des fabricants, qui voulaient la retarder à début 2007, après le tsunami des achats de fêtes.

PÊCHE

Le thon dans le rouge

Les mesures prises pour la protection du thon rouge en Méditerranée sont très insuffisantes.

Si l'on s'en tient au *satisfecit* de Bruxelles, l'accord que vient de signer la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (Iccat) est une victoire : l'organisme, qui entendait prendre des mesures urgentes pour contrer la surpêche du thon rouge en Méditerranée, est parvenu à imposer aux 42 pays réunis à Dubrovnik une réduction des prises annuelles légales, qui devraient tomber à 29 500 tonnes l'an prochain, pour parvenir graduellement à 25 500 tonnes en 2010. Alors que les quotas s'élèvent à 32 000 tonnes actuellement. Voilà pourtant la sentence de mort du thon rouge en Méditerranée, dénonce Greenpeace, éberlué devant l'absence « du plus élémentaire bon sens » de cet accord. L'association s'en tient aux recommandations du propre comité scientifique de l'Iccat, qui préconisait de réduire drastiquement à 15 000 tonnes dès 2007 des prises qui s'élèvent en réalité à 50 000 tonnes par an, par

l'effet d'une considérable prédation illégale. Une contrebande que l'Union européenne s'est gardée d'attaquer frontalement. Et, malgré une hausse de la taille minimale des spécimens autorisés à la pêche, la réunion de Dubrovnik n'a pris que des demi-mesures dans la protection des thons lors de leur période de reproduction. Principaux pays qui font obstruction, la France et l'Italie, qui défendent leurs flottes de pêche, dont la surcapacité est au centre des conflits. Ainsi, malgré leur considérable modestie, Dominique Bussereau a exprimé ses « fortes réserves » sur la réduction des quotas de la pêche au thon : selon le ministre français de l'Agriculture et de la Pêche, l'accord n'aurait aucune efficacité contre la pêche illégale, mais pénalisera fortement la flottille française sans pour autant préserver la ressource. Devant l'extinction qui menace les thons rouges, ces dialectiques suicidaires n'auront bientôt plus aucun objet.

PATRICK PIRO

Forêts du Morvan

Ras-le-bol des coupes à blanc, saignées brutales dans les paysages, de l'éradication des « mauvais » feuillus pour des résineux à croissance rapide (des revenus) : des militants morvandiaux ont décidé de prendre en main la gestion de leurs forêts. Le Groupement forestier pour la sauvegarde des feuillus du Morvan (GFSFM) achète des forêts grâce à des souscripteurs. Déjà 150 d'entre eux ont pris 1 350 parts de 150 euros, pour l'achat de quatre parcelles (72 hectares). Il faut encore 10 000 euros, avant la fin de l'année, pour conclure l'achat d'une cinquième, située stratégiquement sur les hauteurs d'Autun. *Contact : 03 85 86 26 02, <http://autun.morvan.ecolog.fr> ee.fr/Pageame*

Carte verte

Le genre d'idée qui brille par sa simplicité et son efficacité : la « carte verte ». Inconnue en France, puisque les deux premières – Villeurbanne et Nord-Isère – viennent d'être imprimées par la Frapna, le réseau Rhône-Alpes des associations de protection de la nature. Où trouver une déchetterie, une ferme bio, un installateur de panneaux solaires, des sites naturels pour la balade, etc. ? Se reporter à la carte verte, qui dessine une topographie inédite des territoires, donnant visibilité à leurs ressources écologiques. Il en existe 270 dans le monde (New York, Tokyo, Göteborg, etc.), à l'initiative du Green Map, réseau mondial des cartes vertes.

À consulter sur www.frapna.org et www.greenmap.org.

L'asphalte d'Iter

On va raser une montagne, abattre des centaines d'arbres, menacer des dizaines d'espèces protégées, rouler dans le lit de la Durance, exproprier à tour de bras : place, les 200 convois exceptionnels du réacteur à fusion Iter doivent passer par une route à gros gabarit qui massacrera le Sud-Lubéron, dénoncent les Verts du conseil régional Paca. Qui vont s'y opposer lors de l'enquête publique et proposer une alternative : le transport par... dirigeable, capable de soulever, par trajet, jusqu'à 600 tonnes.

CHANGER D'ÈRE

PAR PIERRE RABHI

Écologie de la raison

La France se prépare à entrer en effervescence pour l'élection présidentielle. Le scénario ne change guère dans un monde pourtant en très grande mutation. Toujours les mêmes critères qui enlissent le destin du genre humain dans une fatalité décidément insurmontable. La planète est une sorte d'alambic distillant de plus en plus de souffrances et de détresses dues essentiellement aux exactions de l'homme contre l'humain. Il semble qu'un modeste pourcentage des sommes consacrées à répandre et à perfectionner les instruments dédiés au meurtre et à la destruction massive suffirait à faire de notre planète une oasis où il ferait bon vivre pour tous. L'indigence n'épargne même plus les citoyens des pays prospères. On ne sera bientôt plus nulle part du bon côté des barrières que les nantis élèvent pour endiguer les cris de misère, prisons pour ceux qui les érigent. Si l'espèce humaine ne sait pas où elle va, tout en y allant résolument et comme en état d'ébriété, la « nature » – telle que nous l'appelons – a toujours su où elle allait. Cela se résume à une exigence absolue : la vie « veut » vivre jusqu'à la fin d'un programme qui a sa propre et très lointaine finitude. Il est évident que, si les humains que nous sommes devenaient un obstacle au déroulement de ce programme, la nature saurait le surmonter comme elle l'a toujours fait depuis les « origines ». Ceux qui sont en charge de la gouvernance du monde, comme ceux qui briguent ce magistère, semblent ignorer cette réalité irrévocable. C'est sans doute la raison pour laquelle cet ordre des choses exprimé sous le vocable approximatif d'« écologie » est traité comme une question subsidiaire. Est-ce l'effet d'une culture urbaine « hors sol » dominante ?

Il faut bien reconnaître cependant que, dans l'ambiance mondiale d'aujourd'hui, l'écologie devient une question insubmersible, contrairement à ce qu'elle fut durant l'apothéose de la civilisation de la combustion énergivore. Et pourtant, tout au long de cette histoire de productivisme, d'argent et de marchandises, des consciences vigilantes n'ont pas manqué pour alerter les citoyens de la planète sur les dérives suicidaires qui menacent notre commune existence. À présent, toute la société est secouée par la peur d'une nature « prête » à lui faire payer cher les transgressions commises contre elle. Le plus désespérant, dans cette affaire, c'est que la raison, censée être l'apanage de l'être humain, ne le préserve pas des traquenards de sa propre vanité. Face au dérèglement climatique et autres périls plus insidieux et sournois qui le menacent, il prend conscience qu'il ne domine pas et ne dominera jamais la nature. Il est plus que temps de prendre en compte cette évidence pour organiser et gouverner le monde.

Pierre Rabhi est agroécologiste, philosophe et chef de file d'un mouvement de remise en cause de la croissance économique.

Courrier

Rayon d'espoir

Ce matin, un rayon de soleil, un rayon d'espoir, s'est glissé dans ma boîte aux lettres : *Politis* est sauvé ! Une belle utopie s'est réalisée. Collectivement, les lecteurs de *Politis* ont aidé l'équipe à poursuivre, sans que personne ne revendique le succès de ce sauvetage. Et si, le 10 décembre, dans la grisaille du « on ne peut pas faire autrement », un autre rayon d'espoir se glissait avec la candidature d'une personne qui n'aurait aucun intérêt partisan, qui voudrait faire vivre l'idée « utopiste » d'une société que nous sommes nombreux à vouloir ? Mais faut pas rêver, entre utilité et intérêt partisan, il ne reste pas beaucoup de place pour l'utopie.

ALAIN BRUNEL, BÉGARD (CÔTES-D'ARMOR)

Précisions

Je m'abonne aujourd'hui, moi qui n'achetais même pas le journal ! Et je vais même quitter le Crédit agricole pour le Crédit coopératif ! Néanmoins, une petite remarque concernant l'article en page 6 du n° 925. L'augmentation de la TIPP prônée par Nicolas Hulot est parfaitement argumentée par Jean-Marc Jancovici et Alain Grandjean dans leur livre *le Plein, SVP*. Elle n'aboutira à la prolifération des 4X4 et grosses cylindrées de riches au cœur des grandes villes que si le gouvernement en fait un mauvais usage. Mais l'État pourra aussi utiliser cette nouvelle manne pour compenser les effets du coût prohibitif des carburants sur les plus pauvres, directement – en finançant l'isolation de leur logement, en leur assurant la gratuité des transports en commun, etc. – ou indirectement – en développant les transports en commun dans les zones mal desservies, en incitant les entreprises à se rapprocher des lieux d'habitation pour limiter les transports, etc. (lire p. 146 et suivantes du livre précité, et particulièrement le bas de la page 157, le 2^e paragraphe de la page 159, mais aussi tout le livre). Le raccourci médiatique est dangereux dans sa simplification, qui ampute les meilleurs plaidoyers de leurs arguments.

MONIQUE PICARD

J'ai fait un rêve...

Campagne électorale 2007 : parmi les candidats, Nicolas Sarkozy, Jean-Marie Le Pen, Ségolène Royal et un candidat de la gauche antilibérale... Au soir

du premier tour, les résultats donnent l'avantage au candidat de droite, mais, surprise, en seconde position arrive le candidat de la gauche altermondialiste. Un rêve ? Et pourquoi pas ? [...] Nous sommes devant un choix historique. La candidature de Ségolène Royal, avec les risques qu'elle présente, peut permettre à une gauche réellement de gauche de se construire. Tous n'y seront pas (LO, par exemple), mais laissons-les crever dans leur solitude sectaire...

L'espoir peut se lever comme il s'est levé en 2005. Pour cela, foin de calculs de boutiquier, ouvrons les fenêtres, regroupons les forces antilibérales instituées, mais aussi les multitudes de volontés individuelles. Nos points de convergence sont tellement plus nombreux que ce qui nous sépare. Créons les conditions d'une candidature unique à la gauche du PS. Si cela ne se fait pas, il faudra désigner les responsables de cet échec. Par cohérence, ils ne pourront avoir ma voix, eux qui n'auront pas voulu permettre au peuple de gauche de se rassembler et auront préféré garder les clés de leur petite église. Méprisable !

DIDIER CLECH, BREST (FINISTÈRE)

Ça fait du bien !

Ce mot pour vous dire ma joie de voir *Politis* repartir sur des bases saines. Votre victoire est celle de tous ceux qui croient encore à la démocratie dans un monde où elle est mise à mal. J'ai contribué comme beaucoup à la mesure de mes moyens au sauvetage de notre journal. Ce n'est pas pour recevoir un merci que j'écris ça, c'est juste pour vous dire que je trouve que cette contribution déferlante des lecteurs est émouvante. Je viens de lire l'édito de Denis Sieffert ainsi, que son récit « Quelle histoire ! ». Vous ne pouvez pas savoir comme ça fait du bien de lire ça, je me doutais qu'il devait y avoir une relation avec le merdier dans lequel nous essayons de surnager chez Attac. Votre mise au point vient à point car elle apporte de l'eau au moulin de ceux qui comme nous (CL de Lyon) soutiennent clairement la liste des fondateurs et la liste Altermondialiste et Démocratie. Je me suis empressé d'envoyer un mail sur notre liste d'actifs lyonnais, pour que les rares copains qui ne sont pas abonnés se procurent vite ce numéro et y lisent la confirmation de l'instrumentalisation que nous combations et dont nous avons été

les victimes. J'ai eu peur ! J'ai cru que, face à Ségolène Royal, Bernard Langlois était tel Bernadette Soubirous devant la grotte ! Mais non, finalement, non. Tout s'arrange à la fin, et je partage son avis sur l'espoir que représente la gauche antilibérale, si la raison l'emporte ! Bon vent et merci. Bien cordialement

J.-P. DELMAS, MILITANT ATTAC LYON

Pluralité

En allant faire un tour sur les commentaires des abonnés, j'ai lu les réactions parfois vives à propos du soutien de *Politis* à *Libé*. Je partage l'avis général sur *Libé*. Néanmoins, je rappellerai l'avis de Voltaire : « *Je ne suis pas de votre avis mais je me battraï jusqu'au bout pour que vous puissiez l'exprimer.* » Bon d'accord, je préfère nettement Diderot à Voltaire. Le sauvetage de *Politis*, l'opinion des lecteurs et l'avis de Voltaire amènent un questionnement que j'exagère volontairement : peut-on vouloir la pluralité pour exprimer ses propres opinions sans la vouloir pour les autres ? On me rétorquera que les idées exprimées par *Politis* ont bien du mal à se frayer un chemin dans le discours unique actuel. En effet. Et c'est pour ça qu'il faut se battre. Mais est-ce une raison ? Trois membres de ma famille sont abonnés à *Politis*. Je n'ai pas encore fait cet abonnement de solidarité auquel je pense depuis quelque temps. C'est une question de jours.

ANNE-MARIE VUILLEMOT, BELFORT

Trahi...

Voilà l'impression qui m'envahit depuis l'annonce de retrait de José Bové à la candidature à l'élection présidentielle. Mais que veut donc Marie-George et Olivier ? Si c'est le pouvoir, ils ne l'auront pas. Si c'est mesurer leur popularité ou l'influence des idées de leur parti, cela fait des décennies que ça dure. [...] Pourquoi, dans ce cas, ne pas vouloir enfin mesurer le poids de toute la gauche antilibérale rassemblée ? Nous avions une occasion unique avec la candidature de José Bové. [...] Nous ne rencontrerons peut-être plus dans l'avenir proche une telle concordance d'événements, qui permettrait un sursaut antilibéral. Je suis écœuré ! Heureusement que cette terrible nouvelle s'accompagne de celle de la survie de *Politis*. Croyez-moi, mes amis, votre rôle sera de plus en plus indispensable dans cette société qui perd la tête !

DIDIER HOCMERT, RONCHIN (NORD)

POUR NOUS ÉCRIRE

Politis, courrier des lecteurs,
2, impasse Delaunay, 75011 Paris.
Fax : 01 43 48 04 00.
E-mail : pagecourrier@politis.fr

Éric Hazan

Notes sur

l'occupation

Naplouze,

Kalkilyia, Hébron

Naplouze encerclée dans ses montagnes, Kalkilyia immobilisée dans le réseau du mur et des routes de contournement, Hébron, étouffée par les colonies du centre ville: ces *Notes* ont été prises là, en mai-juin 2006, dans les rues, chez les familles de prisonniers, dans les camps de réfugiés et les villages, auprès de responsables politiques. Il s'agissait de restituer au jour le jour le fonctionnement de cette grande machine bureaucratique-militaire qu'on désigne sous le terme assez abstrait d'*occupation*.

Éric Hazan dirige les éditions La Fabrique. Il a récemment publié *LQR, la propagande du quotidien* (Raison d'agir, 2006)

128 pages, 7 euros.

www.lafabrique.fr

La fabrique éditions

Le bloc-notes

DE BERNARD LANGLOIS



LE SACRE

Pas une fausse note au sacre de Ségolène, acclamée par son parti (PS : Parti ségoléniste ?), uni dans une ferveur quasi religieuse. À la Mutualité, haut lieu s'il en est des colères prolétaires, devenu pour la circonstance le temple de la madone poitevine, tout à son culte dédié. Miracle du suffrage, qui change en or le vil plomb d'hier, transmute en soupirants les détracteurs de la veille. C'est la loi du genre et l'application du principe démocratique : les militants ont tranché, les caciques adoubent. Ne reste plus que Mélenchon pour camper Astérix en son irréductible village gaulois.

Avec quelle potion magique ?

Il n'y a rien à redire à cet exercice obligé du ralliement, frappé au coin du réalisme. Même s'il a des allures de bal des fau-culs. Et des cocus. Rien d'autre à espérer pour ceux-là que la clémence de l'Auguste. Et quelque place en son Conseil. Ce n'est pas gagné ! La victoire de Mme Royal s'est faite sur une promesse de renouvellement. Des méthodes et des hommes. Son vin nouveau (ou perçu comme tel) ne peut s'accommoder de vieilles outres. Pourquoi irait-elle s'encombrer, dans sa fière cavalcade, des chevaux de retour ? N'en doutons pas, elle mènera sa campagne à sa main, comme elle l'entend, en parallèle mais sans confusion avec celle du parti. Là aussi, c'est la loi du genre. Et, élevée dans le cénacle mitterrandien, la candidate fut à bonne école. Donc, pas grand-chose à espérer pour les « *placous* » ; ni durant la bataille, ni après, en cas de victoire. D'autant que la gazelle a une mémoire... d'éléphante !

L'ANNONCE

Si la semaine dernière fut celle de Ségolène, celle qui s'ouvre sera celle de Sarkozy. Je veux dire : celle de l'annonce de sa candidature (car il n'est guère, hélas, de semaine sans Sarkozy !). Selon toute vraisemblance, ce sera ce jeudi, à la télévision, dans l'émission d'Arlette Chabot, « À vous de juger ». À moins qu'un forcing de TF 1 ne lui arrache un 20 heures *in extremis*, concurrence oblige ! Ou encore qu'il choisisse de ne froisser personne en choisissant de se déclarer hors plateaux (mais pas sans caméras...). Insoutenable suspense ! Il y a si longtemps qu'il est en campagne, l'agité de Beauvau, que cette annonce officielle ne devrait guère soulever de passion. « *Ce m'en touche une sans faire bouger l'autre* », dirait Chirac. C'est vrai qu'il commence à y avoir urgence pour P'tit Nicolas. La Pimprenelle a pris une bonne longueur d'avance, sa victoire en interne fut aussi nette que spectaculaire, son parti est rangé, bon gré mal gré, en bon ordre derrière elle : tout cela contraste sérieusement avec la cacophonie du camp d'en face. Et puis, même s'il trouve avantage à conserver son portefeuille, le ministre-candidat sera de plus en plus attaqué sur son bilan, qui n'est pas glorieux : même sa police en a ras la casquette des coups de poing dans le vide, des moulins et des rodomontades, les élections professionnelles viennent de le démontrer. Et l'affaire de l'après-match PSG-Tel Aviv, où un flic, semble-t-il en état de légitime défense, a abattu l'agresseur d'un jeune supporter juif dangereusement menacé par la vermine raciste, ne plaide pas en sa faveur : depuis le temps que le club parisien est gangrené par ces quelques dizaines de supporters voyous, parfaitement connus et répertoriés, qu'a donc fait le ministre de l'Intérieur pour régler le problème ? La candidature de Sarkozy est un non-événement. Mais maintenant, pour lui, il y a urgence.

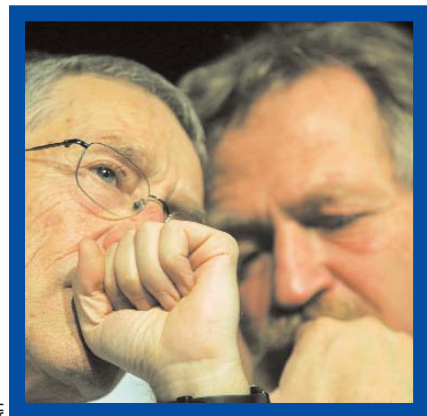
GÂCHIS ?

Et pendant ce temps, la gauche de la gauche... Renoncement de Bové (provisoire ?) annoncé à coup de trompe. Surplace de Marie-George et d'Olivier, chacun campé sur ses positions. Impatience des autres candidats possibles et volontaires (Salesse, Autain, Braouezec...), ultime tentative de mettre Mélenchon sur orbite, dont le nom pourrait peut-être avoir l'aval du PCF et de la LCR (peut-être...) ; et désespérance des dizaines de milliers de militants, qui se pressent aux meetings en tentant d'y croire encore. Que faire ? Les uns proposent un tirage au sort ; les autres lancent l'idée d'une pétition solennelle de quelques noms emblématiques. Redisons-le : ne pas réussir à lancer une candidature commune à tous les courants

qui se sont mobilisés dans le « non » de gauche au référendum serait un énorme gâchis. Et cela au moment même où les élections aux Pays-Bas ont montré les perspectives qu'elle ouvrirait pour cette recombinaison de la gauche, qu'on attend en France depuis si longtemps. Redisons-le : il faut un nom, et un seul, pour la présidentielle. Peu importe lequel, dans la mesure où ce sera la campagne d'un collectif. J'ai toujours pensé que José Bové, par son engagement militant à la confluence du syndicalisme et de l'écologie et par sa notoriété, y compris internationale, serait le meilleur porte-drapeau. Mais je suis prêt à rallier quiconque d'autre qui ferait consensus. Pour les candidatures en vrac, ce sera sans moi.

GEMAYEL

Près d'un quart de siècle (comme le temps passe !) après son oncle Béchir, président fraîchement élu de la République libanaise qui n'eut pas le temps d'entamer son mandat, Pierre Gemayel, ministre de l'Industrie, fils d'Amine, l'ancien chef de l'État jusqu'ici préservé, est victime à son tour d'un attentat. D'abord rappeler ce que sont les Gemayel, on aurait tendance à l'oublier : l'une des plus puissantes familles chrétiennes maronites du Liban, un clan politico-militaire d'extrême droite, les Phalanges, fondé par le grand-père dans les années 1930 sur le modèle du parti nazi. Les milices phalangistes furent, pendant la guerre civile des années 1970, sous la direction de tonton Béchir, le fer de lance de l'élimination physique des Palestiniens et de la gauche arabe, notamment dans le quartier du port de Beyrouth (Quarantina) et dans le camp de Tal al Zataar (4 000 tués), avec la double complicité des Syriens – que les Gemayel avaient appelés en renfort – et des Israéliens – leurs alliés, financeurs et soutiens de toujours ; purification ethnique poursuivie dans les années 1980, après l'invasion du Liban par Israël, par les massacres de Sabra et Chatila sous l'œil paternel de Sharon. Le jeune



Pierre, loin de rompre avec la tradition familiale, s'est lui-même fait remarquer par quelques déclarations musclées opposant à la racaille musulmane « *la supériorité génétique* » des chrétiens libanais ; dans sa conception du « Pays du Cèdre », eux (les chrétiens) représentent « *la qualité* » contre « *la quantité* » (des musulmans). C'est ce type-là qu'on vient d'assassiner. Vous ne voulez pas qu'on pleure ?

LA SYRIE, FORCÉMENT

Qui a fait le coup ? La Syrie, forcément ! Le coupable est tout désigné, comme pour l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri (le riche copain de Chirac), ou celui du journaliste Samir Kassir. Tous anti-syriens, pas la peine de chercher midi à quatorze heures. Soyons clairs : que le régime de Damas, qui n'est pas un parangon de civilité, ait pu être le commanditaire de ces attentats n'aurait rien de très surprenant, en tout cas pour les deux premiers. Qu'il soit le seul coupable possible est tout sauf évident, notamment pour le troisième. Vers « l'Orient compliqué », en particulier au Liban – sans doute le pays le plus « compliqué » de tous –, il n'est plus guère permis de voguer « avec des idées simples ». On remarquera que l'assassinat de Pierre Gemayel intervient à un moment où Damas s'applique à multiplier les gestes d'ouverture, notamment sur le dossier irakien : quelle serait alors la logique d'un tel attentat, qui ruine ses efforts pour rentrer dans le jeu diplomatique ; qui a intérêt à maintenir la Syrie dans le cercle maudit des « États voyous » ? On remarquera que le brillant résultat de l'offensive israélienne de cet été au Liban a été de renforcer le poids et l'aura du Hezbollah, qui mène la vie dure au gouvernement Sinióra : qui a intérêt à discréditer, aux yeux des Libanais, un mouvement trop puissant et notoirement pro-syrien ? On remarquera qu'une timide ouverture se fait jour entre Israël et le Hamas (accord de cessez-le-feu, retrait israélien de Gaza, acceptation – du bout des lèvres, mais acceptation quand même – par le principal dirigeant du Hamas d'un État israélien « *dans les frontières de 1967* ») en même temps que se

développe une grande offensive diplomatique américaine dans la région : qui a intérêt à ce que cet (encore très vague) espoir de règlement global tourne court ? Le coup peut donc venir d'à peu près partout : de Syrie, certes, mais aussi de l'intérieur de la mosaïque libanaise, voire des services secrets israéliens ou de quelque officine américaine, allez savoir... Comme l'écrit Robert Fisk, qui connaît le pays comme sa poche : « *Rien ici ne se produit par hasard. Mais tout ce qui se produit n'est jamais comme vous le pensiez en premier lieu...* (1) »

DENIS ROBERT

« *Malgré les succès judiciaires et les livres, j'ai dû me rendre à cette évidence : je peux difficilement m'en sortir seul.* » Cerné par les procès à répétition et maintenant convoqué par les juges d'Huy et Pons à fin de mise en examen pour recel d'informations dans l'affaire du corbeau de Clearstream, Denis Robert s'est laissé convaincre par ses amis (notamment les dessinateurs Rémi Malingrèy et Lefred-Thouron) de se faire assister par une association de soutien, qui pourra l'aider à assurer sa défense. Il va sans dire que nous vous encourageons à y adhérer (2).

DES LIVRES

– **Présidentielle** : parce que « *la politique est une affaire de jeu avec les mots* », le décryptage minutieux (3), par deux linguistes, des discours, petites phrases, bons mots ou lapsus des principaux candidats à la course à l'Élysée, tels qu'ils se présentaient à nous au tout début de la précampagne, de la crise du CPE à l'été (depuis, le paysage s'est éclairci à gauche...). Ce qu'ils disent, et ce qu'on dit d'eux, qui n'est pas le plus triste ! Avec, en prime, une étude fouillée de ce qu'on trouve sur le web les concernant, traduit en mots clés et en courbes. En prime, les petits dessins de Plantu. Instructif et rigolo.

– **BD** : Très original également, le gros bouquin de Philippe Squarzoni (4), qui s'attaque à la politique avec l'arme du dessin. Lui aussi raconte en images la campagne

présidentielle, au jour le jour. Mais en la replaçant dans le contexte d'un monde qui ne tourne pas rond, d'un marché qui bouillonne tout, d'une politique qui démantèle les acquis sociaux, multiplie les lignes de fracture et prend le risque de nous conduire à la guerre civile. Avec la complaisance de médias fascinés, et verrouillés. La politique en dessins réalistes, en noir et blanc. Gonflé, mais réussi.

– **Polar** : La deuxième enquête, traduite en français, de l'inspecteur principal John Bright, de la brigade criminelle de Ken-tish Town, dans la banlieue de Londres (5). Un gars qui paie pas de mine, un flic ordinaire, genre Colombo ou Kurt Wallander, le héros de Mankell, voyez ? Du genre malin, tenace, qui tourne autour du pot sans jamais lâcher la piste. Maureen O'Brien écrit en phrases sèches, sans gras, et maîtrise l'art du suspense, des dialogues serrés, aussi bien qu'elle sait décrire les atmosphères poisseuses. Du très bon polar, à consommer sans modération. On attend le tome III !

B. L.

- (1) *The Independent*, 23 novembre 2006.
(2) <http://lesoutien.blogspot.com>
(3) *Combat pour l'Elysée, paroles de prétendants*, Louis-Jean Calvet, Jean Véronis, Seuil, 207 p., 15 euros.
(4) *Dol*, Philippe Squarzoni, les Requins marteaux, 285 p., 30 euros.
(5) *À l'inattendu les dieux livrent passage*, Maureen O'Brien, traduction de Lalla Lenda, HB, 426 p., 22 euros. Même auteur, même inspecteur, même éditeur : *Les fleurs sont faciles à tuer*.

pol-bl-bn@wanadoo.fr

Les rendez-vous du documentaire engagé
Politis et l'association Voir & Agir présentent

Mercredi 6 décembre à 20 h

au Centre Culturel La Clef – Images d'ailleurs
21, rue de la Clef, 75005 PARIS
M° Censier-Daubenton

POSTE RESTANTE

Un film de Christian TRAN

2005, 79 mn

Albon ! 165 habitants au cœur du Parc naturel régional des monts d'Ardèche... une mairie... une école publique... une poste... oui, mais une poste « restante », une poste qui n'a plus lieu d'être, une poste qui coûte cher, une poste « cible » de l'aménagement du territoire et de la restructuration du service public.

Henri-Paul, receveur à La Poste, nous entraîne à la rencontre de ceux qui mettent en œuvre des actions, qui inventent des stratégies et s'opposent au discours libéral omniprésent. *Poste restante* utilise les armes mêmes des citoyens et des maires qu'il met en scène : la preuve concrète, la parole juste, l'humour libérateur, le respect des hommes et des choses. Et voilà que les évidences construites par les médias s'inversent, les faibles deviennent forts, les démodés deviennent modernes, et les puissants deviennent ridicules.

La projection sera suivie d'un débat animé par Isabelle BOURBOULON avec Christian TRAN, réalisateur du film, et Régis BLANCHOT, représentant syndical SUD-PTT.

– **LIBRE PARTICIPATION AUX FRAIS** –

ASPHODELE

2006

11^e salon

des produits **BIO**
des alternatives

écologiques

et de

l'habitat sain

parc des expositions

PAU

15-16-17
décembre

250 exposants
grand marché fermier bio
espace habitat écologique
énergies et carburants
40 conférences ateliers animations
restauration bio permanente
salon du livre pratique-jeunesse
nouveaux horaires :
vendredi 15 décembre 16-21h30
samedi 16 et dimanche 17
10-19 h.
votre entrée
à tarif réduit à télécharger sur
www.salon-asphodele.com

horaires renseignements 05 58 79 17 93 et : www.salon-asphodele.com

Habitat Naturel

Vin bio
mugurthe

Belle-Santé

GRUPE
CREDIT COOPERATIF

AB
AGRICULTURE
BIOLOGIQUE